

idées

SUR LA CRISE

Retour à la raison

par JACQUES GALLUS (*)

La France a connu durant les trente années de l'après-guerre une croissance forte fondée sur la vitalité de sa démographie, les effets bénéfiques des transferts entre l'agriculture d'une part, l'industrie et les services de l'autre, et l'exceptionnel développement des échanges internationaux. A la fin des années 60, de nombreux observateurs ont souligné les risques encourus en raison des flûtes de financement de l'internationalisation des capitaux. En particulier, la conquête de nouveaux marchés, concurrentielle à l'égard de certains marchés traditionnels des pays « vieux », et le financement de la guerre du Vietnam ont eu deux conséquences redoutables : provoquer une hausse colossale des taux d'intérêt et entraîner les États-Unis vers la voie de l'abandon des parités fixes.

Le prix d'une guerre

L'inflation de dette enclenchée dans un processus alimenté ensuite par la volonté légitime de tous les acteurs sociaux de défendre leur pouvoir d'achat contre la dérive des prix.

Telle est la mécanique dans laquelle la France se trouve engagée depuis trois ou quatre ans lorsque à la fin de 1973, le prix du pétrole est multiplié par quatre. Pour les socialistes, cette hausse et celle des matières premières sont légitimes lorsqu'elles contribuent à modifier les termes de l'échange en faveur de pays ayant acquis une certaine indépendance vis-à-vis des forces impérialistes. Mais il en résulte une charge annuelle supplémentaire de 40 milliards de francs pour l'économie française : exactement le montant, en francs constants, du budget militaire de la France en 1968, aux pires moments de la guerre d'Algérie.

L'abandonnement des coûts, telle est la réalité de la situation. Elle est fondée sur la stratégie de redressement. Quelle stratégie ? Certains croient aux vertus d'une relance globale et massive de la demande de consommation. Ce qui est en cause n'est pas le principe de l'augmentation du niveau de vie des plus défavorisés. Ce principe est le ciment élémentaire de la gauche. La question est de savoir comment créer les meilleures conditions de sa mise en œuvre. L'argumentation déployée par les tenants d'une telle relance est que la seule manière de résorber les capacités de production inemployées est de procurer de nouveaux débouchés aux entreprises. On croit alors entendre Jean-Baptiste Say affirmer, au siècle dernier, que toute production crée ses propres débouchés ; mais Say était, lui, logique avec lui-même et conciliant avec la réalité. D'autres le sont moins en dénonçant la crise, tout en croyant qu'une simple politique de relance suffirait à la contraindre.

Plus grave, cette perspective omet totalement un élément central de toute analyse économique, la rentabilité des entreprises, les capacités de production, les emplois, mais comme l'a fait justement remarquer Paul Fabra (3), les statistiques relatives à ce point ne sont pas de première main.

Ce que ceux qui défendent sincèrement les intérêts des plus démunis quittent donc la fausseté économique. Une sortie socialiste de la crise existe, mais elle n'est pas celle de la facilité intellectuelle et financière.

La première tâche est d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises. Cette priorité élémentaire, chacun peut la comprendre et la faire sienne. Elle a pour objectif de donner du travail à tous. Le seul moyen sûr d'y parvenir et ensuite de préserver le plein-emploi est de mettre nos entreprises en état de

répondre à la demande nationale et internationale. Cela impose qu'elles soient compétitives et par conséquent que les facteurs qui constituent la demande — les salaires, les investissements, les profits — mais qui constituent aussi les coûts soient répartis convenablement. C'est sous cette condition que la

Enrayer l'inflation

La seconde tâche est d'enrayer l'inflation financière. On se contente de rappeler les deux obstacles à vaincre : les taux d'intérêt élevés et les changes flottants. Une politique de taux élevés peut avoir pour origine la contrainte de parité monétaire. Nous voici face au second obstacle. Il ne peut être franchi que par la concertation internationale. Est-il impossible de convaincre les États-Unis que leur intérêt profond n'est pas d'obliger les pays débiteurs à mener une politique de déflation internationale plus dangereuse à la longue pour la démocratie que toutes les subversions idéologiques ? En tout cas, ce serait un objectif majeur d'un gouvernement de gauche que de concourir, avec ses partenaires européens, à l'établissement de parités contrôlées, notamment celle du dollar.

La troisième tâche est d'organiser le développement économique mondial sur les bases nouvelles des échanges internationaux. Est-il impossible de convaincre les États-Unis que leur intérêt profond n'est pas d'obliger les pays débiteurs à mener une politique de déflation internationale plus dangereuse à la longue pour la démocratie que toutes les subversions idéologiques ? En tout cas, ce serait un objectif majeur d'un gouvernement de gauche que de concourir, avec ses partenaires européens, à l'établissement de parités contrôlées, notamment celle du dollar.

(*) Secrétaire de la commission économique du parti socialiste.

(1) Comptes de la Nation.

(2) Une conjoncture internationale plus déprimante que l'un et l'autre tenent d'isolement sans se voir. L'un et l'autre défont.

(3) Professeur à l'université de Paris-Sud.

Le réel et le rationnel

par ALAIN BIENAYMÉ (*)

DANS leur récent ouvrage, MM. Crozier et Friedberg défendent une conception de la vie des entreprises et des administrations fort séduisante par son apparent réalisme. Selon eux, les acteurs, les personnes qui décident et exécutent, se déterminent librement en fonction d'un ensemble de considérations, de contraintes, d'informations, de circonstances où la rationalité n'a que fort peu de part. Le rationnel, conçu comme l'adéquation permanente des moyens aux fins, comme recherche incessante d'un maximum de satisfactions pour un sacrifice donné se trouve relégué au rang des vieilles lunes.

Il est exact qu'un « économisme » intégriste, une conception radicale et absolue de la rationalité économique, est irritant pour qui veut pénétrer la vie d'une entreprise, participer aux réalités vécues par son personnel et par ses partenaires, clients ou usagers, banquiers, syndicats, administrations, etc.

Partant de prémisses chargées de bon sens et d'humanité, tout un discours scientifique s'édifie depuis une vingtaine d'années à partir des conceptions plus réalistes des comportements des dirigeants et de leurs collaborateurs. L'information limitée sur le présent, l'incertitude de l'avenir, le flou des objectifs poursuivis, la correction par essais et erreurs des décisions, les défauts de la communication, les conflits d'intérêts, les négociations de compromis, les partenariats adversaires sont autant de faits qui éloignent les comportements réels des dirigeants des normes de la rationalité pure.

L'action économique entreprise avec le secours de l'intuition, de l'instinct et de l'esprit ludique, sera au mieux rationalisée a posteriori. Le sociologue a enfoncé l'économiste dans la paradoxale de l'irrationalité du rationnel.

Soit. Mais le réel social se présente comme un montage que l'un et l'autre tenent d'isolement sans se voir. L'un et l'autre défont.

La solution rationnelle d'un problème est souvent écartée, voire édulcorée parce qu'elle exige du courage et que la lucidité seule ne saurait y suppléer. Mais il vaut mieux éliminer à temps un produit, que de supprimer à terme et irrémédiablement un emploi.

Si l'entreprise, ou telle ou telle administration, ne portant pas ce regard, d'autres, en France ou ailleurs, le font pour elles, parfois contre elles.

Penser se protéger contre le regard de la concurrence par un droit de douane, par des nationalisations, ou des garanties de subventions, c'est se donner des ostéites.

Les gaspillages, les erreurs d'investissement, les préférences données à l'illusion d'une abondance mal protégée, alors qu'elles organisent la pénurie.

Reste alors une dernière question : comment aider les décideurs à adopter un comportement plus rationnel ? L'Etat peut y remédier pour ce qui le concerne d'abord en stimulant la concurrence à l'intérieur de nos frontières ; mais aussi en élevant le niveau économique et la qualité de cette concurrence par une information plus adéquate des secteurs d'activité sur leurs perspectives d'avenir économique et technologique, qui permettra à notre pays de mieux se situer sur les marchés futurs, information qui doit être stimulée et diffusée.

En réalité, la crise économique se double d'une crise du rationnel, d'une excessive timidité devant les difficultés du réel. A qui objecterai que le regard sur le réel demeure faiblement subjectif, que la domination de l'économisme est fallacieuse, une réponse s'impose : tant que la pression des besoins des consommateurs s'exerce avec force, le primat de l'économie fera sentir ses effets.

(*) L'acteur et le Système. — Seuil 1977.

Abolir le salariat

par J.-H. BRUNN (*)

COMME Marx l'a montré, l'économie libérale suppose pour le fonctionnement du marché, les libertés d'information, de circulation, d'association, ainsi qu'une certaine représentation des agents et des forces socio-économiques.

En économie planifiée, en revanche, ces libertés ne peuvent que perturber la réalisation du Plan. En bloquant le jeu normal des lois économiques (qui, comme Staline le découvrit peu avant sa mort, « ont une réalité objective »), on déclenche dans le corps social des tensions d'autant plus fortes qu'elles n'ont pas d'exutoire et que, loin de se compenser mutuellement, elles convergent toutes vers le pouvoir central ; celui-ci, à moins de persister, devant les avantages de la planification, n'y peut répondre que par la contrainte et par une propagande de chaque instant, bien plus coûteuse, en fin

de compte, que la publicité en régime d'économie libérale. La presse est nécessairement soumise puisqu'elle ne dispose d'aucun moyen de financement ou même de fabrication libres.

L'économie planifiée engendre bien d'autres fautes organiques d'oppression : bureaucratie, privilèges, magasins et services spéciaux dont l'existence même accroît le mécontentement, donc la répression.

Une telle planification ne peut être que centrale. D'où l'absurdité du mythe du « déparlement de l'Etat », agité par Engels et Lénine, et défini par la formule, aussi célèbre que creuse : « Le gouvernement des hommes fera place à l'administration des choses ». Creuse, en effet, puisque ces « choses » ne sont en définitive, et selon l'analyse marxiste elle-même, que le produit du travail des hommes.

rénumération originelle, l'homme primitif recueillant les fruits de son travail. Ce serait maître sur un terme à l'aliénation du travailleur, ce serait l'intéresser directement à son travail, à la marche de son entreprise, donc à la gestion. Mais tout progrès vers une forme d'autogestion n'a de sens que dans le cadre de l'économie libérale, sinon il n'y a pas de gestion, il n'y a qu'exécution plus ou moins complaisante du plan. Ce lien entre l'autogestion et l'économie libérale n'est jamais souligné.

En l'occurrence, de Gaulle était plus marxiste que les marxistes. En proposant que, sans attendre, une partie des rémunérations des travailleurs soient indexées sur les bénéfices de l'entreprise, il entamait, si peu que ce fut, le régime

Supprimer la cause initiale

Ainsi, le barrage est systématiquement contre tout ce qui pourrait conduire à l'abolition du salariat et par conséquent à une économie libérale socialiste. Ce barrage ne peut être levé que par une économie libérale, même socialisée, c'est-à-dire débarrassée du salariat, et par là de l'exploitation, même assujettie à des règles plus démocratiques, munie de plans d'orientation et aidée par l'information, ne serait-elle pas encore la source de désordres comparables à ceux qui minent aujourd'hui l'économie mondiale ?

En réalité, le premier de ces maux, l'inflation, est lié à la dualité déjà évoquée de la rémunération des producteurs : rémunération fixée d'avance pour les salariés, rémunération liée aux bénéfices de la vente des produits pour tous les autres. Les uns comme les autres auront à pâtir, en tant que consommateurs, des hausses de prix ; mais les seconds, minoritaires, empêcheront la totalité des sur-bénéfices provenant de ces hausses et gagneront plus en tant que vendeurs qu'ils n'y perdront en tant que consommateurs. Ils auront donc un intérêt constant, mathématique, à la hausse des prix et aucune mesure ne pourra empêcher le jeu de ce qui sera, en la circonstance, une loi économique.

Seule la suppression de la cause initiale, c'est-à-dire la dualité des rémunérations, pourra arrêter le processus. Autrement dit, si tous

les producteurs étaient rémunérés (selon leurs responsabilités) au prorata des bénéfices réalisés, l'avantage que chacun tirerait, comme vendeur, d'une hausse des prix, serait compensé par la perte qu'il subirait en tant que consommateur. L'inflation tendrait donc à disparaître.

Une autre tare de l'économie actuelle réside dans la masse des capitaux réservés à des fins spéculatives, et dont le volume tend nécessairement à s'accroître : capitaux flottants, euro et arbo-dollars, etc. Ils sont cause d'inflation par leur disponibilité, leur mobilité, leur recherche de profit spéculatif ; de stagnation par la ponction qu'ils opèrent sur le pouvoir d'achat global. Cette cause de déséquilibre aurait aussi tendance à disparaître si la fonction d'accumulation et de reconstitution du capital n'était plus exercée par une minorité et si les prélèvements effectués en vue de sa reconstitution réduisaient d'autant la part allant aux rémunérations des travailleurs.

On n'a pas cherché ici à dresser l'avant-projet détaillé d'une société libérale non capitaliste, encore moins d'une société sans défauts, sans inégalités, sans contradictions et sans luttes, mais à montrer que, dans la recherche d'une société plus juste, plus vivace et fonctionnant moins mal, il existe une alternative au totalitarisme.

Le Monde DÉTENT

Pour la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme »

De notre correspondant

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

La « nouvelle philosophie » est qu'un « avortement misérable du gauchisme ». C'est la thèse de notre correspondant, qui analyse les réactions de la gauche à la « nouvelle philosophie » de la « LITERATOURNAYA GAZETA » DE MOSCOU.

مكتبة الأصل

DÉTENTE ET DROITS DE L'HOMME

POUR LA «LITERATOURNAYA GAZETA» DE MOSCOU

La «nouvelle philosophie» n'est qu'un «avortement misérable du gauchisme»

De notre correspondant

Moscou. — La «nouvelle philosophie» n'est pas une philosophie; c'est une «pitoyable parodie», un «avortement misérable du gauchisme»: tel est le verdict sans appel prononcé par la «Literaturnaya Gazeta» sur les «nouveaux philosophes», dans un article de fond. L'auteur, M. Maltchouk, professeur à l'académie diplomatique, n'emploie pas des arguments très originaux et sa conclusion ne saurait surprendre. Tout est d'ailleurs déjà dans le titre de son pamphlet: «Nouvelle philosophie ou vieux anti-communisme?»

Pour lui, la «nouvelle philosophie» est une des conséquences de la «crise de la pensée théorique» en Occident, et une suite du gauchisme de mai 1968, «mélange de révolte des intellectuels petits-bourgeois contre la décadence morale de la société de consommation» au nom des valeurs libérales et humanistes traditionnelles, de l'anarchisme, de l'écologie, du marxisme, de la démagogie, de la «nouvelle philosophie» des utopistes de Marouzeau. On conçoit que ce cocktail ne puisse donner un résultat qui satisfasse M. Maltchouk. Si l'auteur reconnaît que les «nouveaux philosophes» ne forment pas un groupe, il ne dédaigne pas pour autant l'amalgame et les attaques ad hominem. «Les bons gours sont de riches gours», écrit-il, «c'est bien le cas des «nouveaux philosophes», cas de riches familles». Ainsi rappelle-t-il que les parents de l'un d'eux ont été tués pendant la guerre civile, et que son père a été déporté en Sibirie.

Sur le fond, l'auteur fait trois reproches aux «nouveaux philosophes»: ils sont contre le marxisme, contre l'Union soviétique, et contre le monde. Leur conception du monde, qui n'existe que par des images, des fantasmes, des symboles, les amène à nier toute connaissance rationnelle. Ils ne font donc pas la différence entre capitalisme et socialisme, et ils voient dans le fascisme la «triomphe de la raison». «Ainsi, dit-il, les penseurs spirituels du nazisme sont justifiés. Nietzsche et Heidegger, dont les nouveaux philosophes se réclament», écrit M. Maltchouk, qui reprend la vieille thèse sur Nietzsche, père spirituel du nazisme. Il en voit d'ailleurs la preuve dans le fait que Hitler offrit les œuvres complètes de Nietzsche à la bibliothèque de Mussolini à l'occasion de son soixantième anniversaire.

Si c'est la raison est un totalitarisme, on comprend que l'auteur ne soit pas favorable à ces «nouveaux philosophes». Mais il ne faut pas se laisser tromper par son titre. M. Maltchouk n'est pas un philosophe, c'est un journaliste. Son article est une œuvre de propagande, et non une œuvre de philosophie.

Reste alors une dernière question: pourquoi l'auteur ne se contente-t-il pas de dire que les «nouveaux philosophes» sont des «riches gours»? Pourquoi s'efforce-t-il de leur faire une image si négative? La réponse est simple: parce qu'il est journaliste. Son rôle est de défendre la ligne officielle du parti, et de dénoncer les ennemis du régime. Les «nouveaux philosophes» sont considérés comme des ennemis du régime, et il est de son devoir de les attaquer.

Enfin, il faut noter que M. Maltchouk n'est pas le seul à critiquer les «nouveaux philosophes». D'autres journalistes et intellectuels ont également écrit des articles dans ce sens. Cela montre que cette critique est largement répandue dans le milieu officiel.

En conclusion, la «nouvelle philosophie» est une œuvre de propagande, et non une œuvre de philosophie. Elle vise à dénoncer les ennemis du régime, et à défendre la ligne officielle du parti. Elle ne mérite donc pas le nom de «nouvelle philosophie».

Enfin, il faut noter que M. Maltchouk n'est pas le seul à critiquer les «nouveaux philosophes». D'autres journalistes et intellectuels ont également écrit des articles dans ce sens. Cela montre que cette critique est largement répandue dans le milieu officiel.

En conclusion, la «nouvelle philosophie» est une œuvre de propagande, et non une œuvre de philosophie. Elle vise à dénoncer les ennemis du régime, et à défendre la ligne officielle du parti. Elle ne mérite donc pas le nom de «nouvelle philosophie».

Enfin, il faut noter que M. Maltchouk n'est pas le seul à critiquer les «nouveaux philosophes». D'autres journalistes et intellectuels ont également écrit des articles dans ce sens. Cela montre que cette critique est largement répandue dans le milieu officiel.

En conclusion, la «nouvelle philosophie» est une œuvre de propagande, et non une œuvre de philosophie. Elle vise à dénoncer les ennemis du régime, et à défendre la ligne officielle du parti. Elle ne mérite donc pas le nom de «nouvelle philosophie».

Enfin, il faut noter que M. Maltchouk n'est pas le seul à critiquer les «nouveaux philosophes». D'autres journalistes et intellectuels ont également écrit des articles dans ce sens. Cela montre que cette critique est largement répandue dans le milieu officiel.

En conclusion, la «nouvelle philosophie» est une œuvre de propagande, et non une œuvre de philosophie. Elle vise à dénoncer les ennemis du régime, et à défendre la ligne officielle du parti. Elle ne mérite donc pas le nom de «nouvelle philosophie».

Enfin, il faut noter que M. Maltchouk n'est pas le seul à critiquer les «nouveaux philosophes». D'autres journalistes et intellectuels ont également écrit des articles dans ce sens. Cela montre que cette critique est largement répandue dans le milieu officiel.

En conclusion, la «nouvelle philosophie» est une œuvre de propagande, et non une œuvre de philosophie. Elle vise à dénoncer les ennemis du régime, et à défendre la ligne officielle du parti. Elle ne mérite donc pas le nom de «nouvelle philosophie».

Enfin, il faut noter que M. Maltchouk n'est pas le seul à critiquer les «nouveaux philosophes». D'autres journalistes et intellectuels ont également écrit des articles dans ce sens. Cela montre que cette critique est largement répandue dans le milieu officiel.

En conclusion, la «nouvelle philosophie» est une œuvre de propagande, et non une œuvre de philosophie. Elle vise à dénoncer les ennemis du régime, et à défendre la ligne officielle du parti. Elle ne mérite donc pas le nom de «nouvelle philosophie».

Enfin, il faut noter que M. Maltchouk n'est pas le seul à critiquer les «nouveaux philosophes». D'autres journalistes et intellectuels ont également écrit des articles dans ce sens. Cela montre que cette critique est largement répandue dans le milieu officiel.

En conclusion, la «nouvelle philosophie» est une œuvre de propagande, et non une œuvre de philosophie. Elle vise à dénoncer les ennemis du régime, et à défendre la ligne officielle du parti. Elle ne mérite donc pas le nom de «nouvelle philosophie».

AU MOMENT OU COMMENCENT A ROME LES «AUDIENCES INTERNATIONALES SAKHAROV»

L'écrivain yougoslave Mihajlo Mihajlov est libéré

De notre correspondant

L'écrivain yougoslave Mihajlo Mihajlov, condamné il y a deux ans à sept ans de prison pour avoir publié des articles à l'étranger, a été libéré, vendredi soir, 25 novembre, de la prison de Sremska Mitrovica en vertu de l'amnistie proclamée pour la fête nationale du 29 novembre. M. Mihajlov, condamné en 1974 à quatorze ans de détention avec trente-deux autres personnes pour avoir formé un mouvement illégal, a été libéré en vertu d'un système centralisé, a été libéré en même temps.

Aux Etats-Unis, le président Carter a exprimé, dans une déclaration, sa «satisfaction» de cette action sage et généreuse. De Moscou, M. André Sakharov a adressé un télégramme au gouvernement yougoslave pour saluer cette amnistie de prisonniers politiques, «la première dans l'histoire des pays du camp socialiste», et exprimer l'espoir qu'elle servira d'exemple à d'autres pays.

A la conférence de Belgrade LE DÉLÉGUÉ TCHÉCOSLOVAQUE S'EN PREND A L'«EMPIRE HERSANT»

Belgrade (A.F.P.). — Le délégué tchécoslovaque à la conférence de Belgrade, a déclaré, vendredi 25 novembre, l'«empire Hersant», qui, a-t-il dit en substance, porte atteinte à la liberté de la presse en France.

Le représentant tchécoslovaque a, d'autre part, évoqué le sort de quatre-vingt-quinze «journalistes dissidents» licenciés par M. Hersant, du Figaro et de Paris-Nord. «Est-ce la liberté de la presse?», a-t-il demandé.

Dans sa réponse, le délégué français, M. Alain Pélissier, a relevé que cette concentration de journalistes dans deux journaux n'avait pas été déplorée dans certains secteurs de la presse et des milieux politiques français. Cependant, a-t-il dit, M. Pélissier, si les journaux du groupe Hersant comptent un million cinq cent mille lecteurs, la France a cinquante-cinq millions d'habitants. Il reste donc encore pas mal de Français qui peuvent se faire une idée du monde et de la paix, car, a-t-il dit le délégué français, les plus grands quotidiens du matin, à Paris comme en province, appartiennent à divers horizons, de la droite à la gauche et à l'extrême gauche.

par la police vendredi 25 novembre. Des milliers de gens ont empêchés d'entrer dans l'appartement de Mme Lioudmila Kouznetsova où ils voulaient accrocher leurs toiles. (A.F.P.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

SEPT ANS APRÈS CELLE DE M. WILLY BRANDT

La visite du chancelier Schmidt en Pologne ouvre la voie d'une réconciliation véritable entre Bonn et Varsovie

De notre correspondant

Bonn. — La visite du chancelier Schmidt en Pologne, qui s'est terminée vendredi 25 novembre, marque dans l'esprit des milieux politiques de Bonn, la fin de la première phase sur le chemin d'une véritable réconciliation entre les deux peuples.

Le chef du gouvernement de la R.F.A. avait une tâche difficile. Il ne pouvait guère renouveler le geste spectaculaire de son prédécesseur, M. Willy Brandt qui, il y a sept ans, coupa le souffle aux Polonais comme aux Allemands, en tombant à genoux devant le mémorial du ghetto de Varsovie. Le chancelier Schmidt n'en paraît pas moins avoir causé une impression profonde avec les propos qu'il a tenus à Auschwitz: après avoir remarqué que les nouvelles générations allemandes n'ont joué aucun rôle dans les atrocités hitlériennes, il a reconnu qu'elles doivent néanmoins accepter une responsabilité morale pour ce qui a été commis en leur nom.

Des «échanges de vues» sur la limitation des armements

La déclaration commune formule nombre de bonnes intentions mais n'annonce que peu de résultats concrets. M. Schmidt et Giersek promettent, une fois de plus, d'approfondir leurs rapports politiques, économiques et culturels, mais, chose nouvelle, envisagent des «échanges de vues» sur le problème de la limitation des armements en Europe entre les deux gouvernements. Mais, en la matière, leur liberté de manœuvre est sérieusement limitée par les alliances respectives.

Les experts économiques ne manquaient pas dans la délégation ouest-allemande, qui comportait près d'une centaine de personnes. Il ne semble pas qu'ils aient trouvé le moyen d'éliminer le principal obstacle à des échanges commerciaux plus poussés: le savoir, comment la Pologne pourrait produire plus de marchandises susceptibles d'intéresser les importateurs de la R.F.A. afin de réduire ainsi le

En fin de compte, le sentiment qui prédomine à Bonn est que la voie est beaucoup plus largement ouverte à une véritable normalisation des rapports, non seulement entre les gouvernements mais aussi entre les peuples. Même si beaucoup de chemin reste à faire avant que «le poids du passé» ne se fasse plus sentir, les correspondants de la presse allemande qui ont fait le voyage avec le chancelier ne relèvent-ils pas qu'à aucun moment celui-ci n'a été applaudi dans les rues polonaises?

JEAN WETZ.

La publication par la presse de l'avant-projet de Constitution

provoque des remous dans les milieux politiques

De notre correspondant

Madrid. — Le secret des délibérations de la commission parlementaire chargée de rédiger l'avant-projet de la Constitution espagnole n'aura pas duré. L'hebdomadaire «Cuadernos» dans un dialogue avait divulgué le mercredi 23 novembre les trente-neuf premiers articles rédigés par les sept parlementaires de la commission. Vendredi, le quotidien El País a publié, à son tour, la totalité du document.

Selon l'article 46 de l'avant-projet de Constitution, le «pouvoir arbitraire et modéré la fonction législative des institutions». En vertu de ces fonctions arbitraires, précise l'article 53, le roi «nomme le chef du gouvernement et met fin à ses fonctions lorsque celui-ci présente la démission de son cabinet ou lorsque le Congrès des députés a voté la censure». Le roi «nomme le chef du gouvernement et met fin à ses fonctions lorsque celui-ci présente la démission de son cabinet ou lorsque le Congrès des députés a voté la censure».

Les syndicats DÉNONCENT L'INTERPRÉTATION DONNÉE PAR LE GOUVERNEMENT AUX ACCORDS DE LA MONCLOA

Madrid. — Tous les syndicats espagnols ont dénoncé le 24 novembre, la décision du gouvernement de donner un caractère rétroactif au pacte économique de la Moncloa, conclu en octobre dernier avec l'opposition.

L'Union syndicale ouvrière (U.S.O.), socialiste autogestionnaire, affirme que cette mesure annonce «une recrudescence des conflits sociaux, dont les conséquences sont irréversibles». Les commissions ouvrières proches du parti communiste estiment que la décision est «contraire à l'esprit de l'accord et au désir des organisations politiques qui l'ont soutenu». L'Union générale des travailleurs, enfin, proche du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier), a souligné que les travailleurs «attendent souffrir une grave préjudice». «Rien dans le texte de la Moncloa ne permettait de déduire l'interprétation restrictive et unilatérale qui en a été faite par le gouvernement», a déclaré l'un de ses porte-parole.

Le P.S.O.E., l'un des signataires du texte, a, quant à lui, refusé au gouvernement «le droit d'opérer de façon restrictive l'accord qui a été signé avec l'opposition sans que les Cortes se soient prononcées». Les accords économiques de la Moncloa limitaient, en particulier, à 32 % les augmentations de salaires dans les années à venir.

(Interim.)

(Interim.)

(Interim.)

(Interim.)

(Interim.)

(Interim.)

(Interim.)

(Interim.)

(Interim.)

(Interim.)

Japon

M. FUKUDA, premier ministre, a déclaré, vendredi 25 novembre, que le remaniement ministériel dont on parlait depuis quelques jours à Tokyo aura lieu lundi. Le premier ministre a ajouté, au cours d'une conférence de presse, qu'il envisageait d'envoyer un émissaire spécial à Washington pour tenter de régler le différend avec les Etats-Unis sur la meilleure façon de «lutter contre la crise économique mondiale». — (A.F.P.)

UN PROJET DE LOI, adopté vendredi 25 novembre, prévoit la peine de mort contre les responsables de détournement d'avion avec violence sur les passagers. Ce projet, qui entrera en vigueur en janvier, prévoit une peine minimum de dix ans de prison en cas de prise d'otages. — (A.F.P.)

MEXIQUE

L'ANCIEN PRÉSIDENT LUIS ECHEVERRÍA a été l'objet, vendredi, à la Chambre des députés de critiques sans précédent de la part de l'opposition parlementaire qui l'accuse d'avoir disposé de l'armée publique sans l'accord du Parlement pour le bénéfice de son «propre peuple». L'opposition reproche à l'ancien président d'avoir ordonné le pays en augmentant la dette nationale sans le consentement du Congrès. Un député de la majorité gouvernementale a, pour sa part, qualifié ces accusations d'«inadmissibles». — (A.F.P.)

Nicaragua

L'EXISTENCE DE CAMPS DE CONCENTRATION, dirigés par des mercenaires nord-américains, a été dénoncé par

les représentants d'Amnesty International au cours d'une conférence de presse tenue à San-José de Costa-Rica. Ils ont révélé que, entre mai 1975 et janvier 1976, trois cents personnes ont disparus dans le nord-est du Nicaragua. — (A.F.P.)

QATAR

CHEIKH AHMED BEN ALI EL THANI, ANCIEN EMIR DU QATAR, a été libéré, vendredi 25 novembre, d'une clinique de Londres à l'âge de soixante ans, a-t-on annoncé de sources officielles à Doha. Il avait été écarté du pouvoir le 22 février 1973 par son cousin, Cheik Khalifa Ben Hamad El Thani, avec l'aide de l'armée. Les deux émirs s'étaient réconciliés en juillet 1976. — (A.F.P.)

THAÏLANDE

DIX-HUIT OFFICIERS, POLICIERS ET CIVILS «condamnés» sans procès à des peines de prison par le premier ministre, investi de pouvoirs spéciaux par la Constitution, après la tentative de coup d'Etat du général Chulalongkorn, le 26 mars dernier, ont été amnistiés mardi 23 novembre. Cette mesure prendra effet le 5 décembre, jour du centenaire de l'accession au pouvoir du roi Bhumibol. (Reuter.)

Union soviétique

PLUSIEURS PEINTRES SOVIÉTIQUES, notamment Otar Rabine et son fils Alexandre ainsi que Nadejda Elskaya et Vladimir Orlovitchnikov qui voulaient organiser une exposition privée à Moscou à l'occasion de la Biennale de Venise en ont été empêchés

A TRAVERS LE MONDE

par la police vendredi 25 novembre. Des milliers de gens ont empêchés d'entrer dans l'appartement de Mme Lioudmila Kouznetsova où ils voulaient accrocher leurs toiles. (A.F.P.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

A TRAVERS LE MONDE

par la police vendredi 25 novembre. Des milliers de gens ont empêchés d'entrer dans l'appartement de Mme Lioudmila Kouznetsova où ils voulaient accrocher leurs toiles. (A.F.P.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

me: les cartons d'invitation indiquent d'une façon discrète: «Pas de femmes». — (U.P.J.)

Un juge d'instruction exhume faits vieux de deux ans et relance problème de la révolte dans les casernes

N.B. — Prière de citer votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

gèbre plus modérée et prudente. Les ans se préoccupaient de ne pas se laisser entraîner par les passions. Genève, les autres se réservant de le prendre en marche si l'avait des chances de succès. On portait la question devant le Conseil national, nouveau défilé de la question de Palestine, souvenir lundi 28 novembre.

LOUIS WITTMAYER

8 novembre. **78-98**
LOUIS WIZNITZER Les styles de vie des Français

encourt une peine
de six mois à cinq ans de prison.

1, votre adresse et votre profession

arabe ou pour hypothéquer l'avenir du peuple palestinien ».

M. Mohammed Al Sahhat, délégué de l'Irak, s'est opposé « à toute solution consistant à affaiblir le rôle de l'ONU », et a déclaré que « les Nations unies demeurent le cadre le plus indiqué pour discuter du problème du Moyen-Orient ».

M. Oleg Troyanovsky représentant l'URSS, a déclaré que « le débat, qui avait été marqué à son début par l'écclat syrien, s'est donc achevé dans une atmosphère plus modérée et prudente. Les deux camps ont occupé une position pas faire « dérailer le train » pour Genève, les autres se réservant de le prendre en marche s'il avait des chances d'arriver à bon port. Un nouveau débat de l'Assemblée, consacré cette fois à la question de la Palestine », s'ouvrira lundi

**DORMEZ
DANS VOTRE LIT
EN RENTRANT
DE LA NEIGE**

78-98
Les styles de vie des Français

DORMEZ DANS VOTRE LI EN BENET

EN RENTRANT DE LA NEIGE.

Pays-Bas.

Gouvernement passé entre les libéraux et les démocrates reste fragile
De notre correspondant

Le leader des libéraux, M. Van der Stoep, a été élu ministre des Affaires étrangères. Le gouvernement est donc passé entre les libéraux et les démocrates. Le nouveau gouvernement est fragile, car il est composé de deux groupes politiques qui ont des visions très différentes de l'avenir du pays. Les libéraux sont favorables à une politique de libre-échange et de coopération internationale, tandis que les démocrates sont plus réservés sur ces questions. Ils sont également en désaccord sur la manière de gérer l'économie et les services sociaux.

Le nouveau gouvernement est composé de deux groupes politiques qui ont des visions très différentes de l'avenir du pays. Les libéraux sont favorables à une politique de libre-échange et de coopération internationale, tandis que les démocrates sont plus réservés sur ces questions. Ils sont également en désaccord sur la manière de gérer l'économie et les services sociaux.

ensions

LE DISCOURS DE M. SADATE
Le discours de M. Sadate, président égyptien, a été accueilli avec une certaine réserve en France. Bien que son message de paix ait été apprécié, certains ont critiqué son manque de précision sur les conditions de la paix au Moyen-Orient. On s'attendait à une déclaration plus ferme sur la nécessité de retirer les troupes israéliennes du territoire occupé.

ES

mande à Genève
Le mandat de M. de Gaulle a été remis en question à Genève. Les débats ont porté sur la légitimité de son action en tant que chef d'État et sur la manière de gérer la situation politique en France.

APRÈS L'EXTRADITION DE M^{re} KLAUS CROISSANT

Les démocrates allemands ont payé cher le droit de se méfier du terrorisme
nous déclare M. Manfred Rommel, maire de Stuttgart

Bonn. — M. Manfred Rommel, maire chrétien-démocrate de Stuttgart, s'est trouvé placé, depuis quelques mois, devant des responsabilités particulières du fait du terrorisme. Dans ces circonstances difficiles, il s'est acquis une image particulièrement libérale. Au point qu'il a pu sembler, parfois, en contradiction avec ses amis de la C.D.U. L'intéressé se défend d'envisager une carrière politique nationale, faisant valoir qu'il a été élu en 1975 pour huit ans à la tête de la municipalité de Stuttgart. Mais un récent sondage de popularité le place au premier rang des hommes politiques du Bade-Wurtemberg. Cet ancien haut fonctionnaire des finan-

ces, fils du maréchal Rommel, avoue d'ailleurs, si l'on insiste un peu, que c'est ce département ministériel qui l'intéresserait le plus à Bonn. Les «Stuttgarter Nachrichten», dans leur numéro du mercredi 23 novembre, se demandent si M. Rommel n'était pas en train de se faire, comme l'ancien chancelier Willy Brandt, tel que le voit l'espionnage étranger. Devenu l'un des hommes politiques de moins de quarante ans les plus en vue en République fédérale, M. Rommel nous a précisé dans quelle mesure et sous quelle forme les contraintes de la lutte anti-terroriste lui semblaient compatibles avec les options libérales dont il se réclame.

Dans chacun des derniers événements qui ont troublé la vie publique en R.F.A., on a trouvé, à un moment ou à un autre, la ville de Stuttgart. Hanns-Martin Schleyer y habitait et il a été inhumé. Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe se sont donné la mort dans leur prison de Stuttgart-Stammheim. C'est aussi dans cette prison que vient d'être inhumé M. Klaus Croissant.

Il ne faut pas se livrer à des assimilations abusives ni céder à la psychose. Stuttgart est une ville calme, où l'on parle, où l'on travaille, où l'on vit comme avant. La construction d'une prison modèle, puis d'un local spécial pour le procès des terroristes, a naturellement imposé un certain nombre de précautions policières, mais ces mesures échappent au simple maire que je suis.

De même, pour les obsèques de Hanns-Martin Schleyer. C'est vrai qu'il y a eu, ce jour-là, un déploiement policier tel que, depuis la guerre, je n'avais vu autant d'uniformes dans cette ville. Mais, d'une manière générale, je m'efforce de dédramatiser la situation. Par exemple, il y a eu une conférence à Graz, en Autriche. Là-bas, j'ai été entouré de très nombreux policiers depuis le moment où j'ai sorti de l'avion jusqu'à ce que j'aie été conduit à mon appartement. Mais, dans ce genre de situation, il faut rester calme. On ne peut pas laisser le terrorisme dicter ses conditions. On doit rester maître de sa situation.

Un mystère douloureux et scandaleux
A propos de la prison de Stammheim, je voudrais ajouter deux choses : d'abord que les conditions de triple suicide démontrent un mystère. Un mystère douloureux, car, sans doute, scandaleux, que seule une invraisemblable succession d'ordres, de contradictions et de désordres peut expliquer. Ensuite, on a beaucoup parlé de « torture » et d'« isolement », etc. Il y a eu toute une campagne à ce sujet. Jean-Paul Sartre est venu à Stuttgart. Or, il faut rappeler que les conditions de détention à Stammheim ont sans doute les plus favorables jamais accordées dans ce domaine, surtout si l'on songe au sort des condamnés de la prison de la Santé à Paris. C'est très dur, c'est d'une manière générale, la privation de liberté, à prison en soi. Mais on ne peut pas laisser dire n'importe quoi sur un établissement contre lequel je n'ai jamais entendu personne porter une seule accusation précise et fondée.

Vous avez autorisé l'inhumation des trois terroristes dans un des cimetières de Stuttgart. Cette décision a soulevé, comme il était prévisible, une certaine motion.

Il y a eu pression de certains avocats sur les juges
affirme M. Peyrefitte à l'Assemblée nationale

M. Pierre Juguin, député communiste de l'Essonne, a évoqué une nouvelle fois, vendredi matin 26 novembre, à l'Assemblée nationale, l'extradition de l'avocat allemand Klaus Croissant (le Monde du 25 novembre). Il a réaffirmé que dans cette affaire le gouvernement avait violé les principes du droit français. M. Peyrefitte, garde des sceaux, a estimé « peu convaincant » l'intervention du député. A son avis, c'est une contre-vérité que de dire que les décisions prises les ont pas conformes au droit. Il a insisté sur l'effet non suspensif des requêtes au Conseil d'Etat et observé qu'en la matière la chambre d'accusation statuait sans recours. Il a estimé normal que « deux pays voisins, amis et alliés aient, non pas des contacts mystérieux, mais des contacts réguliers ».

Tout en réaffirmant qu'en la circonstance aucune pression n'avait été exercée sur le gouvernement français, qui de son côté n'en avait exercé aucune sur la chambre d'accusation, il a déclaré : « La France a respecté et respectera le droit d'asile tant que ce gouvernement sera en fonction ; pour plus tard, quand vous serez au gouvernement, préparez-vous à vous préparer un programme de gouvernement. Je ne garde rien de prendre des engagements ».

Revenant à la parole, le député communiste a estimé que le plaidoyer du ministre de la Justice ne constituait qu'un « démenti à la parole de l'homme et de l'indépendance nationale ». Il a dénoncé les déclarations faites par M. Peyrefitte avant la décision de la chambre d'accusation, les comparant à « celles que le garde des sceaux de Pétain tenait aux magistrats de la Cour spéciale » (NDLR). En réalité, les sessions spéciales, il a dénoncé le « discours politique » prononcé par le procureur général. Puis il a reproché au ministre d'avoir violé la jurisprudence récente du Conseil d'Etat, avant de demander : « Que se passera-t-il si ce dernier annule la décision ? La R.F.A. restituera-t-elle M. Croissant ? ». Quant au dossier sur l'avocat, il est, a-t-il estimé, « presque vide ».

Il a ajouté : « En fait vous vous alignez sur le nouveau droit ouest-allemand qui viole le droit de la défense et vous vous êtes porté ici même garant d'un pays qui vient de créer un nouveau délit : le délit de défense politique, d'un pays qui viole les droits de l'homme, qui appelle à la délation et menace les droits des citoyens. » « Voilà, a-t-il constaté, la politique que vous avez défendue. » Après avoir demandé si la convention franco-allemande d'extradition avait été appliquée à un seul criminel nazi, M. Juguin a conclu : « Vous avez donc une honte sur le mal français ». Le véritable mal, c'est votre politique réactionnaire, autoritaire, versaillaise.

M. Peyrefitte a repris la parole et a déclaré : « En 1968, M. Juguin, nous vous étiez l'opposé des barricades : aujourd'hui vous vous faites l'avocat du terrorisme international. Le ministre a nié avoir fait pression sur la justice, mais simplement avoir affirmé que « face au défi du terrorisme international il fallait réagir avec des méthodes nouvelles ». « A mesure que l'on découvre que la situation est exceptionnelle », a-t-il ajouté en justifiant l'intervention du procureur général.

Pour le garde des sceaux, il est « archi-jaugé » que le Conseil

CORRESPONDANCE

De nombreux lecteurs nous ont écrit après l'extradition de l'avocat ouest-allemand Klaus Croissant. La grande majorité d'entre eux, de tous âges et d'opinions politiques diverses, désapprouvent vivement cette mesure et la façon dont elle a été exécutée. La lettre ci-dessous, de M. J. Adde, est significative de la « honte » que manifestent les citoyens de ces lettres. D'autres correspondants, au contraire, comme M. Paul Aubert, estiment justifiée la politique suivie par le gouvernement.

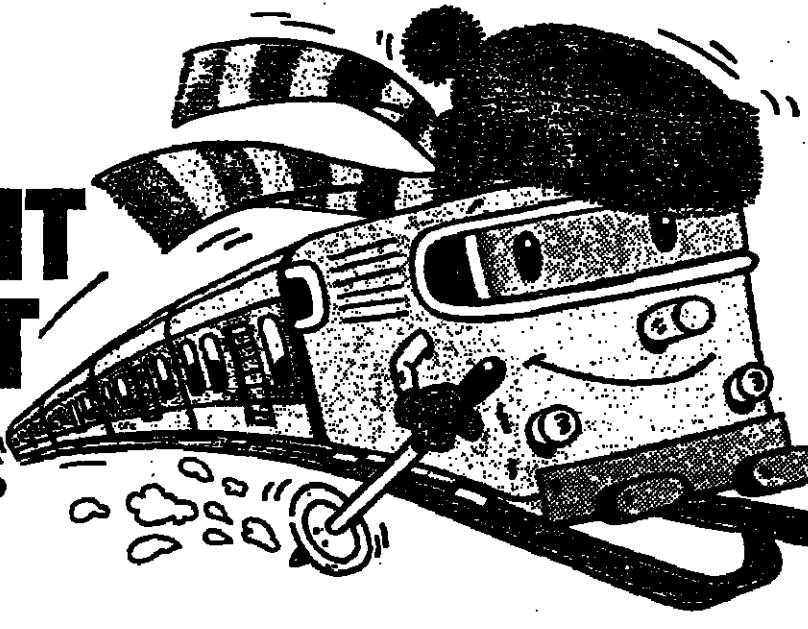
Honte

J'ai honte pour mon pays. Le 27 août 1971, des magistrats indignes de leur fonction, envoyant à la guillotine, déjà préparée avant l'audience, les patriotes désignés par les hauts magistrats. Le pouvoir soumis à l'occupant précédent même ses désirs.

En démocratie...

Il faudrait s'entendre sur le sens du droit d'asile pour réviser les lois politiques. En démocratie, la loi est l'expression de la volonté de la majorité des citoyens, et tous sont tenus de lui obéir. Il est évident qu'une loi ne satisfait jamais tout le monde, et il existe toujours des opposants. Or, en démocratie, toute latitude leur est donnée pour se manifester par la parole, l'écrit, la presse, la radio, la télévision, voire les « manifestes », avec pancartes et slogans, par leurs élus au Parlement et par leur bulletin de vote, qui leur permet, s'ils obtiennent la majorité, de changer la loi. En démocratie, tout combat d'idées doit être strictement interdit, depuis le bris de grèves au cours des « manifestations » jusqu'à l'assassinat dit politique en passant par les divers attentats, chantages et prises d'otages. En démocratie, aucun gouvernement ne peut se permettre d'inquiéter, de poursuivre, d'emprisonner un opposant non violent, mais il a le devoir de châtier inexorablement celui qui emploie la violence à des fins politiques. En démocratie, la loi est l'expression de la volonté de la majorité des citoyens, et tous sont tenus de lui obéir. Il est évident qu'une loi ne satisfait jamais tout le monde, et il existe toujours des opposants. Or, en démocratie, toute latitude leur est donnée pour se manifester par la parole, l'écrit, la presse, la radio, la télévision, voire les « manifestes », avec pancartes et slogans, par leurs élus au Parlement et par leur bulletin de vote, qui leur permet, s'ils obtiennent la majorité, de changer la loi. En démocratie, tout combat d'idées doit être strictement interdit, depuis le bris de grèves au cours des « manifestations » jusqu'à l'assassinat dit politique en passant par les divers attentats, chantages et prises d'otages. En démocratie, aucun gouvernement ne peut se permettre d'inquiéter, de poursuivre, d'emprisonner un opposant non violent, mais il a le devoir de châtier inexorablement celui qui emploie la violence à des fins politiques.

DORMEZ DANS VOTRE LIT EN RENTRANT DE LA NEIGE.



Savoie-Paris par les trains de jour.

	(1)	(2)
Saint-Gervais	10 38	16 15
Sallanches	10 48	16 24
Cluses	11 05	16 41
Paris	18 23	23 29
	(1)	(2)
Bourg-St-Maurice	10 56	16 30
Aime-la-Plagne	11 16	16 48
Moutiers-Salins	11 36	17 04
Paris	18 23	23 29

(1) Circule : — les 25/12, 3 et 4/1 ;
— du 7/1 au 23/1 : les sam. et dim. (sauf le 26/3) ;
— le 27/3.
(2) Circule tous les jours.
Sous réserve de modifications.

SNCF
REDECouvrez LE TRAIN.

France, horizon Société "harmonie ou "sybarite".
Bernard Coudane
79-88
Les styles de vie des

AFRIQUE

La guerre en Ogaden

L'ETHIOPIE DÉMENT AVOIR PERDU LE CONTRÔLE DE HARRAR

L'Ethiopie a démenti, le 25 novembre, que la ville fortifiée de Harrar, à 400 kilomètres au sud-est d'Addis-Abeba, soit tombée aux mains des forces somaliennes. « Harrar n'est en aucune façon menacée », a déclaré un porte-parole de l'ambassade d'Ethiopie à Londres, déclarant ainsi les rumeurs qui avaient couru, ces derniers jours, à Mogadiscio (le Monde du 26 novembre). Dans la capitale somalienne, les milieux diplomatiques demeurent sceptiques et soulignent que les informations faisant état de la chute de Harrar étaient vagues et imprécises.

Les programmes de Radio-Harrar, qui émet en galligalla continuant en tout cas d'être captés à Nairobi et à Mogadiscio. Bien qu'elles puissent émaner d'un émetteur mobile, ces émissions paraissent confirmer que l'armée éthiopienne contrôle encore la ville. A Addis-Abeba, des diplomates joints par téléphone pensent d'ailleurs que les troupes éthiopiennes ont réussi à mater un soulèvement à l'intérieur même de Harrar. Ils ajoutent que le Front de libération somali avait réussi à faire pénétrer des armes dans la ville en vue de ce soulèvement, mais que l'armée éthiopienne a repris le contrôle de la situation. L'agence yougoslave Tanjug, dans une dépêche datée d'Addis-Abeba, affirme de son côté, en citant des sources bien informées, que les insurgés somalis ont pu se replier après avoir tenté un nouvel essai sans succès contre Harrar. — (Reuter, U.P.I.)

Océan Indien

Madagascar

La presse malgache salue les « retrouvailles souriantes » entre Antananarivo et Paris

M. Robert Galley, ministre de la coopération, a déclaré, vendredi 25 novembre, à Antananarivo : « Tout n'est pas réglé en ce qui concerne le problème des sociétés françaises nationalisées à Madagascar », malgré des « discussions approfondies » et « une volonté d'aboutir ». Il avait été, auparavant, reçu par le président Didier Ratsiraka. — (Reuter.)

De notre envoyé spécial

Antananarivo. — Tirant la leçon des travaux de la commission mixte franco-malgache, qui s'est réunie du 23 au 25 novembre, le président Didier Ratsiraka, chef de l'Etat, nous déclarait vendredi : « Les nouveaux textes signés sont moins importants en eux-mêmes que le climat ayant présidé à leur mise au point. Le choc psychologique créé dans l'opinion malgache par cette reprise du dialogue avec Paris est capital. » Les discussions qui ont précédé la signature, vendredi, d'une série de protocoles et de conventions de financement bilatérales par M. Robert Galley, ministre de la coopération, et Raketovao-Rakababala, ministre suppléant de la présidence, chargés des finances et du plan, ont été longues. Ce dernier, qui, avec M. Christian Zémly Richard, ministre des affaires étrangères, conduisait la délégation de son pays, a reconnu, au cours de la conférence de presse finale, le « caractère éprouvé » des négociations. Le communiqué commun confirme l'adoption d'un programme de subventions qui sera soumis au prochain comité directeur du Fonds d'aide et de coopération (FAC). Il s'agit notamment de l'équipement du régime malgache de génie, de nouveaux programmes de développement de la culture du café et du coton, de la mise en place d'un centre de formation de chercheurs malgaches de l'étude d'une micro-centrale électrique. Une meilleure organisation de la coopération en matière d'enseignement supérieur et secondaire est également prévue. Dans le domaine de la santé publique, il a été décidé que la gestion, actuellement française, de l'hôpital Girard-et-Robin, d'Antananarivo, sera transférée, le 1^{er} janvier 1979, à l'Etat malgache. Créée en 1973, la commission mixte franco-malgache, qui, en principe, devait siéger chaque année, s'est réunie cette semaine pour la première fois. Dès mardi, le quotidien *Madagascar Matin*, porte-parole officiel du gouvernement, titrait en première page : « Ils arrivent. Et le lendemain, le même quotidien écrivait : « Realpolitik bien comprise et retrouvailles souriantes. »

Les causes de la reprise du dialogue, pratiquement interrompu depuis quatre années, s'expliquent par les profonds changements d'attitudes intervenus tant à Paris qu'à Antananarivo. En début de l'affaire de Mayotte, la France apparaît aujourd'hui comme une puissance qui a su, depuis l'accession de Djibouti à l'indépendance en juin dernier, mener la décolonisation jusqu'à son terme. D'autre part, même les responsables politiques malgaches les moins conciliants admettent la nécessité absolue d'une aide étrangère et reconnaissent que la

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Quatre avions français Jaguar ont fait des exercices au-dessus de la Mauritanie

Après l'interruption, le 19 novembre, des conversations à Alger entre M. Chayet et des dirigeants du Polisario, la France a pris de nouvelles initiatives à propos du Sahara occidental. Le président Giscard d'Estaing a envoyé, jeudi soir, 24 novembre, par la voie diplomatique, un message personnel au colonel Kadafi. Ce texte portait sur le sort des huit Français enlevés en Mauritanie et détenus par le Polisario. D'autre part, des avions français

Une démonstration limitée ?

Quatre avions français d'appui tactique Jaguar ont effectué, vendredi 25 novembre, des vols d'entraînement au-dessus de la Mauritanie (nos dernières éditions du 26 novembre). Ils ont fait un essai sur l'aéroport de Nouakchott et ont procédé à des « exercices de guerre électronique » en établissant des liaisons radio avec les spécialistes français des transmissions, envoyés ces dernières semaines dans différentes villes de Mauritanie, et notamment à Zouérate.

Les Jaguar avaient quitté la France vendredi matin pour gagner Dakar. Ils avaient accompli ce vol d'essai, grâce au ravitaillement en vol effectué par un avion citerne KC 135. Ils vont participer à des exercices combinés franco-gabonais, qui doivent débuter dans la nuit de dimanche à lundi et se poursuivre jusqu'au 3 décembre (le Monde du 24 novembre). Sur la route de Libreville, ils se posent à Abidjan et à Lomé. Deux avions Transall et deux Morallas sont également engagés dans ces manœuvres.

Alors que les négociations avec le Front Polisario sur la libération des huit Français enlevés en Mauritanie paraissent dans l'impasse, après le départ de M. Claude Chayet d'Alger et le refus du gouvernement de Nouakchott de communiquer à la Croix-Rouge internationale la liste des prisonniers saharais qu'il dénie, la démonstration limitée, effectuée par les Jaguar au-dessus notamment de Nouakchott et de Zouérate, démontre que Paris n'entend pas renoncer à ses objectifs, qui sont la mise en liberté des « otages » détenus par le Polisario et la sécurité des ressortissants français travaillant en Mauritanie. Il semble de plus en plus évident qu'une éventuelle intervention militaire française, si elle était décidée, passerait par la mise en place de moyens aériens, qui font cruellement défaut à Rabat et à Nouakchott. Les moyens de transmission installés ces derniers temps à Dakar et en différents points du territoire mauritanien, notamment le long de la voie ferrée Zouérate-Nouakchott, confirment cette orientation.

Il est de fait que la mise en œuvre de moyens aériens impor-

« Jaguar » ont survolé, vendredi, le territoire mauritanien. Le chef de l'Etat mauritanien, le président Moktar Ould Daddah, s'est entretenu, vendredi à Marrakech, avec le roi Hassan II. Dans une lettre adressée à M. Kurt Waldheim, le ministre marocain des affaires étrangères, M. Boucetta, a quant à lui, « attiré l'attention de la communauté internationale sur les graves conséquences qui pourraient résulter de la poursuite des agressions de l'Algérie contre ses voisins ».

tants serait de nature à gêner considérablement le Polisario, avantageant actuellement par sa mobilité. La France éviterait ainsi les inconvénients d'un engagement au sol tout en prenant néanmoins le risque de perdre quelques appareils — et quelques pilotes, — le Polisario disposant, de fusées Sam qui ont fait leurs preuves contre les F-5 marocains. Est-on disposé à se lancer dans une escalade aussi dangereuse ? La question est maintenant de savoir si les Jaguar engagés dans les manœuvres franco-gabonaises regagneront la France à l'issue de ces exercices ou s'ils resteront basés à Dakar.

L'annonce faite vendredi à Alger par la direction du Polisario de la libération prochaine des trois pêcheurs espagnols enlevés sur le Sahel, au large des côtes du Sahara occidental, n'est pas faite pour améliorer le climat entre Alger et Paris. Les autorités françaises constatent en effet, la différence de traitement faite entre des ressortissants de pays tous deux étrangers au conflit. Elles soulignent que l'Espagne, signataire de l'accord tripartite de Madrid, a eu une responsabilité importante dans la façon dont s'est opérée la décolonisation du Sahara occidental, alors que la France a toujours affirmé sa « neutralité ».

DANIEL JUNQUA.

Rhodésie

Deux organisations noires modérées acceptent l'invitation à négocier de M. Smith

L'offre de négociations fondées sur le principe « d'un homme, une voix » lancée jeudi 24 novembre par M. Smith, premier ministre rhodésien (le Monde du 26 novembre) a été, dans l'ensemble, accueillie favorablement par les organisations noires auxquelles elle était adressée.

M. Cabellah, vice-président du Conseil national africain (ANC) du Révérend Sithole, a annoncé que ce dernier participerait aux pourparlers avec M. Smith, ajoutant : « Nous estimons avoir obtenu ce pourquoi nous nous battons. » M. Chirau, dirigeant de l'Organisation du peuple uni du Zimbabwe (ZUPU), mouvement modéré qui regroupe des chefs traditionnels, s'est félicité de l'invitation de M. Smith, estimant que « la fin du terrorisme est en vue, car le combat pour le régime de la majorité a été gagné ». Il a invité « les jeunes magistrats à regagner leurs foyers ». Le troisième mouvement auquel s'est retiré M. Smith, le Conseil national africain unifié (UANC) de l'évêque Muzorewa, jusqu'à présent silencieux, pourrait annoncer une réaction favorable au cours du week-end.

En revanche, les propositions de M. Smith ont été, comme

prévu, rejetées par le Front patriotique, qui rassemble les deux mouvements de guérilla, le ZANU de M. Mugabe et le ZAPU de M. Nkomo. M. Sithole, collaborateur de ce dernier, a affirmé, vendredi à Lusaka (Zambie), que nous ne sommes pas prêts de rompre les masses pour donner au pouvoir plus longtemps. Il a ajouté : « Nous ne nous battons pas pour le principe « d'un homme, une voix », mais pour l'indépendance, dont la seule garantie est l'intensification de la lutte armée. »

• A DAR-ES-SALAAM, le 23 novembre, par un groupe d'hommes armés, annonce l'Association des commandants au long cours et des officiers de la marine marchande argentine.

Ariel Canzani est un poète réputé dans de nombreux pays. Il dirige la revue littéraire *Coran y del fin de la civilización* internationale, et est l'auteur de nombreux ouvrages littéraires ainsi qu'édition d'œuvres de poètes argentins et étrangers. — (A.F.P.)

• A LONDRES, le scepticisme semble s'emparer de M. Owen, secrétaire au Foreign Office, constatant que « la déclaration de M. Smith est très générale » et exprimant la crainte que « l'on assiste à une transference de la querelle ».

• A WASHINGTON, M. Young, ambassadeur américain à l'ONU, a estimé que la nouvelle initiative de M. Smith « ne constituait pas une proposition de règlement » et exprimant la crainte que « l'on assiste à une transference de la querelle ».

• A PARIS, on observe au Quai d'Orsay que le geste de M. Smith constitue « un pas en avant dans la bonne direction », tout en jugeant prudent d'attendre de connaître les conditions exactes de la future négociation. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

Haute-Volta

• ERRATUM. — Une erreur a été commise dans le quatrième paragraphe de l'article de notre correspondant Pierre Blarins sur la situation politique en Haute-Volta (le Monde du 26 novembre). La phrase aurait dû être la suivante : « Les partis politiques se regroupent maintenant en deux camps aux contours assez instables et aux programmes très peu dissimulés » (et non « très dissimulés »).

ASIE

Philippines

ANCIEN CHEF DE L'OPPOSITION

M. Benigno Aquino a été condamné à mort

Manille (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Au terme d'un procès qui a duré quinze mois et s'est déroulé dans une enceinte militaire des environs de Manille, le principal adversaire politique du président Marcos, M. Benigno Aquino, inculpé depuis plusieurs années, a été condamné à mort pour « meurtres, subversion et détention illégale d'armes ». Deux autres accusés ont été condamnés à la même peine par les juges militaires : M. Bernabe Buscayno, qui sous le nom de « commandant Dante », fut un des chefs de la « Nouvelle Armée populaire » (NAF), organe militaire du parti communiste clandestin, et le lieutenant Victor Corpus, soupçonné d'avoir aidé les rebelles communistes.

Les avocats de M. Aquino ont annoncé qu'ils allaient faire appel devant la Cour suprême. « Aucun tribunal civilisé ne peut accepter la procédure arbitraire utilisée contre M. Aquino », ont-ils dit.

(Agé de quarante-quatre ans, présenté parfois comme le « John Kennedy philippin », M. Aquino, secrétaire du parti libéral (aujourd'hui dissous), était sénateur quand il avait annoncé son intention de se présenter contre M. Marcos à une élection présidentielle. Il fut arrêté en septembre 1972, au lendemain de la proclamation de la loi martiale. En vertu d'un décret pris par M. Marcos en juillet, les personnes condamnées par un tribunal militaire ne pouvaient faire appel devant la Cour suprême. Au cours de l'été, le président philippin avait pris plusieurs mesures d'assouplissement de la loi martiale et annoncé la libération de certaines catégories de détenus politiques. Il avait aussi proscrié l'utilisation de la torture. La condamnation de l'ancien chef de l'opposition, qui n'était, semble-t-il, pas dans les voies légales, ne va pas dans le sens de la « libération » du régime annoncé par M. Marcos. Depuis l'instauration de la loi martiale, cent cinquante personnes ont été condamnées à mort, mais une seule, un trafiquant de drogue — a été exécuté.)

AMÉRIQUES

Argentine

DEUX JOURNALISTES INTERROGÉS PENDANT SEPT HEURES POUR AVOIR RENCONTRÉ DES MÈRES DE DISPARUS

Buenos-Aires (A.F.P.). — Deux journalistes, Al Ortiz, de la *Voix de l'Amérique*, et Derek Wilson, de la B.B.C., ont été interrogés pendant sept heures par la police argentine, après avoir interviewé des mères de personnes disparues.

Les deux hommes ont été interpellés le 24 novembre dans l'appartement où ils vivaient avec un groupe d'une soixantaine de mères de disparus réunies, comme chaque jeudi, sur la place de Mai, par un palais du gouvernement. Ils ont été interrogés par cinq policiers de police, dont trois en civil, qui leur ont notamment demandé leur opinion sur la situation politique et économique régnant en Argentine.

Al Ortiz et Derek Wilson ont indiqué que le fait d'enregistrer les voix des mères de disparus, surmontées les « souffles folles », dans les milieux officiels, portait atteinte à l'prestige de l'Argentine à la veille de la Coupe de monde de football. Ils ont déclaré que M. Rosas Moreno, remplacé le 15 janvier prochain par un autre journaliste, avait accepté la « raison évidente » de ce qu'il considérait comme une « expulsion » à été la diffusion d'une série d'articles sur les droits de l'homme. Ces articles ont été publiés en Argentine en octobre dernier. Ces articles ont été une diffusion mondiale au cours de ces dernières semaines.

Le journaliste a indiqué que pendant que cette série était en préparation, il avait été interrogé, le 15 septembre, au ministère des affaires étrangères ou à un fonctionnaire lui avait un « devoir » d'avoir « abusé de son statut de correspondant étranger » et d'avoir diffusé « volontairement des spécimens et des inventions sur la situation intérieure sans tenir aucun compte des faits ».

M. Wu Teh, maire de Pékin, qu'on disait en difficulté depuis plusieurs mois, a prononcé une allocution lors de l'ouverture de la septième assemblée populaire de la municipalité de la capitale, vendredi 25 novembre, devant deux ordonnances dirigées contre lui.

La première rend inéligible au Parlement pendant sept ans tout homme politique ayant occupé de hautes fonctions et condamné par une ordonnance s'appliquant rétroactivement à la période 1970-1977. La seconde institue des tribunaux spéciaux pour juger de ce délit de « mauvaise conduite », qu'il s'agisse de malversations, de corruption, d'abus de pouvoir, ou de favoritisme.

La période de rétroactivité revêtue par l'ordonnance recouvre presque exactement celle durant laquelle M. Zulfikar Ali Bhutto joua un rôle dans les destins du Pakistan, soit comme chef de l'Etat, soit comme premier ministre.

L'ex-chef du gouvernement, qui avait été emprisonné, est rapatrié en Pakistan pour être jugé et abus de pouvoir. De bonne source, on ajoute que de nouveaux chefs d'inculpation retenus contre lui seront rendus publics prochainement.

(PUBLIQUÉ)

1968, 1978, 1998...

(la logique du changement).

Bernard Cathelin (du CCA)

78-98

Les styles de vie des Français.

Monde

LES TR

QUESTIONS ORALES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Beullac se défend d'entraver l'action de l'inspection du travail

Paris. — Le 25 novembre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance publique, M. Beullac, ministre du Travail, a répondu aux questions posées par les députés. Il a notamment été évoqué la situation de l'inspection du travail.

LES INSPECTEURS DU TRAVAIL

Paris. — M. Beullac a déclaré que l'inspection du travail n'est pas une institution nouvelle, mais qu'elle a été créée en 1891. Elle a pour mission de veiller à l'application de la législation du travail.

M. Beullac a déclaré que l'inspection du travail n'est pas une institution nouvelle, mais qu'elle a été créée en 1891. Elle a pour mission de veiller à l'application de la législation du travail.

LES DÉBITS DE BOISSON

M. Beullac a déclaré que le gouvernement ne se propose pas de modifier la législation en matière de débits de boissons.

LES CALAMITÉS AGRICOLES

M. Beullac a déclaré que le gouvernement ne se propose pas de modifier la législation en matière de calamités agricoles.

LE PROJET DE LOI D'INDEMNISATION

M. Raymond Barre s'oppose à l'indemnisation des créances des rapatriés souhaitée par

Paris. — M. Raymond Barre, ministre de l'Intérieur, a déclaré qu'il s'oppose à l'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.

Le P.S. : une démarche malsaine

Paris. — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi d'indemnisation des créances des rapatriés.



400 000 familles interrogées. Plus de 40 Tables Rondes organisées dans 38 villes par les Caisses d'Epargne "Eureuil". Une recherche sans précédent pour écouter la France profonde. Très souvent une France surprise, neuve, originale, inattendue.

Editions Albin Michel

فكرنا من الأصل

politique

LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

L'EXAMEN DU BUDGET AU SÉNAT

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN : des moyens insuffisants

Le Sénat examine, vendredi matin 25 novembre, les crédits consacrés au commissariat général du Plan.

M. ANICET LE PORS (P.C., Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission des finances, juge insuffisante la subvention allouée au CREDOC (Centre de recherche et de documentation sur la consommation) et note l'application très inégale des PAF (Programme d'action prioritaire).

Soulignant que sont donnés au CREDOC (Centre d'étude des revenus et des coûts) les moyens de la recherche et de la documentation, il a reconnu qu'une utilisation intensive et la situation actuelle, on pouvait certainement envisager de développer une alimentation au moyen de fondations publiques.

M. FANTON, qui a précisé que la consommation annuelle de la région parisienne, atteignant 700 millions de mètres cubes, a subi une baisse de 10 pour cent, a déclaré que la création de règles municipales qui assureraient la mise en bouteille ou en bidons de cette eau.

LES DÉBITES DE BOISSON. M. DENTIS (P.R., Mayenne) a appelé l'attention du gouvernement sur les conséquences financières de la fermeture des débits de boissons dans les petits bourgs, fermant qui ne peut qu'accroître, à son avis, un processus de désertification qu'il convient pourtant de ralentir.

M. BÉCAM, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a indiqué que ses services examinaient actuellement une proposition de loi relative à la réglementation des débits dans les communes de moins de deux mille habitants.

LES CALAMITÉS AGRICOLES

M. BONHOMME (app. R.P., Tarn-et-Garonne), a souligné l'insuffisance du système de garantie institué par la loi de 1947 et a demandé la mise en place d'une assurance obligatoire d'une contribution de toute l'agriculture. M. BARROT, secrétaire d'Etat au logement, a indiqué que l'Etat contribue à la construction de logements sociaux et d'une contribution de toute l'agriculture. M. BARROT, secrétaire d'Etat au logement, a indiqué que l'Etat contribue à la construction de logements sociaux et d'une contribution de toute l'agriculture.

bitrate et le secret pratiqués par le gouvernement détruisent toute possibilité sérieuse de prévision économique.

Après une nouvelle intervention de M. Sourdille, les crédits sont adoptés. Rapporteur de la commission des finances pour le budget de la recherche, M. JACQUES DES-COURS-DESACRES (rép. ind., Calvados) indique que la commission souhaite qu'un livre blanc retrace l'effort consenti par la France en ce domaine. Il relève notamment que la balance des brevets et licences demeure « dramatiquement déficitaire ».

Le rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. ED-CELI LUCOTTE (rép. ind., Saône-et-Loire), rapporteur de la commission des affaires économiques, déclare : « En temps de crise, il y a moins de répartition régulière dans le moins inégalitaire possible ».

M. JACQUES SOURDILLE, secrétaire d'Etat, a indiqué que le juge que l'efficacité du commissariat ne se mesure pas à l'effectif de son personnel titulaire mais à la commission qui, dit-il, est grande. Il indique que la répartition à la recherche pourrait participer « au sauvetage » du CREDOC — dont selon lui d'assainissement s'impose — sous forme de contrat précis et non à fonds perdus.

La séance, suspendue après les interventions de MM. MICHEL CHAURY (R.P., Loire-Atlantique) et MARCEL JAVELLY (P.S., Alpes-de-Haute-Provence), reprend l'après-midi.

Pour M. EDGAR PISANI (P.S., Haute-Marne), le mérite de la planification réside dans « la lisibilité des choix gouvernementaux », mais, déclare-t-il, « dans notre faux système libéral bureaucratique, l'ar-

d'une commission tripartite qui « ne s'est pas établie pour établir un parallèle complet entre la situation des pensionnés civils et anciens combattants ». Il assure que les dossiers de Légion d'honneur pour les anciens de 1914-1918 sont réglés.

Bien qu'il estime que le budget est bon, M. Jean-Louis VIGIER (R.P., Paris), se déclare sceptique sur l'efficacité d'une telle commission consacrée au rapport constant que M. Victor ROBINI (Gauche dém., Alpes-Maritimes), qualifie d'« affaire irlandaise » et M. Jean-Marie BOUTOUX (Gauche dém., Vienne), d'« escroquerie pure et simple ».

Pour M. Noël BERRIER (P.S., Nièvre), les diverses mesures nouvelles contenues dans le budget — d'« austerité » — ne constituent qu'« un petit pas » vers le règlement du contentieux que « le rattrapage des retards accumulés », ajoute M. René TOUZET (Gauche dém., Indre).

En séance de nuit, M. James MARSON (P.C., Seine-Saint-Denis), juge « équilibré » ce budget et rappelle que les patentes résistent, les déportés et internés au-dessous de cinquante-cinq ans sont écartés du bénéfice de la pension de sécurité sociale.

MM. Pierre BOUCHAUD (R.P., Landes) se préoccupe de la faible nombre (130 000 sur 500 000 demandes) de cartes délivrées aux anciens d'Algérie, et Charles FÉLIX (Gauche dém., Seine-Maritime) — au nom de M. Bohl et de ses collègues alsaciens — de l'interprétation plus libérale à donner au texte relatif aux patentes résistants à l'ennemi et territorialement affectés. Il propose que soit créée une croix de combattant volontaire pour les anciens d'Indochine et de Corée.

Après les interventions de MM. Jean MERCIER (Gauche dém., Rhône) qui suggère la suppression de la fête de l'Ascension pour rendre férié le 8 mai, et Jacques HAZARD (non-inscr., Français établis hors de France), la création d'une antenne de l'office des anciens combattants pour les victimes de guerre, pour les Français de l'étranger, le secrétaire précise que le statut de l'été est à l'étude au niveau interministériel.

Après un premier amendement de la commission des affaires défendues par son président, M. Schwint, qui augmente l'indice des pensions de parents ayant perdu un ou plusieurs en-

fants à la guerre, M. Beaulier oppose l'article 40 de la Constitution (qui interdit au Parlement de créer ou d'aggraver les dépenses de l'Etat). Après une suspension de séance, il en est de même pour un second amendement de la commission qui proposait une revalorisation individuelle des pensions.

Après les explications de vote de MM. BERRIER, Lucien GRAND (Gauche dém., Charente-Maritime), MARSON, Bernard TALON (R.P., Territoire de Belfort), Jean MEZARD (C.N.I., Canals), Adolphe CHAUVIN (Gauche dém., A.O.), et Paul GUIL-LARD (rép. ind., Loire-Atlantique), les crédits sont adoptés par 146 voix contre 126 (P.C., P.S. et sénateurs de la Gauche démocratique) sur 288 votants. — A. Ch.

M. Jean Chamant (C.N.I.P.), sénateur de l'Orne, a été désigné par le Sénat, dans sa séance du 24 novembre, pour siéger au sein du conseil supérieur des prestations sociales agricoles, en remplacement de M. Max Moncloux, décédé.

LE R.P.R. : pour une politique offensive de l'emploi.

Le R.P.R. propose « une politique offensive pour l'emploi », dont il vient de publier les éléments. Elle repose sur la diminution par étapes de la durée du travail, sur la mise au point de la retraite à la carte entre soixante et soixante-cinq ans, sur l'assainissement du marché du travail et la revalorisation de la formation et sur la modification de l'ensemble des cotisations sociales enlevant les handicaps qui pèsent sur les entreprises de main-d'œuvre. Le R.P.R. propose de créer dans chaque région des fonds régionaux de l'emploi, dont il vient de publier les éléments. Elle repose sur la diminution par étapes de la durée du travail, sur la mise au point de la retraite à la carte entre soixante et soixante-cinq ans, sur l'assainissement du marché du travail et la revalorisation de la formation et sur la modification de l'ensemble des cotisations sociales enlevant les handicaps qui pèsent sur les entreprises de main-d'œuvre. Le R.P.R. propose de créer dans chaque région des fonds régionaux de l'emploi, dont il vient de publier les éléments.

L'action définie par le R.P.R. suppose que trois moyens essentiels seront privilégiés : le commerce international, l'orientation du crédit et de l'épargne vers les activités productives, et la recherche. Il convient aussi de rendre aux Français « le goût et la liberté d'entreprendre ». Le R.P.R. propose, à ce sujet, de « libérer les entreprises de la tutelle excessive de l'administration », de protéger les contribuables « des exactions parvenues à des niveaux intolérables », d'intervenir dans l'administration au niveau ministériel, et de changer profondément le système fiscal des entreprises.

En bref

M. Pierre Merli, maire d'Antibes, qui figurait sur la liste publiée par le parti radical comme candidat dans la 5^e circonscription des Alpes-Maritimes (Le Monde du 25 novembre), a publié vendredi 25 novembre une déclaration dans laquelle il souligne qu'il ne sera « en aucun cas » candidat aux élections législatives. Il ajoute : « Je considère que, pour quelques temps encore, il est plus utile que je consacre à l'administration de ma commune tout le temps dont je puis disposer ».

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, n'aura pas le soutien du parti radical : c'est ce que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président de cette formation, a indiqué, le vendredi 25 novembre, à Nancy, en faisant valoir que M. Edgar Faure se présente dans la troisième circonscription du Doubs comme candidat R.P.R. Le président de l'Assemblée nationale avait été élu président de la fédération radicale de ce département le 24 avril 1977.

Les groupes d'action municipale organisent une série de rencontres régionales au cours desquelles les participants sont invités à débiter des pratiques autogestionnaires dans la vie quotidienne.

Le secrétariat national des GAM indique que le thème retenu illustre son « zèle d'hygiène » selon laquelle, « à une époque où l'autogestion est à l'ordre du jour, il faut instaurer une pratique réelle de décentralisation et de partage des pouvoirs ». Il estime que les réflexions des membres des GAM doivent notamment se prolonger par « une interpellation des partis de gauche sur l'attitude qu'ils adopteront en cas de victoire électorale ».

Philippines

LE CHEF DE L'OPPOSITION Aquino a été condamné à

M. Beullac se défend d'entraver l'action de l'inspection du travail

LES INSPECTEURS DU TRAVAIL

Vendredi 25 novembre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants ont été traités : la proclamation de la loi n° 100 du 25 novembre 1977, relative à la réorganisation de la fonction publique.

Agé de quarante-neuf ans, M. Beullac, député (P.C., Val-de-Marne) a fait état des difficultés croissantes rencontrées par les inspecteurs du travail dans l'exercice de leurs fonctions.

M. BEULLAC, ministre du travail, s'est élevé « vigoureusement » contre l'accusation d'entrave à la mission de ces derniers. « Votre question concerne-t-elle cette loi ou la loi n° 100 du 25 novembre 1977 ? », a-t-il demandé. « Si elle concerne la loi n° 100, je tiens à déclarer : depuis plusieurs semaines, des fonctionnaires des services extérieurs de mon ministère orchestrent une campagne de dénigrement à propos de mon attitude. Je prétend que l'exercice des fonctions sur les inspecteurs du travail. Quelles preuves sérieuses avance-t-on ? En fait, je ne laisserai pas les fonctionnaires chargés d'appliquer la loi à la violer impunément. Leur grève de jeudi, sans aucun préavis, a été un échec complet (...). »

« La violence de vos propos, a-t-il déclaré, montre bien que vous n'avez aucune mission de riposte à l'égard de la loi n° 100. Vous prêtez une oreille complaisante à toutes les doléances paillardes des fonctionnaires qui imposent la violence à vos inspecteurs, vous restez inerte devant la clemence des tribunaux à l'égard des paillardes délinquants, et vous soutenez l'indignité de la C.F.T. Autre-ment dit, on assiste à un retournement de votre mission au service du patronat. »

« J'ai toujours été le défenseur des fonctionnaires », a affirmé M. Beullac.

L'EAU DE LA REGION PARISIENNE

M. FANTON (R.P., Paris) a demandé que les habitants de la région parisienne se préoccupent de la mauvaise qualité de l'eau qu'ils consomment. Or, a-t-il constaté, « il y a des progrès dans cette région où l'on ne s'occupe plus de la pureté de l'eau que lorsqu'elle est utilisée à des usages industriels ».

M. FANTON a souligné que la loi n° 100 du 25 novembre 1977, relative à la réorganisation de la fonction publique, a été votée sans débat. Il a demandé que les députés s'interrogent sur la qualité de l'eau qu'ils consomment. Or, a-t-il constaté, « il y a des progrès dans cette région où l'on ne s'occupe plus de la pureté de l'eau que lorsqu'elle est utilisée à des usages industriels ».

LE PROJET DE LOI D'INDEMNISATION

M. Raymond Barre s'oppose à l'indexation des créances des rapatriés souhaitée par les députés

Le projet de loi d'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer, qui doit être discuté par l'Assemblée nationale le 29 novembre, a été examiné par la commission des finances le mercredi 23 et jeudi 24 novembre. Le rapporteur du projet, M. Maurice LAMBERT (P.R.), a rappelé que le coût global des mesures proposées par le gouvernement s'élève à 30 milliards de francs, dont 18 milliards de francs pour l'indemnisation des rapatriés et 12 milliards d'intérêts aux créanciers des rapatriés.

La commission a adopté l'unité d'indemnité tendant à limiter la compétence aux tribunaux de grande instance pour trancher les litiges relatifs à la constitution des créances. En revanche, le président de la commission, M. Pierre Baudie (app. P.R.), a opposé l'irresponsabilité financière au sujet de la valeur des créances des rapatriés et de leur inscription au budget de l'Etat.

L'irresponsabilité financière a également été opposée à la proposition d'étendre le bénéfice du projet de loi aux personnes déclassées après le 1^{er} juin 1970 et à celles qui sont privées de la seule ressource de leurs biens. Enfin, plusieurs amendements tendant à indexer l'évaluation des biens des déclassés et à plafonner l'indemnisation à 300 000 F pour une personne seule, 1 million de francs pour un couple ont été déclarés irrecevables. Il en a été de même d'un amendement de M. Alain AVALY (P.S.), proposant de reporter la fin du moratoire sur les emprunts contractés par les rapatriés à la date du règlement définitif du complément d'indemnisation, et d'amendements de M. Mario BERNARD (R.P.), de René GIBOUX (rép.) et René JENBON (P.C.), tendant à ma-

Le P.S. : une démarche malsaine

Le groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi après-midi, au cours d'une conférence de presse, sa position sur le projet de loi. M. Savary a déclaré que l'emploi, pour la première fois, du terme d'« indemnisation » au lieu de « déclassification » est un progrès par rapport aux textes antérieurs. « Mais le projet, a-t-il ajouté, nous paraît insuffisant. Les critiques du groupe P.S.R.G. portent principalement sur le champ d'application du texte et sur l'indexation des créances, la progression de 6,5 % proposée par le gouvernement lui paraissant devoir être dépassée par l'inflation. « L'heure de la vérité sera celle où l'on parlera de l'indexation », a déclaré M. Raoul Bayou (P.S.). « Nous ne sommes pas prêts à accepter que les déclassés soient victimes de l'inflation. Nous craignons que l'on ne se prépare à tromper les rapatriés et l'opinion publique, et à utiliser comme les premiers l'arme redoutable de l'inflation. »

M. Charles-Emile Loo (P.S.) a dénoncé le fait que le gouvernement soumette ce projet de loi au Parlement à trois mois des élections législatives, alors qu'il a refusé d'insérer à l'ordre du jour une proposition de loi socialiste déposée le 7 avril 1977 et actualisée, au lendemain de l'élection présidentielle de mai 1974, à partir des propositions faites, pendant la campagne, par les candidats à cette élection. « Le P.S., a-t-il dit, estime cette démarche malsaine, et il ne peut que déplorer ce genre de méthodes, indignes d'hommes qui prétendent gouverner notre pays ».

M. Savary a déclaré que le P.S. « en tant que formation politique », entend assumer la responsabilité « de la politique » à une époque où la loi n° 100 du 25 novembre 1977, relative à la réorganisation de la fonction publique, a été votée sans débat.

En revanche, le premier ministre s'est engagé à accélérer le paiement des indemnités aux rapatriés âgés de plus de quatre-vingts ans. A l'issue de cette réunion, M. Jacques Domitzi, secrétaire d'Etat, a regretté la surenchère pratiquée par les partis politiques. Il a laissé entendre que le gouvernement pourrait retirer purement et simplement le projet de loi, si celui-ci devait se heurter à l'opposition des principales formations politiques et des rapatriés eux-mêmes.

< L'Humanité > estime que le P.S. a choisi le programme Mitterrand-Schmidt

L'Humanité du 26 novembre revient sur la polémique qui l'oppose à M. Robert Pontillon à propos de discours que ce dernier, membre du secrétariat du P.S., a prononcés au congrès du S.P.D. à Hambourg (le Monde du 26 novembre). Le quotidien communiste cite longuement une déclaration de M. Pontillon, qui n'est pas la carte de combattant, mais le S.P.D., qui ne correspond pas exactement au texte original. M. Pontillon nous a communiqué un extrait, en réponse à une première interpellation dans l'Humanité du 25 novembre. M. Laurent Salini écrit à ce sujet, dans l'édition du numéro du 26 novembre :

« Le P.S. abandonne le programme commun de la gauche qui, lui, fixe ce qu'on doit faire en France et pour servir la France de la crise. Il rejette les engagements souscrits en 1972 et leur substitue les engagements pris envers le chancelier Schmidt. »

« Or le projet de programme des partis socialistes d'Europe occidentale, non seulement prévoit que l'austérité devra durer longtemps, mais encore avance des mesures qui consistent à faire supporter cette austérité aggrave par les travailleurs. »

« A une politique indépendante, fondée sur les intérêts de notre peuple, le programme Mitterrand-Schmidt substitue une politique d'intégration européenne qui enchaînerait notre pays à la « collaboration germano-française ». »

« Entre les idées couramment exprimées par M. Barre et M. Giscard d'Estaing et le projet de programme Schmidt-Mitterrand, il y a une vague nuance de vocabulaire. »

du 24 novembre
au 4 décembre

BATIMAT 77

11^e Salon International de la Construction
et des Industries du Second Œuvre



parc des expositions • porte de Versailles • Paris

nocturne le 2 décembre jusqu'à 22 heures

Philippines

LE CHEF DE L'OPPOSITION Aquino a été condamné à

M. Beullac se défend d'entraver l'action de l'inspection du travail

LES INSPECTEURS DU TRAVAIL

L'EAU DE LA REGION PARISIENNE

LE PROJET DE LOI D'INDEMNISATION

M. Raymond Barre s'oppose à l'indexation des créances des rapatriés souhaitée par les députés

Le P.S. : une démarche malsaine

< L'Humanité > estime que le P.S. a choisi le programme Mitterrand-Schmidt

La force de recommencer

UNE chapelle encastrée dans un écart d'arbres. Un ancien lavoir où des enfants se sont réfugiés pour tuer le temps. Quelques rares fermes, à l'écart des maisons secondaires, reliées de nou. Sur la place, les vieux du village jouent à la pétanque. On pourrait se croire loin, très loin de Paris qui n'est pourtant qu'à 80 kilomètres.

Nous avons tourné le dos au long bâtiment de la maison médicale, pour prendre un chemin à travers champs. Un de ces chemins faits pour s'égarer sans but précis, qui semblent ne mener nulle part et qui invitent à l'errance plus qu'à la fuite. Nous en avions tant découvert de ces chemins, pour le seul plaisir de marcher, et de poursuivre, jusqu'à ce que vienne cette sorte de bien-être, d'harmonie secrète, et le désir de les dire. Comme si de pouvoir en déchiffrer les raisons, de savoir en décrire les sens, était qu'ils puissent durer. Et tant de fois nous avions raconté aux mots inutiles, pour mesurer et partager, presque en silence, la joie qui libère. Mais aujourd'hui, le silence assiege le souvenir de ces jours différents, plus faciles à vivre. Aujourd'hui, nous avons ralenti le pas.

Pour elle, c'est dur d'où elle vient. Si dur qu'il faut s'en remettre, se soumettre au temps pour que la vie retrouve sa solidité, sa légèreté aussi.

Résister aux trahisons du corps

Elle va, d'un pas lent mais régulier, elle suivra jusqu'au bout et ce n'est pas elle qui donnera le signal du retour. Parce qu'un peu plus longue qu'hier, la distance marque une nouvelle victoire sur sa fatigue. Cette fatigue venue après la souffrance physique, avec l'angoisse cette fatigue qui submerge, refuse et s'installe à nouveau. Mais qui devra bien finir par renoncer, par capituler devant tant d'obstination, tant d'acharnement à résister aux trahisons du corps.

Vous voyez, dit-elle en enlevant le bonnet qui cachait la longue cascade de l'intervention chirurgicale, quand l'été jeune, l'été les cheveux presque aussi courts qu'elle maintenant. Elle est belle, elle est étonnante, avec un visage aux traits précis et cette gravité calme dans le regard. Un regard qui, pendant deux mois, a interrogé, épié sans relâche. Son mari, ses enfants, ses amis, eux les bien portants qui voyaient ; et les médecins, les médecins surtout, eux qui savaient. Et, dans ce regard, le voici enfin, encore mal assuré, mais de plus en plus fréquent, mais de moins en moins hésitant, la lueur malicieuse qui dit la force de recommencer. De recommencer à vivre.

Alors, elle veut savoir. Tout. Tout ce qui paraît avoir si peu d'importance quand les jours ne sont pas déformés de leur itinéraire habituel. Elle veut savoir la forme, la couleur de ces jours qui lui ont été dérobés. Et comment, comment les raconter ? Comme une drôle de monotonie ou comme un défi répété ? Comme tout cela ensemble, pourquoi pas, rien n'étant tout à fait vrai, rien n'étant tout à fait faux ni de la joie ni de la tristesse que les mots en déduisent.

Une sorte d'abandon devant la fatalité

Manipuler les images, pour donner aux jours qui se confondent une nouvelle contenance. Pour cacher l'ingratitude, la trop quotidienne indifférence quand on oublie que, si les jours se ressemblent, ils peuvent aussi ressembler au pire. Pour comprendre, pour apprendre un autre regard, posé sur de tels moments, et qui sait, et qui dit que cette absence, ce malaise, toute cette fragilité, c'est quand même, c'est aussi la vie. Avec ses errances qui mènent on ne peut jamais savoir où. Au bonheur, à la désastre, et parfois à mi-chemin de l'un et de l'autre, mais jamais d'une manière définitive, mais en les réinventant chaque fois nébuleux et avec, toujours, ce doute, cette incertitude en partage.

Il est temps de rebrousse chemin. La brume descend, la brume qui ronge la lumière sans parvenir à éteindre les brisiers de l'automne. Voilà, dit-elle, cette saison telle que vous l'aimez, telle que je ne me résous pas à l'aimer, avec cette splendeur qui ferait oublier que l'hiver est proche et que, déjà, se devine une sorte d'abandon devant la fatalité.

EDITH WEIBEL



Le Monde aujourd'hui

LA VILLE

Un mètre carré et des poussières

SOCIALISTE ? C'est rose au poing qu'il me regarde. Bel homme en bronze. Vert comme un sous-bois. J'avance avec un étonnement amusé. La statue de ce casse-noisettes parmi les tombes de Saint-Germain de Charonne, c'est tout de même étrange.

« On se laisse surprendre, dit une voix flûtée derrière moi. Sapez-vous qui c'est ? Le secrétaire de Robespierre. C'était écrit sur le socle, il y a vingt ans. Mais Charonne, c'est fini. Il y avait trois châteaux quand j'étais petit. Un joli village. Maintenant... »

D'un geste las, l'inconnu balaise l'horizon cerné par les grues, le bruit, la poussière.

« Je suis resté, j'ai travaillé quarante ans. Je préparais mon évasion. Mais c'est trop tard. Je n'aurai pas ma part de paradis terrestre. Je mène une vie banale. L'après-midi, je m'ennuie. Alors, je me promène. Mais ça devient difficile. Je n'arrive plus à regarder le défilé des voitures sans nausée, et les arbres s'en vont. »

Je voudrais bien en faire autant. Quel que soit mon faible pour les gens étranges, je suis pressé. Mais mon vieil interlocuteur me retient, très résolu. Lorsqu'un homme a froid, il cherche la chaleur. Quand il est seul.

« Les espaces verts ! On disait les jardins, de mon temps. Mais des espaces, il y en a de moins en moins. Quant au vert ! »

— Il n'y a rien à faire, les gens aiment la baignoire, disait Foucault.

Il m'invite à m'asseoir sur la tombe de Brasillach, sur un sac. Une nuée de pigeons fond sur nous comme autant de Saint-Espirit.

« N'est-ce pas interdit ? — Peut-être. Mais croyez-vous que je laisserais tomber mes vieux amis ? »

Le choc du passé

Les vieux amis lui couvrent les épaules. Clignotent de bec. Prisonniers d'ailles.

« On crut haro sur le pigeon. Comme si c'était eux ces petits êtres traîtres et deux comme des bêtes à bon Dieu, qui avaient fait de Paris une décharge publique. Permettez que je ricane. »

— Je vous en prie.

— Les hypocrites ! Les polisseurs, c'est eux avec leurs voitures, leurs chiens, leurs bâtisses.

— De fait.

— Pour se sentir vieux aujourd'hui, il faut se réfugier chez les morts. Vous connaissez le Père-Lachaise ?

— Un peu.

— Un conseil, écologique comme « ils » disent. Vous voulez

L'ACCIDENT

Incendie sous la pluie

Elle devait avoir dix-sept ans. Blonde. Les cheveux longs. Je ne veux pas lui enlever l'élégance de sa robe d'un rock américain. Pardessus elle portait un de ces gros blousons marocains, confortables et doux comme une couette paysanne, et qui, cet hiver, peuplent les rues de dizaines de bidons. Lui, il avait les cheveux bruns et mi-longs, un jean plus blanc que bleu, un blouson de cuir et une grosse écharpe.

13 heures. Sous la pluie fine, ils descendent sur le trottoir. Une dernière cigarette avant de se quitter jusqu'à soir pour la fac, ou le bureau. Une cande tombe encore rougeoyante, s'arrête sur son blouson bidon, qui subitement prend feu. Elle le regarde, interrogative, sans paraître réaliser qu'elle se transforme en boue suicidaire. Il se jette sur elle, lui arrache le blouson, qui déjà n'est plus qu'une roche, et le jette dans le caniveau où il continue de brûler malgré la pluie.

Et là, retour à la source. Soudain l'un à l'autre, la malchance crève, l'œil incandescent de ceux qui assistent au naufrage d'un grand peacock.

Soudain elle frissonne. Elle a les bras nus et elle commence à avoir très froid.

BÉATRICE DE L'ALNOIT.

Au fil de la semaine

Vers une autre société

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

C'EST d'une grande banalité de dire que la France se trouve à un tournant, qu'elle est en pleine mutation, en pleine transition. Le cours de l'histoire n'est pas rectiligne mais sinueux, un pays, un peuple, un homme changent chaque jour, et nous sommes pris en permanence entre un passé qui est déjà mort et un avenir qui n'est pas encore né. Et pourtant, plus que jamais peut-être depuis les deux ou trois années de l'immédiat après-guerre, on n'a eu à ce point le sentiment que le rideau achève de tomber sur une époque, sur une étape de la vie nationale, et qu'il va, en se relevant, dévoiler à nos regards un paysage inconnu, bien difficile à imaginer, une scène nouvelle dont nous serons à la fois les spectateurs, les acteurs et l'enjeu.

Simple ride à la surface de l'eau, ce n'est évidemment pas la vague électorale de mars prochain qui peut, quel qu'il soit, porter le changement. Le scrutin ne fera qu'enregistrer l'écho plus ou moins déformé et affaibli des grandes transformations déjà amorcées et qui iront, par-delà cette péripétie, en s'amplifiant de toute façon et sans doute rapidement. Ce n'est pas davantage, ce n'est plus, sauf cataclysme universel, que nous serions d'ailleurs bien incapables d'empêcher et où nous ne passerions guère, de notre position et de notre rôle dans le monde que risquent de venir les bouleversements attendus : nous ne sommes en guerre contre personne et nous n'avons plus de colonies. Certes, la marge est désormais bien étroite où nous pouvons encore tenter d'inscrire une politique nationale, et nos velléités d'indépendance, que ce soit dans les domaines stratégique et énergétique, en matière économique ou monétaire et même — on vient de le voir dans l'affaire Croissant — politique, ne servent qu'à entretenir nos illusions et à masquer notre dépendance.

Mais ce n'est pas cela qui est en cause car c'est chez nous, en nous-mêmes, que se trouvent les germes, les fermentations du changement.

EN vingt ans, c'est-à-dire très vite, nous sommes devenus une nation de salariés : c'est le cas aujourd'hui

de 83 à 84 % des Français (contre 63,7 % en 1955), demain de 85 % et davantage, jusqu'à 90 % disent les experts. La France rurale et artisanale appartient au passé. Elle n'avait d'ailleurs pas, il faut le dire bien haut, que des vertus : nous sommes les petits-enfants, voire les enfants, d'hommes et de femmes qui, dans leur écrasante majorité, connaissent la faim, le froid, l'insure prématurée, la souffrance et l'ignorance.

La nouvelle France veut la sécurité, l'ordre, et elle croit au progrès indéfini. Elle répudie le risque qui s'attache à l'esprit d'entreprise, elle craint le mouvement qui dérange et trouble, elle n'admet pas la crise qui ralentit sa marche vers ce qu'elle juge être le bonheur. Or cette crise, même si nous ne voulons pas l'attendre, est structurelle et non conjoncturelle, c'est-à-dire qu'elle modifie de fond en comble et pour longtemps le paysage économique et social. Encore ses effets les plus graves sont-ils dissimulés, de façon plus ou moins artificielle, pour quelques mois, ou deux ans tout au plus. Quant au goût de l'ordre, il débouche facilement en France, on ne le sait que trop, sur l'autoritarisme de quelque homme providentiel. Et le besoin de sécurité, de stabilité, s'exprime par l'immobilisme en politique, et socialement par une frénésie de garantisme et de juridisme dans la vie courante, donc de clientèle. Ce sont là les conséquences les moins plaisantes, et les plus négatives de notre marche vers le salariat quasi généralisé.

Mais l'effondrement des modes de vie, des valeurs et des institutions héritées du passé comporte aussi un certain nombre de données nouvelles, souvent encouragées, dont la convergence peut conduire à une meilleure forme de société. L'exigence d'une plus grande qualité de la vie quotidienne, qui s'affirme d'une façon croissante (1), revêt des aspects qui peuvent, à terme, se révéler très positifs.

Cette exigence porte aussi bien sur le milieu et les conditions dans le travail que dans la communauté d'appartenance, sur le milieu naturel et les conditions de vie. Elle exprime de façon confuse, maladroite, parfois, la discor-

dance entre les rythmes du travail et les rythmes naturels, le besoin de racines de l'homme de plus en plus coupé de l'empoi-gnade féconde avec les matériaux, la soif d'insertion dans une culture concrète, régionale ou spécifique, Contrecarrée par les tendances au nivellement et à l'uniformité. Elle traduit aussi l'appât de relations humaines autres qu'utilitaires ou de compétition pour briser l'anonymat et rompre la solitude, le relâchement des contraintes physiques et psychologiques qui affectent la vie dans le travail et hors du travail telles que les cadences, les longs déplacements, les embouteillages, le bruit, la pollution, etc. En même temps, le désir se déplace de la quantité vers la qualité, les notions de santé et de bien-être s'élargissent, l'idée d'environnement ne recouvre plus seulement la lutte contre les nuisances, mais l'enrichissement du milieu où l'on vit. Ainsi de nouvelles demandes apparaissent pour améliorer qualitativement le cadre de vie — par exemple, étendre les espaces verts — adapter la répartition du temps entre le travail et les loisirs — dans la journée, la semaine, l'année, la vie — et développer surtout toutes les formes de culture.

Bref l'épanouissement personnel n'est plus une spéculation philosophique pour favoris de la fortune ou de la connaissance. Il tend à devenir une aspiration ressentie et vécue par un nombre sans cesse croissant de Français.

IDEALEMENT, cette prise de conscience, la fantastique poussée qu'elle va provoquer et dont nous n'entendons encore que les premiers balbutiements, devraient aboutir à un nouvel ordre social et à un nouveau modèle de société. La vie associative et participative, ce qu'on appelle « l'échange et le projet », c'est-à-dire l'auto-gestion de la vie quotidienne, c'est-à-dire une société plus conviviale, à la fois mieux organisée, plus libre et plus juste, une vraie réforme de l'entreprise, lieu privilégié du changement social, une révision des critères du développement et du progrès, est-ce l'utopie ?

Nous n'avons, au fond, pas le choix. Il serait vain, bien sûr, d'espérer qu'une telle transformation de la société française puisse s'effectuer sans rencontrer de puissantes oppositions, sans qu'on enregistre des reculs après chaque phase de progrès, sans aléas et sans à-coups et peut-être sans drames. La résistance au changement sera d'autant plus forte que ces changements-là sont plus profonds et relativement rapides. On peut même craindre que, faute de trouver leur expression par les voies normales du suffrage et de la politique ou de la participation institutionnelles, des minorités soit organisées, soit spontanément rassemblées, ne violent d'autre issue pour faire entendre leur protestation et leur désir de révolution qu'une violence aveugle, à la frontière du banditisme et de la criminalité, voire au-delà. Impossible aussi d'espérer qu'un modèle parfait de société, un nouvel équilibre entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme, et donc un homme nouveau, surgiront comme par enchantement des décombres. L'imaginaire créatrice, la mesure et le sang-froid trouvent hélas ! bien vite leurs limites et nous manquons cruellement de ceux que Jacques Delors appelait récemment dans ce journal des « ingénieurs en changement social ».

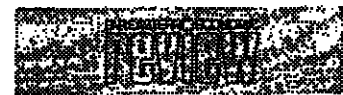
Cependant, tout donne à penser que nous allons non pas vers la société hyper-industrielle annoncée par Herman Kahn, Daniel Bell et certains futurologues, mais plutôt vers ce qu'un savant américain de l'Institut de recherches de Stanford, Willis Harman, a nommé une société trans-industrielle. Et politiquement sans doute, à travers des vicissitudes dont la gravité et la durée sont impossibles à prévoir, vers un socialisme d'un type inédit qui osera ou n'osera pas dire son nom.

Une fois encore, nous n'avons pas le choix : c'est cela, ou bien ce que Merleau-Ponty appelait « le pourrissement de l'histoire ».

(1) Les idées évoquées schématiquement ici ont été développées en particulier par M. Georges Seguin dans sa communication à la Rencontre organisée à Aro-sur-Senans, du 14 au 17 septembre dernier, par l'Association internationale Futuribles, 18, rue Germain, Paris-17.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



Santé-austérité

« Les pilotes et les navigateurs de l'aéronavale américaine qui ont été faits prisonniers par les Nord-Vietnamiens sont généralement en meilleure santé que leurs camarades restés libres », assure une enquête du centre d'études des prisonniers de guerre de la marine américaine relayée par la FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW de Hongkong.

Selon le docteur John Flag, directeur du centre, « les anciens prisonniers ne souffrent aujourd'hui de la maladie de cinq ans en moyenne d'un régime austère, sans alcool, avec peu de tabac et une hygiène de vie rigoureuse ».

En revanche, ceux de leurs camarades qui n'étaient pas prisonniers, buvaient et fumaient souvent trop et mangeaient des aliments trop riches en graisses animales. Quand leur mission au Vietnam fut terminée, nombre d'entre eux se retrouvèrent atteints d'un travail de bureau nerveusement fatigant avec peu de possibilités d'exercices physiques (...).

Sur soixante-dix-huit ex-prisonniers et autant d'ex-soldats observés, les premiers étaient en bien meilleure forme que les seconds, en particulier dans les domaines glandulaire, cardiaque, génito-urinaire, articulaire et auditif. Quelques-uns d'entre eux souffrent cependant toujours de maladies parasitaires contractées au Vietnam et d'annus dentaires dus à une absence de soins.

Newsweek

L'hymne introuvable

Parmi les épineux et parfois extravagants problèmes qu'a posés la visite inopinée du président Sadate en Israël, a figuré celui de l'hymne égyptien, raconte NEWSWEEK. Selon l'hebdomadaire américain, « le chef de la musique de l'armée israélienne s'aperçut soudain qu'il n'existait aucune partition dans le pays pour cet air, d'ailleurs malencontreusement intitulé : « Il est temps que nous prenions les armes ». Le service du protocole israélien adressa un S.O.S. à l'ambassade américaine de Jérusalem et à la mission israélienne des Nations unies à New-York. Après de nombreuses allées et venues, une partition fut découverte et le département d'Etat américain put y joindre des enregistrements faits par des orchestres de la marine américaine. »



Pas une tasse de café pour Idi Amin !

« La prochaine fois que vous prendrez une tasse de café, buvez-la à la santé du général Idi Amin : vous l'aidez peut-être à se maintenir au pouvoir », écrit THE GUARDIAN. Selon le quotidien libéral anglais, « pour M. Thomas Melony, qui fut le dernier ambassadeur américain en Ouganda, le dictateur ougandais assure la solvabilité de son pays en envoyant des avions entiers de café à Londres et à Dordrecht. Les bœufs de café américains achètent pour 200 millions de dollars (900 millions de francs) de matières premières par an ; leurs homologues européens 150 millions de dollars », a indiqué M. Melony lors d'une interview.

« Pas un sou de ces sommes fantastiques ne va aux malheureux Ougandais, assure M. Melony. Tout va aux mercenaires d'Amin qui vivent très bien (...). Un boycottage du café frustrerait la trésorerie d'Amin en plein cœur. »

Le président Amin a accusé les « impérialistes américains » de tentatives de sabotage du régime ougandais (...). M. Melony ne doute pas un seul instant qu'il faisait ainsi allusion à l'opération de boycottage qu'il est en train de mettre sur pied, car l'Ouganda a encore un chargé d'affaires à Washington qui « couvre » les activités du Congrès.

The New York Times

Le sexisme est hors de prix

« Accusé de discrimination sexuelle, le Reader's Digest vient d'accepter de verser plus de 1 500 000 dollars (un dollar = 480 F) de compensation à deux mille six cents de ses salariées », rapporte le NEW YORK TIMES. « Ces deux mille six cents privilégiées se partageront 1 375 000 dollars d'arriérés de salaires, cent quarante-deux d'entre elles se partageront, de surcroît, 200 000 dollars d'augmentation immédiate de rémunérations. Chaque femme concernée recevra ainsi entre 500 et 1 000 dollars. La société a également accepté de promouvoir davantage de femmes aux postes supérieurs de la hiérarchie rédactionnelle et administrative. »

« Refusant d'admettre qu'il pratique une discrimination quelconque contre les femmes dans l'entreprise, le Reader's Digest a préféré accepter un compromis qui de se lancer dans une série de procès à la suite de la plainte déposée en 1973 par huit de ses employées. »

THE IRISH TIMES

Une balaine dans la Foyle

Les habitants de Londonderry, au cœur de l'Ulster, ont un nouveau sujet de préoccupation : la balaine de trois tonnes qui s'est malencontreusement engagée dans l'estuaire de la Foyle. Le quotidien de Dublin THE IRISH TIMES raconte ainsi la scène :

« La balaine, obligeamment, nagea tout droit dans les filets de sécurité que l'armée britannique a tendus à travers la rivière pour arrêter les mines flottantes. Elle croisa lentement, fit surface, replongea, cracha à travers ses évents : un spectacle pour les enfants et les adultes, l'armée, l'armée clandestine, les hommes politiques et les intellectuels Cathy dit que c'était comme au début des manifestations pour les droits civiques. Les gens s'amusaient de la même façon dans les rues, avec une expression déterminée, attendant qu'il se passe quelque chose (...).

« Vous y allez ?
— Oui, vous y allez ?
— Comment ça va-t-elle ?
— Il paraît qu'elle est en train de mourir de faim.
— Moi, on m'a dit qu'elle n'avait jamais fait de meilleur repas : les saumons sont en train de fryer. Les pêcheurs sont ruites.
— Il paraît qu'elle a perdu le sens de l'orientation (...).

« Une bonne sœur a écrit à la radio pour suggérer que la balaine a peut-être des peines de cœur et qu'il faudrait lui trouver un compagnon (...). Le représentant du parti républicain socialiste irlandais n'a pas perdu le nord : il a demandé que l'armée enlève ses filets pour que la pauvre bête puisse regagner l'Atlantique. »

Deux entretiens

L'Eglise catholique d'Afrique noire s'interroge

EN Afrique noire, où la vie politique donne souvent une forte impression d'hibernation, existent néanmoins de nombreux courants de réflexion. Cependant, les gouvernements contrôlant l'ensemble des mass-media, ces courants s'expriment peu — faute de cadres adéquats.

L'Eglise catholique reste l'une des structures à l'intérieur desquelles s'agitent mille idées. En Afrique noire, comme partout à travers le monde, l'Eglise s'interroge, comme l'attestent ces propos que, à l'occasion d'un récent voyage en Côte-d'Ivoire, notre envoyé spécial Philippe Decraene a recueillis auprès d'un dominicain ivoirien et auprès d'un jésuite français.

I. — Un dominicain ivoirien

« Vous êtes, comme beaucoup de prêtres en France, plus largement tournés vers l'étude que vers l'apostolat ?
— Mon apostolat est dans le monde des médias. J'ai choisi cette forme d'action parce que je suis du métier. Je produis des émissions religieuses à la radio et à la télévision ivoiriennes, je suis professeur au studio-école de la radio-télévision nationale en même temps qu'à l'Institut supérieur de culture religieuse. Je dis la messe à la Fraternité Saint-Dominique, mais je n'ai pas de paroisse...
— Vous estimez que le prêtre doit résolument s'engager dans le monde ?
— Il est bon que le prêtre préside à des cérémonies culturelles. Mais il peut exercer une dimension prophétique aussi importante en vivant la vie de ses contemporains. Il est capital qu'il jette un regard social et communautaire sur tous ceux qui l'entourent.
— Quelle est votre position à l'égard du célibat des prêtres ?
— C'est une affaire dont on parle beaucoup aujourd'hui sous d'autres cieux que les nôtres, parce qu'on s'est enfin aperçu que le problème du célibat n'était pas spécifiquement africain. Cela dit, en Afrique, la fécondité est toujours considérée comme une valeur essentielle...
— Que pensez-vous du retour à l'autorité, que préconisent certains chefs d'Etat, dont le président du Zaïre ?
— Il faut que les Africains sauvegardent leur propre culture, tout en intégrant celle des autres peuples. Nous devons exalter les valeurs qui furent celles de nos ancêtres, mais seulement dans la mesure où elles sont arrivées jusqu'à nous, fidèlement transmises par les générations précédentes. Un retour à l'autorité qui signifierait autarcie totale serait illusoire. J'ajoute que si le président Zaïrois conserve la paternité du mot authenticité, il n'est pas l'inventeur du concept. Depuis plusieurs dizaines d'années, en effet, d'innombrables Africains répètent que l'Afrique veut et doit être elle-même...
— L'Eglise n'a-t-elle pas respecté la tradition africaine ?
— Non, dans la mesure où, fidèles à l'idée européenne de séparation du corps et de l'âme, les missionnaires se sont efforcés de nous imposer celle-ci, en jetant le discrédit sur nos traditions ancestrales selon lesquelles l'homme constitue un tout.
— Que pensez-vous des syncrétismes qui s'efforcent de faire la synthèse entre catholicisme et religion traditionnelle ?
— C'est une excellente chose... Les synchrétismes mettent en cause notre pédagogie, nous interrompent... »

« Vous êtes, comme beaucoup de prêtres en France, plus largement tournés vers l'étude que vers l'apostolat ?
— Mon apostolat est dans le monde des médias. J'ai choisi cette forme d'action parce que je suis du métier. Je produis des émissions religieuses à la radio et à la télévision ivoiriennes, je suis professeur au studio-école de la radio-télévision nationale en même temps qu'à l'Institut supérieur de culture religieuse. Je dis la messe à la Fraternité Saint-Dominique, mais je n'ai pas de paroisse...
— Vous estimez que le prêtre doit résolument s'engager dans le monde ?
— Il est bon que le prêtre préside à des cérémonies culturelles. Mais il peut exercer une dimension prophétique aussi importante en vivant la vie de ses contemporains. Il est capital qu'il jette un regard social et communautaire sur tous ceux qui l'entourent.
— Quelle est votre position à l'égard du célibat des prêtres ?
— C'est une affaire dont on parle beaucoup aujourd'hui sous d'autres cieux que les nôtres, parce qu'on s'est enfin aperçu que le problème du célibat n'était pas spécifiquement africain. Cela dit, en Afrique, la fécondité est toujours considérée comme une valeur essentielle...
— Que pensez-vous du retour à l'autorité, que préconisent certains chefs d'Etat, dont le président du Zaïre ?
— Il faut que les Africains sauvegardent leur propre culture, tout en intégrant celle des autres peuples. Nous devons exalter les valeurs qui furent celles de nos ancêtres, mais seulement dans la mesure où elles sont arrivées jusqu'à nous, fidèlement transmises par les générations précédentes. Un retour à l'autorité qui signifierait autarcie totale serait illusoire. J'ajoute que si le président Zaïrois conserve la paternité du mot authenticité, il n'est pas l'inventeur du concept. Depuis plusieurs dizaines d'années, en effet, d'innombrables Africains répètent que l'Afrique veut et doit être elle-même...
— L'Eglise n'a-t-elle pas respecté la tradition africaine ?
— Non, dans la mesure où, fidèles à l'idée européenne de séparation du corps et de l'âme, les missionnaires se sont efforcés de nous imposer celle-ci, en jetant le discrédit sur nos traditions ancestrales selon lesquelles l'homme constitue un tout.
— Que pensez-vous des syncrétismes qui s'efforcent de faire la synthèse entre catholicisme et religion traditionnelle ?
— C'est une excellente chose... Les synchrétismes mettent en cause notre pédagogie, nous interrompent... »

« Vous êtes, comme beaucoup de prêtres en France, plus largement tournés vers l'étude que vers l'apostolat ?
— Mon apostolat est dans le monde des médias. J'ai choisi cette forme d'action parce que je suis du métier. Je produis des émissions religieuses à la radio et à la télévision ivoiriennes, je suis professeur au studio-école de la radio-télévision nationale en même temps qu'à l'Institut supérieur de culture religieuse. Je dis la messe à la Fraternité Saint-Dominique, mais je n'ai pas de paroisse...
— Vous estimez que le prêtre doit résolument s'engager dans le monde ?
— Il est bon que le prêtre préside à des cérémonies culturelles. Mais il peut exercer une dimension prophétique aussi importante en vivant la vie de ses contemporains. Il est capital qu'il jette un regard social et communautaire sur tous ceux qui l'entourent.
— Quelle est votre position à l'égard du célibat des prêtres ?
— C'est une affaire dont on parle beaucoup aujourd'hui sous d'autres cieux que les nôtres, parce qu'on s'est enfin aperçu que le problème du célibat n'était pas spécifiquement africain. Cela dit, en Afrique, la fécondité est toujours considérée comme une valeur essentielle...
— Que pensez-vous du retour à l'autorité, que préconisent certains chefs d'Etat, dont le président du Zaïre ?
— Il faut que les Africains sauvegardent leur propre culture, tout en intégrant celle des autres peuples. Nous devons exalter les valeurs qui furent celles de nos ancêtres, mais seulement dans la mesure où elles sont arrivées jusqu'à nous, fidèlement transmises par les générations précédentes. Un retour à l'autorité qui signifierait autarcie totale serait illusoire. J'ajoute que si le président Zaïrois conserve la paternité du mot authenticité, il n'est pas l'inventeur du concept. Depuis plusieurs dizaines d'années, en effet, d'innombrables Africains répètent que l'Afrique veut et doit être elle-même...
— L'Eglise n'a-t-elle pas respecté la tradition africaine ?
— Non, dans la mesure où, fidèles à l'idée européenne de séparation du corps et de l'âme, les missionnaires se sont efforcés de nous imposer celle-ci, en jetant le discrédit sur nos traditions ancestrales selon lesquelles l'homme constitue un tout.
— Que pensez-vous des syncrétismes qui s'efforcent de faire la synthèse entre catholicisme et religion traditionnelle ?
— C'est une excellente chose... Les synchrétismes mettent en cause notre pédagogie, nous interrompent... »

« Vous êtes, comme beaucoup de prêtres en France, plus largement tournés vers l'étude que vers l'apostolat ?
— Mon apostolat est dans le monde des médias. J'ai choisi cette forme d'action parce que je suis du métier. Je produis des émissions religieuses à la radio et à la télévision ivoiriennes, je suis professeur au studio-école de la radio-télévision nationale en même temps qu'à l'Institut supérieur de culture religieuse. Je dis la messe à la Fraternité Saint-Dominique, mais je n'ai pas de paroisse...
— Vous estimez que le prêtre doit résolument s'engager dans le monde ?
— Il est bon que le prêtre préside à des cérémonies culturelles. Mais il peut exercer une dimension prophétique aussi importante en vivant la vie de ses contemporains. Il est capital qu'il jette un regard social et communautaire sur tous ceux qui l'entourent.
— Quelle est votre position à l'égard du célibat des prêtres ?
— C'est une affaire dont on parle beaucoup aujourd'hui sous d'autres cieux que les nôtres, parce qu'on s'est enfin aperçu que le problème du célibat n'était pas spécifiquement africain. Cela dit, en Afrique, la fécondité est toujours considérée comme une valeur essentielle...
— Que pensez-vous du retour à l'autorité, que préconisent certains chefs d'Etat, dont le président du Zaïre ?
— Il faut que les Africains sauvegardent leur propre culture, tout en intégrant celle des autres peuples. Nous devons exalter les valeurs qui furent celles de nos ancêtres, mais seulement dans la mesure où elles sont arrivées jusqu'à nous, fidèlement transmises par les générations précédentes. Un retour à l'autorité qui signifierait autarcie totale serait illusoire. J'ajoute que si le président Zaïrois conserve la paternité du mot authenticité, il n'est pas l'inventeur du concept. Depuis plusieurs dizaines d'années, en effet, d'innombrables Africains répètent que l'Afrique veut et doit être elle-même...
— L'Eglise n'a-t-elle pas respecté la tradition africaine ?
— Non, dans la mesure où, fidèles à l'idée européenne de séparation du corps et de l'âme, les missionnaires se sont efforcés de nous imposer celle-ci, en jetant le discrédit sur nos traditions ancestrales selon lesquelles l'homme constitue un tout.
— Que pensez-vous des syncrétismes qui s'efforcent de faire la synthèse entre catholicisme et religion traditionnelle ?
— C'est une excellente chose... Les synchrétismes mettent en cause notre pédagogie, nous interrompent... »

Paupérisation

« Une sorte de paupérisation générale ?
— Certes, il y a de plus en plus de pauvres. Et surtout, ce qui me semble particulièrement grave, c'est qu'il ne soit plus intégré car, avant l'accession à la possession personnelle directe, avant le développement de l'économie monétaire et l'extension du savoir, le bien de la communauté était aussi celui des pauvres...
— Avez-vous un avis personnel sur la nature du pouvoir africain ?
— Souvent le pouvoir se présente en Afrique comme une sorte d'oracle. Entre l'oracle et les masses populaires existe une communication descendante, mais il n'y a pas de retour, pas de feedback, pour emprunter un terme propre à la presse parlée... »

II. — Un jésuite français

ERIC DE ROSNY est directeur de l'Institut africain pour le développement économique et social (INADES), dont le siège est à Abidjan. Ordonné prêtre en 1963, il a vécu quinze ans au Cameroun, où il a étudié les liens existant entre médecine traditionnelle et médecine européenne. Ethno-psychiatre, sa connaissance de la langue et de l'université double lui a permis d'être adopté par les habitants d'un village situé à proximité de la capitale économique du Cameroun. Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé Ndimi (Ceux qui soignent dans la nuit) (1), consacré à la médecine africaine.

« Vous ignorez donc le confessionnalisme ?
— Nous souhaitons que le message évangélique dépasse l'espace sacré de la mission. Nous pensons même que, dans une certaine mesure, certains aspects purement confessionnels sont de nature à gêner l'annonce de l'Evangile.
— Pour quelles raisons ?
— Parce que, je le répète, la mission catholique a été liée, dans un passé récent, à un certain ordre social et historique. C'est pourquoi l'esprit de l'encyclique de Paul VI, par exemple, sera mieux perçu par ceux auxquels nous nous adressons s'ils ne sentent pas poindre derrière notre enseignement des préoccupations trop exclusivement confessionnelles.
— Vous entendez donc dé-confectionnaliser l'INADES ?
— C'est chose faite. L'INADES est un organisme profane, au sein duquel travaillent des prêtres. Sur cent personnes que compte l'INADES, on ne dénombre d'ailleurs que neuf jésuites, et on ne peut en aucun cas considérer cette organisation comme une œuvre de la Compagnie de Jésus.
— Pouvez-vous préciser comment vous concepez l'action de l'INADES ?
— L'INADES effectue un travail d'Eglise dans le monde profane. Fondé à la demande de la conférence épiscopale des évêques de l'Afrique de l'Ouest, émanation directe du mouvement de l'Action populaire de Vanves, l'INADES dépasse la dichotomie habituelle entre sacré et profane. C'est une œuvre conçue par des religieux qui entendent sortir des frontières traditionnelles telles que la mission les avaient autrefois tracées. Nous essayons néanmoins de ne pas être non plus de simples techniciens de la croissance économique.
— Christianisme et africanité vous semblent parfaitement compatibles ?
— C'est d'autant plus évident que les religions traditionnelles africaines apparaissent démunies face au développement. Le christianisme est apte à venir en aide aux Africains. Il est important qu'ils sachent que vie religieuse et développement sont compatibles et qu'ils soient au contact de prêtres qui travaillent au développement.
— MISE AU POINT. — Au nom du groupe Terra, M. Serge Thomas, directeur des relations extérieures, nous prie d'indiquer que, contrairement à ce qui a été avancé (dans le Monde aujourd'hui daté 20-21 novembre sous le titre « Un lancement réussi »), la société n'a pas « déposé son bilan » mais a été « admise au bénéfice de la suspension provisoire de poursuites » par le tribunal de commerce de Marseille, qui a approuvé le 6 septembre un plan de redressement aussitôt mis en œuvre. La division « réparations navales » du groupe travaille, aujourd'hui, sur vingt navires dans le port de Marseille et deux à Toulon.

« Vous ignorez donc le confessionnalisme ?
— Nous souhaitons que le message évangélique dépasse l'espace sacré de la mission. Nous pensons même que, dans une certaine mesure, certains aspects purement confessionnels sont de nature à gêner l'annonce de l'Evangile.
— Pour quelles raisons ?
— Parce que, je le répète, la mission catholique a été liée, dans un passé récent, à un certain ordre social et historique. C'est pourquoi l'esprit de l'encyclique de Paul VI, par exemple, sera mieux perçu par ceux auxquels nous nous adressons s'ils ne sentent pas poindre derrière notre enseignement des préoccupations trop exclusivement confessionnelles.
— Vous entendez donc dé-confectionnaliser l'INADES ?
— C'est chose faite. L'INADES est un organisme profane, au sein duquel travaillent des prêtres. Sur cent personnes que compte l'INADES, on ne dénombre d'ailleurs que neuf jésuites, et on ne peut en aucun cas considérer cette organisation comme une œuvre de la Compagnie de Jésus.
— Pouvez-vous préciser comment vous concepez l'action de l'INADES ?
— L'INADES effectue un travail d'Eglise dans le monde profane. Fondé à la demande de la conférence épiscopale des évêques de l'Afrique de l'Ouest, émanation directe du mouvement de l'Action populaire de Vanves, l'INADES dépasse la dichotomie habituelle entre sacré et profane. C'est une œuvre conçue par des religieux qui entendent sortir des frontières traditionnelles telles que la mission les avaient autrefois tracées. Nous essayons néanmoins de ne pas être non plus de simples techniciens de la croissance économique.
— Christianisme et africanité vous semblent parfaitement compatibles ?
— C'est d'autant plus évident que les religions traditionnelles africaines apparaissent démunies face au développement. Le christianisme est apte à venir en aide aux Africains. Il est important qu'ils sachent que vie religieuse et développement sont compatibles et qu'ils soient au contact de prêtres qui travaillent au développement.
— MISE AU POINT. — Au nom du groupe Terra, M. Serge Thomas, directeur des relations extérieures, nous prie d'indiquer que, contrairement à ce qui a été avancé (dans le Monde aujourd'hui daté 20-21 novembre sous le titre « Un lancement réussi »), la société n'a pas « déposé son bilan » mais a été « admise au bénéfice de la suspension provisoire de poursuites » par le tribunal de commerce de Marseille, qui a approuvé le 6 septembre un plan de redressement aussitôt mis en œuvre. La division « réparations navales » du groupe travaille, aujourd'hui, sur vingt navires dans le port de Marseille et deux à Toulon.

« Vous ignorez donc le confessionnalisme ?
— Nous souhaitons que le message évangélique dépasse l'espace sacré de la mission. Nous pensons même que, dans une certaine mesure, certains aspects purement confessionnels sont de nature à gêner l'annonce de l'Evangile.
— Pour quelles raisons ?
— Parce que, je le répète, la mission catholique a été liée, dans un passé récent, à un certain ordre social et historique. C'est pourquoi l'esprit de l'encyclique de Paul VI, par exemple, sera mieux perçu par ceux auxquels nous nous adressons s'ils ne sentent pas poindre derrière notre enseignement des préoccupations trop exclusivement confessionnelles.
— Vous entendez donc dé-confectionnaliser l'INADES ?
— C'est chose faite. L'INADES est un organisme profane, au sein duquel travaillent des prêtres. Sur cent personnes que compte l'INADES, on ne dénombre d'ailleurs que neuf jésuites, et on ne peut en aucun cas considérer cette organisation comme une œuvre de la Compagnie de Jésus.
— Pouvez-vous préciser comment vous concepez l'action de l'INADES ?
— L'INADES effectue un travail d'Eglise dans le monde profane. Fondé à la demande de la conférence épiscopale des évêques de l'Afrique de l'Ouest, émanation directe du mouvement de l'Action populaire de Vanves, l'INADES dépasse la dichotomie habituelle entre sacré et profane. C'est une œuvre conçue par des religieux qui entendent sortir des frontières traditionnelles telles que la mission les avaient autrefois tracées. Nous essayons néanmoins de ne pas être non plus de simples techniciens de la croissance économique.
— Christianisme et africanité vous semblent parfaitement compatibles ?
— C'est d'autant plus évident que les religions traditionnelles africaines apparaissent démunies face au développement. Le christianisme est apte à venir en aide aux Africains. Il est important qu'ils sachent que vie religieuse et développement sont compatibles et qu'ils soient au contact de prêtres qui travaillent au développement.
— MISE AU POINT. — Au nom du groupe Terra, M. Serge Thomas, directeur des relations extérieures, nous prie d'indiquer que, contrairement à ce qui a été avancé (dans le Monde aujourd'hui daté 20-21 novembre sous le titre « Un lancement réussi »), la société n'a pas « déposé son bilan » mais a été « admise au bénéfice de la suspension provisoire de poursuites » par le tribunal de commerce de Marseille, qui a approuvé le 6 septembre un plan de redressement aussitôt mis en œuvre. La division « réparations navales » du groupe travaille, aujourd'hui, sur vingt navires dans le port de Marseille et deux à Toulon.

« Vous ignorez donc le confessionnalisme ?
— Nous souhaitons que le message évangélique dépasse l'espace sacré de la mission. Nous pensons même que, dans une certaine mesure, certains aspects purement confessionnels sont de nature à gêner l'annonce de l'Evangile.
— Pour quelles raisons ?
— Parce que, je le répète, la mission catholique a été liée, dans un passé récent, à un certain ordre social et historique. C'est pourquoi l'esprit de l'encyclique de Paul VI, par exemple, sera mieux perçu par ceux auxquels nous nous adressons s'ils ne sentent pas poindre derrière notre enseignement des préoccupations trop exclusivement confessionnelles.
— Vous entendez donc dé-confectionnaliser l'INADES ?
— C'est chose faite. L'INADES est un organisme profane, au sein duquel travaillent des prêtres. Sur cent personnes que compte l'INADES, on ne dénombre d'ailleurs que neuf jésuites, et on ne peut en aucun cas considérer cette organisation comme une œuvre de la Compagnie de Jésus.
— Pouvez-vous préciser comment vous concepez l'action de l'INADES ?
— L'INADES effectue un travail d'Eglise dans le monde profane. Fondé à la demande de la conférence épiscopale des évêques de l'Afrique de l'Ouest, émanation directe du mouvement de l'Action populaire de Vanves, l'INADES dépasse la dichotomie habituelle entre sacré et profane. C'est une œuvre conçue par des religieux qui entendent sortir des frontières traditionnelles telles que la mission les avaient autrefois tracées. Nous essayons néanmoins de ne pas être non plus de simples techniciens de la croissance économique.
— Christianisme et africanité vous semblent parfaitement compatibles ?
— C'est d'autant plus évident que les religions traditionnelles africaines apparaissent démunies face au développement. Le christianisme est apte à venir en aide aux Africains. Il est important qu'ils sachent que vie religieuse et développement sont compatibles et qu'ils soient au contact de prêtres qui travaillent au développement.
— MISE AU POINT. — Au nom du groupe Terra, M. Serge Thomas, directeur des relations extérieures, nous prie d'indiquer que, contrairement à ce qui a été avancé (dans le Monde aujourd'hui daté 20-21 novembre sous le titre « Un lancement réussi »), la société n'a pas « déposé son bilan » mais a été « admise au bénéfice de la suspension provisoire de poursuites » par le tribunal de commerce de Marseille, qui a approuvé le 6 septembre un plan de redressement aussitôt mis en œuvre. La division « réparations navales » du groupe travaille, aujourd'hui, sur vingt navires dans le port de Marseille et deux à Toulon.

« Vous ignorez donc le confessionnalisme ?
— Nous souhaitons que le message évangélique dépasse l'espace sacré de la mission. Nous pensons même que, dans une certaine mesure, certains aspects purement confessionnels sont de nature à gêner l'annonce de l'Evangile.
— Pour quelles raisons ?
— Parce que, je le répète, la mission catholique a été liée, dans un passé récent, à un certain ordre social et historique. C'est pourquoi l'esprit de l'encyclique de Paul VI, par exemple, sera mieux perçu par ceux auxquels nous nous adressons s'ils ne sentent pas poindre derrière notre enseignement des préoccupations trop exclusivement confessionnelles.
— Vous entendez donc dé-confectionnaliser l'INADES ?
— C'est chose faite. L'INADES est un organisme profane, au sein duquel travaillent des prêtres. Sur cent personnes que compte l'INADES, on ne dénombre d'ailleurs que neuf jésuites, et on ne peut en aucun cas considérer cette organisation comme une œuvre de la Compagnie de Jésus.
— Pouvez-vous préciser comment vous concepez l'action de l'INADES ?
— L'INADES effectue un travail d'Eglise dans le monde profane. Fondé à la demande de la conférence épiscopale des évêques de l'Afrique de l'Ouest, émanation directe du mouvement de l'Action populaire de Vanves, l'INADES dépasse la dichotomie habituelle entre sacré et profane. C'est une œuvre conçue par des religieux qui entendent sortir des frontières traditionnelles telles que la mission les avaient autrefois tracées. Nous essayons néanmoins de ne pas être non plus de simples techniciens de la croissance économique.
— Christianisme et africanité vous semblent parfaitement compatibles ?
— C'est d'autant plus évident que les religions traditionnelles africaines apparaissent démunies face au développement. Le christianisme est apte à venir en aide aux Africains. Il est important qu'ils sachent que vie religieuse et développement sont compatibles et qu'ils soient au contact de prêtres qui travaillent au développement.
— MISE AU POINT. — Au nom du groupe Terra, M. Serge Thomas, directeur des relations extérieures, nous prie d'indiquer que, contrairement à ce qui a été avancé (dans le Monde aujourd'hui daté 20-21 novembre sous le titre « Un lancement réussi »), la société n'a pas « déposé son bilan » mais a été « admise au bénéfice de la suspension provisoire de poursuites » par le tribunal de commerce de Marseille, qui a approuvé le 6 septembre un plan de redressement aussitôt mis en œuvre. La division « réparations navales » du groupe travaille, aujourd'hui, sur vingt navires dans le port de Marseille et deux à Toulon.

« Vous ignorez donc le confessionnalisme ?
— Nous souhaitons que le message évangélique dépasse l'espace sacré de la mission. Nous pensons même que, dans une certaine mesure, certains aspects purement confessionnels sont de nature à gêner l'annonce de l'Evangile.
— Pour quelles raisons ?
— Parce que, je le répète, la mission catholique a été liée, dans un passé récent, à un certain ordre social et historique. C'est pourquoi l'esprit de l'encyclique de Paul VI, par exemple, sera mieux perçu par ceux auxquels nous nous adressons s'ils ne sentent pas poindre derrière notre enseignement des préoccupations trop exclusivement confessionnelles.
— Vous entendez donc dé-confectionnaliser l'INADES ?
— C'est chose faite. L'INADES est un organisme profane, au sein duquel travaillent des prêtres. Sur cent personnes que compte l'INADES, on ne dénombre d'ailleurs que neuf jésuites, et on ne peut en aucun cas considérer cette organisation comme une œuvre de la Compagnie de Jésus.
— Pouvez-vous préciser comment vous concepez l'action de l'INADES ?
— L'INADES effectue un travail d'Eglise dans le monde profane. Fondé à la demande de la conférence épiscopale des évêques de l'Afrique de l'Ouest, émanation directe du mouvement de l'Action populaire de Vanves, l'INADES dépasse la dichotomie habituelle entre sacré et profane. C'est une œuvre conçue par des religieux qui entendent sortir des frontières traditionnelles telles que la mission les avaient autrefois tracées. Nous essayons néanmoins de ne pas être non plus de simples techniciens de la croissance économique.
— Christianisme et africanité vous semblent parfaitement compatibles ?
— C'est d'autant plus évident que les religions traditionnelles africaines apparaissent démunies face au développement. Le christianisme est apte à venir en aide aux Africains. Il est important qu'ils sachent que vie religieuse et développement sont compatibles et qu'ils soient au contact de prêtres qui travaillent au développement.
— MISE AU POINT. — Au nom du groupe Terra, M. Serge Thomas, directeur des relations extérieures, nous prie d'indiquer que, contrairement à ce qui a été avancé (dans le Monde aujourd'hui daté 20-21 novembre sous le titre « Un lancement réussi »), la société n'a pas « déposé son bilan » mais a été « admise au bénéfice de la suspension provisoire de poursuites » par le tribunal de commerce de Marseille, qui a approuvé le 6 septembre un plan de redressement aussitôt mis en œuvre. La division « réparations navales » du groupe travaille, aujourd'hui, sur vingt navires dans le port de Marseille et deux à Toulon.

« Vous ignorez donc le confessionnalisme ?
— Nous souhaitons que le message évangélique dépasse l'espace sacré de la mission. Nous pensons même que, dans une certaine mesure, certains aspects purement confessionnels sont de nature à gêner l'annonce de l'Evangile.
— Pour quelles raisons ?
— Parce que, je le répète, la mission catholique a été liée, dans un passé récent, à un certain ordre social et historique. C'est pourquoi l'esprit de l'encyclique de Paul VI, par exemple, sera mieux perçu par ceux auxquels nous nous adressons s'ils ne sentent pas poindre derrière notre enseignement des préoccupations trop exclusivement confessionnelles.
— Vous entendez donc dé-confectionnaliser l'INADES ?
— C'est chose faite. L'INADES est un organisme profane, au sein duquel travaillent des prêtres. Sur cent personnes que compte l'INADES, on ne dénombre d'ailleurs que neuf jésuites, et on ne peut en aucun cas considérer cette organisation comme une œuvre de la Compagnie de Jésus.
— Pouvez-vous préciser comment vous concepez l'action de l'INADES ?
— L'INADES effectue un travail d'Eglise dans le monde profane. Fondé à la demande de la conférence épiscopale des évêques de l'Afrique de l'Ouest, émanation directe du mouvement de l'Action populaire de Vanves, l'INADES dépasse la dichotomie habituelle entre sacré et profane. C'est une œuvre conçue par des religieux qui entendent sortir des frontières traditionnelles telles que la mission les avaient autrefois tracées. Nous essayons néanmoins de ne pas être non plus de simples techniciens de la croissance économique.
— Christianisme et africanité vous semblent parfaitement compatibles ?
— C'est d'autant plus évident que les religions traditionnelles africaines apparaissent démunies face au développement. Le christianisme est apte à venir en aide aux Africains. Il est important qu'ils sachent que vie religieuse et développement sont compatibles et qu'ils soient au contact de prêtres qui travaillent au développement.
— MISE AU POINT. — Au nom du groupe Terra, M. Serge Thomas, directeur des relations extérieures, nous prie d'indiquer que, contrairement à ce qui a été avancé (dans le Monde aujourd'hui daté 20-21 novembre sous le titre « Un lancement réussi »), la société n'a pas « déposé son bilan » mais a été « admise au bénéfice de la suspension provisoire de poursuites » par le tribunal de commerce de Marseille, qui a approuvé le 6 septembre un plan de redressement aussitôt mis en œuvre. La division « réparations navales » du groupe travaille, aujourd'hui, sur vingt navires dans le port de Marseille et deux à Toulon.

LE POINT D'ORGUE

FÊTES DE FIN D'ANNÉE



« Vous ignorez donc le confessionnalisme ?
— Nous souhaitons que le message évangélique dépasse l'espace sacré de la mission. Nous pensons même que, dans une certaine mesure, certains aspects purement confessionnels sont de nature à gêner l'annonce de l'Evangile.
— Pour quelles raisons ?
— Parce que, je le répète, la mission catholique a été liée, dans un passé récent, à un certain ordre social et historique. C'est pourquoi l'esprit de l'encyclique de Paul VI, par exemple, sera mieux perçu par ceux auxquels nous nous adressons s'ils ne sentent pas poindre derrière notre enseignement des préoccupations trop exclusivement confessionnelles.
— Vous entendez donc dé-confectionnaliser l'INADES ?
— C'est chose faite. L'INADES est un organisme profane, au sein duquel travaillent des prêtres. Sur cent personnes que compte l'INADES, on ne dénombre d'ailleurs que neuf jésuites, et on ne peut en aucun cas considérer cette organisation comme une œuvre de la Compagnie de Jésus.
— Pouvez-vous préciser comment vous concepez l'action de l'INADES ?
— L'INADES effectue un travail d'Eglise dans le monde profane. Fondé à la demande de la conférence épiscopale des évêques de l'Afrique de l'Ouest, émanation directe du mouvement de l'Action populaire de Vanves, l'INADES dépasse la dichotomie habituelle entre sacré et profane. C'est une œuvre conçue par des religieux qui entendent sortir des frontières traditionnelles telles que la mission les avaient autrefois tracées. Nous essayons néanmoins de ne pas être non plus de simples techniciens de la croissance économique.
— Christianisme et africanité vous semblent parfaitement compatibles ?
— C'est d'autant plus évident que les religions traditionnelles africaines apparaissent démunies face au développement. Le christianisme est apte à venir en aide aux Africains. Il est important qu'ils sachent que vie religieuse et développement sont compatibles et qu'ils soient au contact de prêtres qui travaillent au développement.
— MISE AU POINT. — Au nom du groupe Terra, M. Serge Thomas, directeur des relations extérieures, nous prie d'indiquer que, contrairement à ce qui a été avancé (dans le Monde aujourd'hui daté 20-21 novembre sous le titre « Un lancement réussi »), la société n'a pas « déposé son bilan » mais a été « admise au bénéfice de la suspension provisoire de poursuites » par le tribunal de commerce de Marseille, qui a approuvé le 6 septembre un plan de redressement aussitôt mis en œuvre. La division « réparations navales » du groupe travaille, aujourd'hui, sur vingt navires dans le port de Marseille et deux à Toulon.

Sur A 2 :

Saintelli
Offenbach
et les Bergia
de Sagan

« Vous ignorez donc le confessionnalisme ?
— Nous souhaitons que le message évangélique dépasse l'espace sacré de la mission. Nous pensons même que, dans une certaine mesure, certains aspects purement confessionnels sont de nature à gêner l'annonce de l'Evangile.
— Pour quelles raisons ?
— Parce que, je le répète, la mission catholique a été liée, dans un passé récent, à un certain ordre social et historique. C'est pourquoi l'esprit de l'encyclique de Paul VI, par exemple, sera mieux perçu par ceux auxquels nous nous adressons s'ils ne sentent pas poindre derrière notre enseignement des préoccupations trop exclusivement confessionnelles.
— Vous entendez donc dé-confectionnaliser l'INADES ?
— C'est chose faite. L'INADES est un organisme profane, au sein duquel travaillent des prêtres. Sur cent personnes que compte l'INADES, on ne dénombre d'ailleurs que neuf jésuites, et on ne peut en aucun cas considérer cette organisation comme une œuvre de la Compagnie de Jésus.
— Pouvez-vous préciser comment vous concepez l'action de l'INADES ?
— L'INADES effectue un travail d'Eglise dans le monde profane. Fondé à la demande de la conférence épiscopale des évêques de l'Afrique de l'Ouest, émanation directe du mouvement de l'Action populaire de Vanves, l'INADES dépasse la dichotomie habituelle entre sacré et profane. C'est une œuvre conçue par des religieux qui entendent sortir des frontières traditionnelles telles que la mission les avaient autrefois tracées. Nous essayons néanmoins de ne pas être non plus de simples techniciens de la croissance économique.
— Christianisme et africanité vous semblent parfaitement compatibles ?
— C'est d'autant plus évident que les religions traditionnelles africaines apparaissent démunies face au développement. Le christianisme est apte à venir en aide aux Africains. Il est important qu'ils sachent que vie religieuse et développement sont compatibles et qu'ils soient au contact de prêtres qui travaillent au développement.
— MISE AU POINT. — Au nom du groupe Terra, M. Serge Thomas, directeur des relations extérieures, nous prie d'indiquer que, contrairement à ce qui a été avancé (dans le Monde aujourd'hui daté 20-21 novembre sous le titre « Un lancement réussi »), la société n'a pas « déposé son bilan » mais a été « admise au bénéfice de la suspension provisoire de poursuites » par le tribunal de commerce de Marseille, qui a approuvé le 6 septembre un plan de redressement aussitôt mis en œuvre. La division « réparations navales » du groupe travaille, aujourd'hui, sur vingt navires dans le port de Marseille et deux à

RADIO-TELEVISION

LE POINT D'ORGUE DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Sur TF 1 :

Jean
d'Ormesson
et
John Wayne



La plupart des observateurs, conviés par la première chaîne à découvrir l'essentiel des spectacles de fin d'année, au cours d'un week-end méditerranéen, sont revenus séduits. Pas tant au profit du *Plaisir de Dieu* (adaptation due à Paul Savatier du roman de Jean d'Ormesson, réalisée en six épisodes de quatre-vingt-dix minutes par Jean Mazoyer) que par la *Légende des chevaliers aux cent huit étoiles*, feuilleton « karaté » — produit encore inconnu en France — annexant, en les parodiant, tous les poncifs de l'imagerie héroïque populaire et d'une violence à peu près supportable : c'est tout juste si, dans le premier épisode, le samouraï dont les malheurs scandent le récit se fait un peu trancher le cou par une scie de grand calibre.

« Trésor des cinémathèques » : une belle idée

TEMPS fort traditionnel de l'année télévisuelle, les programmes diffusés entre les fêtes de Noël et celles du 1^{er} janvier auront cette année, pour des raisons extérieures à leur contenu, une tonalité particulière. Chacun pourra y voir, en effet, l'aboutissement — sinon le couronnement — de la politique menée par les sociétés depuis leur création, à l'orée d'une

seconde « époque » marquée par la venue, ici ou là, de nouvelles équipes. Contrairement à l'an dernier, aucune grève n'est venue troubler la mise en place des réjouissances.

Le rythme journalier, la succession hebdomadaire des émissions, n'apparaîtront sans doute pas, pour autant, radicalement modifiés : conformément aux impératifs de

son cahier des charges, la troisième chaîne diffusera ses quatre films dans la semaine ; sans vraiment rompre avec ses habitudes, la première chaîne se signalera par d'heureux achats et un cycle cinématographique consacré à John Wayne ; seule, la deuxième chaîne renoncera à ouvrir ses séries par un film et réunira, pour l'occasion, un bouquet assez impressionnant de nouveautés.

Sur A 2 :

Santelli
Offenbach
et les Borgia
de Sagan



Conseiller du président Marcel Jullian, Jacques Chancel a réglé, comme l'an dernier, les divertissements de la seconde chaîne. Avec modestie — « Je n'arrive pas dans un désert », dit-il — il a cherché « une autre présentation ».

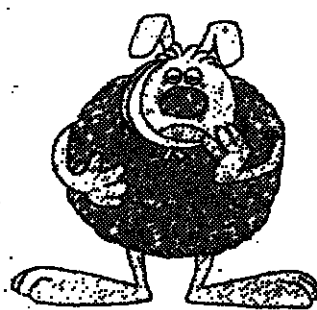
La journée se divise en trois temps. Un journal de la mi-journée, d'une durée de dix minutes et présenté par Patricia Charnelet (transfuge de R.T.L. et d'Ela, recrutée par Jean-Pierre Elkabbach en février dernier), précède la première édition du jeu *Des chiffres et des lettres*, réservée aux moins de quinze ans, avant *Je vous salue la loi*. Dans cette série de dix émissions de dix-huit minutes chacune, proposées par Agnès Vincent, des adolescents rêveront de leur avenir et pourront interroger les professionnels de leur choix. A 13 h. 30, chaque jour, un groupe d'étudiants chinois et européens présentera un spectacle de marionnettes aux dimensions humaines, adapté du *Voyage en Occident*, un roman du quinzième siècle.

Dans l'après-midi, « Aujourd'hui madame » et « Aujourd'hui magazine » adopteront une coloration « fin d'année » avec des séquences tournées à Beauport, avant le Téléclub, rediffusion quotidienne des dramatiques produites par la chaîne comme *Léopold le Bienheureux*, de Georges Wilson, *Bartleby*, de Maurice Ronet, *le Neveu silencieux*, de Robert Enrico, etc.

Après le journal de 20 heures, Jacques Chancel annonce une création quotidienne, du *Chandeleur*, de Santelli, d'après Musset (le 17 décembre), *Comique*, de Michel Polac, avec Raymond Devos (le 21 décembre), de *Banlieue sud-est*, de Gilles Grangier, d'après René Fallet (à partir du 22 décembre), à *Offenbach* tourné par Michel Boisrond, sur un scénario d'André Roussin (à partir du 23 décembre). La rentrée télévisuelle de Françoise Sagan avec *les Borgia* ou *le Sang doré* (réalisation Alain Dhénault) est attendue pour le dernier jour de l'année.

Sur FR 3 :

Averty
Féval
et Boff



Chaîne vouée à la diffusion cinématographique, FR 3 peut s'enorgueillir d'aider des créateurs qui ne trouvent plus guère, ailleurs, accès aux ondes. Après les *Impressions d'Afrique*, voici encore Jean-Christophe Averty et son *Chantecler*, d'après Edmond Rostand, table dramatique en quatre actes et en vers, allégorie joutée par des animaux qui parlent, diffusée enfin dans sa version intégrale.

FR 3 a limité jusqu'aujourd'hui sa production dramatique à des prototypes, classés sous la rubrique Cinéma 18. Voici, pour cette période faste, sa première série d'aventures : *le Loup blanc*, d'après Paul Féval, tourné en Bretagne, une suite de combats menés par un franc-tireur contre le pouvoir central qui satisfera à la fois les « autonomistes » et les amateurs de cape et d'épée.

De nouveaux programmes à l'intention des enfants débiteront exceptionnellement dès 17 h. 30. En direct de la Bastille, Boff, un gros bonhomme, dira tout sans bêtifier de la santé, de l'hygiène et de l'écologie.

	TF 1	A 2	FR 3
SAMEDI 17 DÉCEMBRE	21 h. 30, Feuilleton : « La Légende des chevaliers aux 108 étoiles ».	20 h. 30, Téléfilm : « Le Chandeleur », d'A. de Musset, par Cl. Santelli, avec M.-Ch. Barault, M. Galabru. Le retour de Santelli au romantisme.	20 h. 30, Retransmission dramatique : « Comment ne pas mourir, ou Alcibiade », de P. Dumeyrol, d'après Euripide, réal. A. Tarta (un spectacle du Festival de Carpentras 1977).
DIMANCHE 18 DÉCEMBRE	17 h. 30, Cycle John Wayne : « l'Homme tranquille », de J. Ford. 20 h. 30, Film : « La Kermesse de l'Ouest », de J. Logan. 22 h. 30, La chanson douce, d'A. Halimi. Le charme, en chansons, qu'est-ce que c'est ? Réponse de Jean Saiton, Charles Aznavour, etc.	21 h. 40, L'opéra sauvage. 22 h. 30, La Bible, d'après Don Raffaele Lavagna, textes de M. Camé et D. Decoin. Un oratorio pour réanimer les mosaïques siciliennes.	20 h. 30, L'homme en question : Jean Guillon. 22 h. 30, Cinéma de minuit : « la Grosse Tête », de A. Lattuada.
LUNDI 19 DÉCEMBRE	18 h. 45, Mini-chroniques. 20 h. 30, « Au plaisir de Dieu », d'après J. d'Ormesson, par R. Mazoyer. 22 h. 30, Cycle cinéma fantastique : « Histoires extraordinaires », de F. Fellini, L. Maille et R. Vadim.	17 h. 30, Téléclub : « 30 ans ou la vie d'un joueur », de M. Moussy, avec R. Hirsch. 20 h. 30, A l'heure... Charles Aznavour, par J. Lux. 21 h. 45, Pink Floyd Ballet. La troupe de Marseille, dirigée par Roland Petit.	20 h. 30, Film : « Cléopâtre », de J. Mankiewicz, avec E. Taylor.
MARDI 20 DÉCEMBRE	20 h. 30, Variétés : Monsieur Loyal, de G. Folgoas, avec R. Pierre. 22 h. 30, Feuilleton : « La Légende des chevaliers aux 108 étoiles ».	17 h. 30, Téléclub : « Bartleby », réalisation M. Ronet, d'après H. Melville. 20 h. 30, Dossiers de l'écran : « Louis XI », d'A. Astruc, avec F. Bergé, J. Duby, D. Gélin.	20 h. 30, Film : « Zorro », de D. Tessari, avec A. Delon.
MERCREDI 21 DÉCEMBRE	20 h. 30, « Au plaisir de Dieu ». 22 h. 30, Trésor des cinémathèques : « l'Héritage d'Albert Kahn », de B. Besson, réalisation R.-J. Brouyer.	20 h. 30, Téléfilm : « Un comique-né », de M. Polac, avec R. Devos et Ch. Porcino. Un comédien, qui se croit doué pour les rôles romantiques, découvre sa vocation d'animateur. 22 h. 30, Herbert Pagani.	20 h. 30, Film : « Marion des sources », de M. Pagnol, avec J. Pagnol, R. Pellegrin, F. Sardou, Relys (première partie).
JEUDI 22 DÉCEMBRE	20 h. 30, Variétés : Show machine, avec M. Poinaroff. 21 h. 30, Retransmission lyrique : « Otello », de G. Verdi, mise en scène de J.-P. Ponnelle, dir. A. Lombard (production de l'Opéra du Rhin). 20 h. 30, Au théâtre ce soir : « l'Amour fou », d'A. Roussin, avec S. Valère et J. Desailly.	17 h. 30, Téléclub : « Léopold le bien-aimé », de J. Sarment, par et avec G. Wilson. 20 h. 30, Téléfilm : « Banlieue sud-est », d'après R. Fallet, réalisation G. Grangier.	20 h. 30, Film : « Marion des sources », de M. Pagnol (deuxième partie).
 VENDREDI 23 DÉCEMBRE	16 h. 30, Téléfilm : « Le Pilote du Danube », d'après Jules Verne. 18 h. 30, Animaux : Trente millions de Noël, avec M. Amont, R. Crespin, Th. Le Luron, etc. 20 h. 30, Numéro un : Tino Rossi. 22 h. 30, Aviation : Entre ciel et terre, par F. Reichenbach. 23 h. 30, Veillée.	17 h. 30, 10, Téléclub : « Les Confessions d'un enfant de cœur », de J. Lhota. 20 h. 30, Série : « Offenbach », d'A. Roussin, réalisation M. Boisrond, avec M. Serrault. 21 h. 35, Apostrophes : Albert Cohen.	20 h. 30, Revue : Holiday on Ice. 21 h. 30, Divertissement : « Chantecler », d'E. Rostand, par J.-Ch. Averty, avec J. Piat et Ch. Minazzoli.
SAMEDI 24 DÉCEMBRE	16 h. 45, Cycle John Wayne : « les Cavaliers », de John Ford. 20 h. 30, Film : « My Fair Lady », de G. Cukor, avec K. Hapburn, R. Harrison.	14 h. 30, Film : « Les Enfants du paradis », de M. Camé. 20 h. 30, Variétés : Les années folles. 21 h. 35, Téléfilm : « le Passe-Muraille », de M. Aymé, par P. Tchermia, avec M. Serrault. 22 h. 40, Veillée médievale, avec C. Vauclair, R. Devos, P. Perret. 23 h. 45, Soirée musicale basque.	20 h. 30, Essai : En attendant la lumière, de J.-P. Alessandri. 22 h. 30, Mondovision : Programme musical international, depuis Israël, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie et, pour la France, depuis Azay-le-Rideau. 24 h. 30, Film : « la Belle de Moscou », avec F. Astaire.
DIMANCHE 25 DÉCEMBRE	20 h. 30, Cycle John Wayne : « les Cavaliers », de John Ford. 20 h. 30, Film : « My Fair Lady », de G. Cukor, avec K. Hapburn, R. Harrison.	11 h. 30, Concert Karajan. 20 h. 30, Musique and Music, special enfants. 22 h. 30, La Bible de Montréal : le Nouveau Testament.	21 h. 30, Retransmissions lyriques : Spectacle Cimarosa-Dontzetti du Festival d'Aix-en-Provence 1977, mise en scène J. Le Poulain. 22 h. 30, Cinéma de minuit : « le Magicien d'Oz », de V. Fleming, avec J. Garland.
LUNDI 26 DÉCEMBRE	20 h. 30, « Au plaisir de Dieu ». 22 h. 30, Cycle cinéma fantastique : « Barbarella », de R. Vadim, avec J. Fonda.	20 h. 30, Retransmission lyrique : « Roberto Devereux », de Donizetti, avec M. Caballe (spectacle du Festival d'Aix-en-Provence 1977). 22 h. 35, Emission artistique : Ping-Pong Paris New-York, de T. Wehr-Damisch, réalisation P. Desfons.	20 h. 30, Film : « Barabbas », de R. Fleischer, avec A. Quinn et S. Mangano.
MARDI 27 DÉCEMBRE	20 h. 30, Documentaire : « l'Enigme du Britannic », par le commandant Cousteau. A la recherche d'un navire, coulé en 1916.	17 h. 10, Téléclub : « Don César de Bazan », de J.-P. Marchand, avec R. Hirsch. 20 h. 30, Dossiers de l'écran : Edith Piaf.	20 h. 30, Film : « Vera Cruz », de R. Aldrich, avec G. Cooper et B. Lancaster.
MERCREDI 28 DÉCEMBRE	15 h. 30, Série : « le Petit Lord Fauntleroy », de A. Dhensut. 22 h. 30, Anatomie d'un chef-d'œuvre : Robert Delaunay.	17 h. 10, Téléclub : « le Cheval évanoui », de F. Sagan, par A. Dhensut. 20 h. 30, Le Grand Echiquier : Le chef d'orchestre Alain Lombard, à Strasbourg.	20 h. 30, Film : « Lord Jim », de R. Brooks, avec P. O'Toole.
JEUDI 29 DÉCEMBRE	21 h. 30, Musique : Echos du Festival d'Aix 1977, par J. Pignol.	17 h. 30, Téléclub : « le Neveu silencieux », de R. Enrico. 20 h. 30, « Banlieue sud-est ». 22 h. 30, Pop : Le groupe Magma.	20 h. 30, Film : « la Nuit américaine », de F. Truffaut.
 VENDREDI 30 DÉCEMBRE	20 h. 30, Au théâtre ce soir : « le Faiseur », d'après Balzac, avec J. Le Poulain. 22 h. 15, Variétés : Mireille Gaynor.	17 h. 30, Téléclub : « Père Anable », de Cl. Santelli. 20 h. 30, « Offenbach ». 21 h. 35, Il était une fois... la télévision. 22 h. 40, Ciné-club : « les Parapluies de Cherbourg », de J. Demy.	20 h. 30, Série : « le Loup blanc », d'après P. Féval, réal. J.-P. Decourt. 21 h. 30, Document musical : Musique magique, par F. Reichenbach, sur des textes de C. Fuentes et O. Paz.
SAMEDI 31 DÉCEMBRE	20 h. 30, Show : Henri Salvador. 21 h. 30, Ballets sur glace de Leningrad. 22 h. 30, Revue de fin d'année, avec J. Amadou, J. Bertho, etc. 24 h. 30, Divertissement : Smoking et carré blanc, de G. Folgoas.	20 h. 30, Série : « les Borgia ou le sang doré », scénario de F. Sagan, réal. A. Dhénault. Une certaine Lucrèce...	20 h. 30, « le Loup blanc » (suite). 21 h. 40, Opérette : « la Belle Héloïse », d'Offenbach. 0 h. 5, Film : « Un dimanche à New-York », de P. Tewksbury.
DIMANCHE 1^{er} JANVIER	17 h. 45, Cycle John Wayne : « le Massacre de Fort-Apache », de J. Ford, avec H. Fonda et Sh. Temple. 22 h. 30, Ballet-comédie : « le Molière imaginaire », de M. Béjart, avec R. Hirsch.	11 h. 30, Concert Karajan. 17 h. 55, Ballet : « Giselle », d'A. Adam, un spectacle du Théâtre national de l'Opéra. 20 h. 30, Gala de l'Union.	20 h. 30 : « le Loup blanc ». 21 h. 30, Ballet : « Casse-Noisette », par les ballets Roland Petit. 23 h. 10, Cinéma de minuit : « The Boy Friend », de K. Russel.

Mai 68, Mars 78.
Regardez plus
loin. Quelle France
en 1990 ?



Gernard Cornab

78-79
Les styles de
des Français

RADIO-TELEVISION

MALRAUX, UN AN APRES

La question que la mort pose à l'homme

COMME le saint que l'on prie, selon André Malraux, « appartient à la fois à l'époque de sa biographie et au présent de celui qui le prie », qu'on ne laisse pas son œuvre revêtir dans la mémoire des générations : l'homme présente sa vie en témoin de l'aventure humaine, le « misérable petit tas de secrets » devient une figure mythique. Malraux est de ceux qui ont connu de leur vivant cette métamorphose. Peut-être parce que son existence fut un peu à l'image de ses livres. Peut-être parce qu'il avait choisi de s'intéresser, en l'homme, à ces « quelques traits qui expriment moins un caractère individuel qu'une relation particulière avec le monde ».

Il fut donc à la fois lui-même et un autre, l'acteur d'une histoire personnelle et la héros d'une vie légendaire. Il fut « André Malraux et son double ». Sous ce titre, Michel Cazanave et Olivier Germain-Thomas, deux jeunes journalistes qui cultivent le souvenir de l'épopée gaullienne, proposent sur France-Culture dix émissions réalisées par Jean Cocteau avant la mort. Il y a tout juste un an, de l'auteur de la Condition humaine.

Les Antimémoires rapportent ce dialogue qu'eut André Malraux avec Nègre :

« Il s'agit de savoir si l'intoxication par l'action peut faire taire la question que la mort pose à l'homme. »

— Si elle n'y parvient pas, vous croyez que l'art peut y parvenir ?

« Hélas, non ! Mais pour que l'art joue le rôle que nous lui voyons aujourd'hui, il faut que la question soit sans réponse. »

Cette question sans réponse, dont André Malraux n'a cessé de se faire l'écho, d'autres, après lui, à travers lui, l'ont affrontée et continué de la vivre. Ceux-là

ont trouvé, trouvent encore en Malraux une source d'inspiration, quelle que soit leur idéologie. Dominique Desanti, qui fut jusqu'en 1968 une militante active du parti communiste, lui doit son « engagement révolutionnaire ». Pierre Boutang, philosophe d'extrême droite, lisait Malraux en 1936 pendant que la gauche défilait. « J'étais attiré par le fascisme, dit-il, Malraux m'en libéra et me justifia. » Bernard-Henri Lévy, chef de file des « nouveaux philosophes », voit s'incarner en lui les « postures » successives de l'intellectuel face au pouvoir, tour à tour prétendant au trône, conseiller du prince, prophète, rebelle. Claude Mauriac est de ceux que fascine l'« histoire d'amour » entre de Gaulle et Malraux. Des écrivains, des politiques — Jean-Edem Hallier, Dominique de Roux, Maurice Couvreur de Murville, Alexandre Sanguinetti, René Andrieu, — disent ce que représente pour eux l'auteur de la Condition humaine.

Chacun de ces lecteurs a apporté sa propre réponse aux interrogations de Malraux. Chacun a retenu des multiples visages d'un personnage si divers ce qu'il pouvait s'accorder à sa vision des choses. Chacun a fait avec Malraux un bout de chemin, parce qu'il est pour beaucoup celui qui ouvre les chemins, celui qui ébranle et incite. A peine a-t-on commencé de le suivre qu'il est déjà ailleurs. A chacun de tracer sa voie.

« A la fin, il n'y a que la mort qui gagne », rappelle-t-il dans son dialogue avec de Gaulle. Demeure « la question que la mort pose à l'homme ».

THOMAS FERENCZI.

★ France-Culture, à partir du 28 novembre, 18 h. 10.

LA FRANCE FILMÉE DES ÉCRIVAINS

Trop de « littérature »

DEMANDER à des auteurs régionaux de concevoir, d'écrire, de faire des films sur leur région n'est pas une mauvaise idée. C'était même une expérience tentée à l'été 1976, dans le cadre de la « Littérature » — aux prises non plus seulement avec des mots, des lettres, mais aussi avec des sons, des images — des images en mouvement — pour exprimer leur sentiment, leur sensibilité sur chacune des provinces françaises. Quelle « adaptation » nécessaire, quel effacement de l'écriture imposent le bruit d'une vague, un tissage ? Oui, à quoi mène ce choc des langages ?

A rien, apparemment. Et c'est là que réside le principal échec de cette série diffusée depuis le début du mois de novembre chaque mercredi de 19 h. 5 à 20 h. 20 sur FR 3 (une seconde « tranche » est prévue pour janvier). Thomas Narcejac, André Chamson, Louis Guilloux, Pierre Moustiers, Per Jakes Heilas, Christine de Rivoyre... tous sont restés des « littéraires ». L'Album de la France est une suite de commentaires illustrés. Et quels commentaires !

Au hasard : « et le château, ne vous fiez pas à son air sévère ! Il suffit d'enlever dans le jardin, dessiné par Le Nôtre, pour le trouver accueilli-

lant. Mme de Sévigné y séjourna... », etc. La grille s'ouvre et on voit le château. Allons, on voit des tours, des églises, des chapelles, des vitraux. Les soleils se couchent sur des tours en ruine avec des chardons au premier plan. Les oiseaux s'envolent sur la mer. Indigent : des documentaires comme on en voyait autrefois au cinéma en regardant des chocolats.

Commandé il y a environ un an par la direction des régions aux différentes stations, « l'Album de la France » s'était pourtant donné pour but de « reconstruire une France vivante ». On avait même indiqué aux directeurs des programmes les principaux éléments à privilégier : le style de guides touristiques, l'image pastelliste, déshumanisée ? Aurait-on lu à l'envers ? C'est justement ce qui a été fait avec une constance remarquable.

Les écrivains ont parfaitement le droit d'avoir la conception qu'ils veulent de leur région, la plupart, certes, n'ont d'ailleurs reçu aucune consigne (et nous n'en aurions acceptée aucune, nous ont dit certains), ils ont donc été parfaitement libres. Comme d'ailleurs le sont de fait cette France filmée dans le temps, momifiée, couverte de toiles d'araignées, réduite à des clichés.

CATHERINE HUMBLLOT.

625-819 lignes

INFORMATIONS

FR 1 : 13 h. Le Journal d'Yves Mourousi ; 20 h. Le Journal de Roger Guérol (le dimanche, Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 20 h.) ; vers 23 h. TF 1 dernière, en Jean-Pierre Rénard. Pour les infos : « Les infos », de Claude Piron (le mercredi, 17 h. 15).

A 2 : 13 h. Journal (le samedi à 12 h. 30) ; magazine Samedi et dimanche ; 18 h. 45 (samedi et dimanche) ; C'est la vie ; 20 h. Le Journal de Patrick Pottier d'Arvor ; 23 h. Le Journal de Patrick Lecoq et de Gérard Holtz (en alternance).

LES SERVICES DE FRANCE-INTER

METEO. — 5 h. 55 ; 6 h. 28 ; 6 h. 55 ; 7 h. 28 ; 8 h. 55 ; 19 h. 55.

METEO MARINE. — 7 h. 55 ; 19 h. 55.

INFORMATIONS ROUTIERES. — 5 h. 55 ; 19 h. 55 ; 23 h.

COURSES. — 6 h. 46 ; 15 h. 16 h. ; 17 h. ; 18 h. ; 20 h.

EMPLOI. — 6 h. 28 ; 6 h. 55 ; 8 h. 55 ; 12 h. ; 21 h.

JEUNES. — 7 h. 28 ; 8 h. 55 ; 18 h. ; 22 h.

TROISIEME AGE. — 10 h.

PROGRAMMES EDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans le Monde de l'éducation n° 34, décembre 1977, qui les publie régulièrement tous les mois.

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 (le dimanche) : 9 h. 15, A Bible ouverte ; 9 h. 30, La source de vie (le 27) ; Chantons odesaux (le 4) ; 10 h. 15, Présence protestante ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur ; l'Apocalypse de Jean-Christophe (le 27 et le 4) ; 11 h. Messe à Epinay-sur-Seine ; Eucharistie (le 27) ; en l'abbaye cistercienne de Tamié, Savoie (le 4).

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER (Informations toutes les heures) : 7 h. J. Pagan et R. du Maurier ; 9 h. Magazine de P. Bouclet ; 10 h. Chansons à histoires ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L'Apocalypse est pour demain ; Jean Yvonne ; 12 h. 30, Inter-midi (revue magazine à 13 h.) ; 12 h. 45, Le jeu des mille francs ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche) ; L'oreille en coïta ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Salimbanques ; 19 h. Journal ; 20 h. Marche ou réve ; 22 h. Le Pop-March.

Samedi : 9 h. P. de Closser ; 10 h. J.-F. Kahn ; 18 h. Spéciale jazz ; 21 h. Tribune de l'histoire ; 22 h. 10, Les trépassés de la nuit ; 23 h. 5, Au rythme du monde.

Écouter-voir

● **PORTRAIT : COLETTE PIAT.** — Lundi 28 novembre, A 2, 22 h. 45.

Avocat, Colette Piat a publié, sous le titre Une robe noire accusée, ou la justice démasquée, un livre sur les vicissitudes de son métier et les avatars de la notion d'équité. Écrivain, elle signe d'un pseudonyme (Raisine) des contes fantastiques. Elle a un « ami, peintre et dessinateur, avec qui elle construit un bateau pour, peut-être, partir un jour. Martine Lefèvre a essayé de la faire parler d'elle-même. Mais Colette Piat ne se livre guère, elle se contente de recourir aux personnages fictifs qu'elle s'invente par l'écriture. Elle pense que le « moi » n'est pas très intéressant. Mais cette conviction trop peu répandue est peu compatible avec une émission réservée à l'inspection.

Les images de Liz Deramond ont une certaine poésie : les attitudes, le regard, les petites rides amères de Colette Piat la révèlent autant qu'un autoportrait en forme de confidences.

● **THÉÂTRE : ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR.** — Jeudi 1^{er} décembre, A 2, 20 h. 30.

Perdican et Camille, cousin et cousine, promis l'un à l'autre depuis leur enfance, se retrouvent au château familial. Député de la froidure de Camille, Perdican fait une cour pressante à Rosette, la sœur de l'un, une paysanne. On connaît la manière subtile et cynique que propre à Molière d'observer les jeux de l'amour. Rosette se suicidera et les amants seront à jamais séparés.

Isabelle Huppert est une Camille mémorable, mise en scène par sa sœur Caroline. Une retransmission justifiée.

● **MAGAZINE VENDREDI : LES AGRICULTEURS ET LE MARIAGE.** — Vendredi 2 décembre, FR 3, 20 h. 30.

On a beaucoup épluché sur l'exode rural, on a souvent évoqué le départ massif des filles de paysans, refusant de se marier à la campagne, de continuer à assumer le double métier de femme d'agriculteur (travaillant sur l'exploitation et dans la maison), on a réalisé des enquêtes sur le sort des célibataires restés à la terre.

Jacques Fausten, aidé de Stéphane Teichner, propose, dans la série « Faits de société », un reportage sur une curieuse immigration : celle des jeunes filles de l'île Maurice qui, tentées par les annonces passées dans les journaux de ce petit État indépendant depuis 1968, quittent leur famille pour aller épouser des Français. Elles sont une centaine, chaque année, à recevoir du candidat au mariage un billet d'avion. L'aller et retour est exigé par les autorités, mais elles ne rentrent pas. Vingt-cinq d'entre elles vivent dans le Tarn et parlent de leur nouveau sort, et parfois de leurs déceptions. Le mari français n'est pas toujours le gage d'une vie rêvée.

● **DÉBATS : L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE.** — Les 3, 4, 8, 9 et 10 décembre, France-Culture.

France-Culture avait organisé l'an dernier, à Athènes, un colloque sur l'avenir de la démocratie. Des hommes politiques, des intellectuels, des journalistes s'interrogeaient et s'affrontaient sur un terme qui recouvre pour chacun des réalités différentes.

Au cours de ses six émissions, assemblées par thèmes, Eric Laurent traite

des débats de ce colloque. Où va la démocratie ? (Définition et évolution de la démocratie dans les relations internationales et dans la politique intérieure, le 3 décembre, 14 h. 5.) Quels sont ses rapports avec la culture ? (Démocratie et culture, le 3 décembre, 17 h. 30.) Avec le sous-développement ? (Démocratie et sous-développement. Existe-t-il un lien entre bien-être et liberté ?, le 4 décembre, 20 heures.) Avec la crise économique ? (Faillite des démocraties, le 8 décembre, 20 heures.) Avec le pouvoir économique et politique ? (Démocratie et économie, le 9 décembre, 20 heures.) Existe-t-il une véritable démocratie sans respect des diversités qui caractérisent les groupes et les individus ? (Démocratie et pluralisme, le 10 décembre, 14 h. 5.)

● **LES SAMEDIS DE L'HISTOIRE : HENRI IV.** de Michel Poniatowski. — Samedi 3 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Après MM. Alexandre Sanguinetti, Jean-Pierre Chevènement et Edmond Malra, M. Michel Poniatowski a choisi le thème du quinquiesime « Samedi de l'histoire », consacré à Henri IV. Celui qui fut longtemps le principal lieutenant de M. Valéry Giscard d'Estaing a voulu faire revivre à la fois une époque où les Français, au terme de profondes divisions, se réconciliaient sous la bannière du souverain et un homme qui considérait la politique comme un art. Dans sa conclusion, M. Poniatowski tire de ce moment de l'histoire une morale qui apparaît comme une leçon pour aujourd'hui : « La tolérance du roi a rétabli l'union entre les Français. Il savait que l'unité ne peut aller sans tolérance des uns à l'égard des autres. »

Le scénario et les dialogues sont de Jean-Bernard Lun, la réalisation de Paul Planchon.

Les films de la semaine

● **LES SEPT VOLEURS DE CHICAGO.** de Gordon Douglas. — Dimanche 27 novembre, TF 1, 20 h. 30.

La « bande à Sinatra » dans des numéros extrêmement brillants sur une histoire assez décousue, représentant pour l'essentiel, la légende de Robin des Bois dans le Chicago des années 20. Dès que la mise en scène de Gordon Douglas donne des signes de défaillance, les acteurs reprennent le film en main, le relancent. Finalement, on s'amuse beaucoup.

● **MADAME CROQUE-MARI.** de Jack Les Thompson. — Lundi 28 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Cinéma anglo-américain, spécialiste du film de guerre et d'aventures à grand spectacle, Jack Les Thompson a eu la main trop lourde pour le scénario délicieusement fantastique de Betty Comden et Adolph Green. Ah ! si Minnie ou Donen avaient réalisé cette comédie américaine... Consolation à cette déception : le film, l'œuvre de Shirley Mac Laine, fort entourée par Paul Newman, Robert Mitchum, Dean Martin et Gene Kelly.

● **LA MAIN AU COLLET.** d'Alfred Hitchcock. — Mardi 29 novembre, A 2, 20 h. 30.

Grace Kelly et Cary Grant vivent un amour mouvementé dans les hauts lieux du luxe et du hold-up que sont les palais de la Côte d'Azur. Ce divertissement policier, qui fournit à l'actrice l'occasion de devenir princesse de Monaco, comporte notamment l'une des plus célèbres poursuites de voitures du cinéma.

● **LE JUGEMENT DES FLECHES.** de Samuel Fuller. — Mardi 29 novembre, FR 3, 20 h. 30.

On a souvent dit que Fuller était un cinéaste de droite. Dans cette aventure d'un sudiste qui se fait Sioux pour s'opposer aux yankees, vainqueurs de la guerre de Sécession, il s'est, en tout cas, amusé à brouiller les cartes. Les racistes, par exemple, ne sont pas là où le veulent, d'habitude, les mythologies du western. Si c'est, en fin de compte, le nationalisme qui

trionphe, Fuller fait porter son message par une mise en scène violente et nerveuse. Course à pied, tir à l'arc, affrontements sanglants, appartiennent à la chanson de geste de la marche vers l'Ouest.

● **PLEIN SOLEIL.** de René Clément. — Mercredi 30 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Empruntant le personnage de Tom Ripley à la romancière Patricia Highsmith (comme le fera, plus tard, Wim Wenders pour l'« Ami américain »), René Clément et Paul Gassman ont construit l'envoûtante histoire d'une amitié entre deux hommes dont les ambiguïtés conduisent à la prise de possession par le meurtre et le transfert d'identité. C'est peut-être l'œuvre la plus parfaite de René Clément : pas une faille dans un récit qui emporte tout, le jeu naturel des symboles et des couleurs, l'envahissement progressif d'une notre fatalité sociale. Il y a là tout l'univers esthétique et moral d'un de nos grands cinéastes. Alain Delon et Maurice Ronet sont admirables.

● **JOE KIDD.** de John Sturges. — Jeudi 1^{er} décembre, FR 3, 20 h. 30.

Clint Eastwood en vedette d'un western qui ne cherche ni l'originalité ni la subtilité. Sturges a repris, en appuyant sur les effets dramatiques, une histoire racontée cent fois et d'un total conformisme malgré les quelques épices techniques qui cherchent à enlever le goût.

● **LE CHANTEUR DE JAZZ.** d'Alan Cranston. — Vendredi 2 décembre, A 2, 22 h. 50.

C'est la pièce de musée par excellence : le premier film parlant produit des 1927 par Warner Bros. aux États-Unis. D'abord d'une ére nouvelle, bouleversement de l'industrie du cinéma. Aujourd'hui, on

ne sera plus surpris ni enthousiasmé d'entendre Al Jolson dire « Hello M'am » ou chanter, le visage hariboulé de noir, des chansons de jazz. Difficile de se remettre dans l'ambiance ; ce film est plutôt médiocre.

● **L'HOMME DE RIO.** de Philippe de Broca. — Dimanche 4 décembre, TF 1, 20 h. 30.

On les a vus dans un « Tintin » de nouvelle vague à la Brésil. Si Jean-Luc Godard, quelques années plus tôt, avait créé le mythe Belmondo avec A bout de souffle, c'est bien le film de Philippe de Broca — dynamique, loufoque, abracadabrante et pétaradant — qui fit de l'acteur une vedette populaire. Se laisser prendre à ce grand jeu pour enfants de tous les âges. Belmondo, en héros sportif et décontracté, est sensationnel. Et Françoise Dorléac était si jolie et si drôle !

● **PRIMA DELLA RIVOLUZIONE.** de Bernardo Bertolucci. — Dimanche 4 décembre, FR 3, 22 h. 30.

A Parme, dans la lumière de Stendhal, la difficulté d'être d'un bourgeois de vingt ans, qui rêve à la révolution future et reste prisonnier de son milieu. Film à la première personne où passent les propres incertitudes et les propres déchirements du jeune Bertolucci. Film de l'ambiguïté et de l'incertitude, aux images belles et émouvantes.

● **AIRPORT.** de George Seaton. — Lundi 5 décembre, FR 3, 20 h. 30.

A devancé la mode des films-catastrophes. Mais la catastrophe proprement dite ne bien du temps à venir et ne fait peur à personne. Et il faut subir des intrigues sentimentales entrecroisées. Reste la vision documentaire d'un grand aéroport américain.

Le Monde

Provence... une région s'impose Des élus prennent pour forcer la main

UNE RÉGION S'IMPOSE dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un double de sa population et des élus prennent pour forcer la main.

La région est également repue en aide aux principaux syndicats de salariés (C.G.T., F.O., C.F.D.T., F.E.N., C.G.C.) après s'être prononcée pour leur renforcement dans l'entreprise, mais en parti-

culièrement dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un double de sa population et des élus prennent pour forcer la main.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est une région nouvelle, créée en 1976, qui rassemble six départements : Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-du-Sud, Vaucluse et Var. Elle a une population de 2,5 millions d'habitants, ce qui en fait la sixième région française par sa superficie, mais la dixième par sa densité.

La région a été créée par la loi n° 76-663 du 22 juillet 1976, qui a réorganisé les régions françaises. Elle a pour but de promouvoir le développement économique, social et culturel de la région, et de renforcer la coopération entre les différents départements qui la composent.

La région a été créée par la loi n° 76-663 du 22 juillet 1976, qui a réorganisé les régions françaises. Elle a pour but de promouvoir le développement économique, social et culturel de la région, et de renforcer la coopération entre les différents départements qui la composent.

M. Lucien VOCHEL

Fortifier la conscience régionale

LES contrastes, toujours nets, souvent éclatants, sont le fond même de la personnalité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans ces contrastes, l'homme peut trouver une source d'inspiration, mais il peut aussi se perdre. C'est pourquoi il est si important de fortifier la conscience régionale, de faire prendre conscience à chacun de sa place dans la région, de sa responsabilité envers elle.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est une région nouvelle, créée en 1976, qui rassemble six départements : Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-du-Sud, Vaucluse et Var. Elle a une population de 2,5 millions d'habitants, ce qui en fait la sixième région française par sa superficie, mais la dixième par sa densité.

La région a été créée par la loi n° 76-663 du 22 juillet 1976, qui a réorganisé les régions françaises. Elle a pour but de promouvoir le développement économique, social et culturel de la région, et de renforcer la coopération entre les différents départements qui la composent.

La région a été créée par la loi n° 76-663 du 22 juillet 1976, qui a réorganisé les régions françaises. Elle a pour but de promouvoir le développement économique, social et culturel de la région, et de renforcer la coopération entre les différents départements qui la composent.

مكتبة من الأصل

Le Monde

une semaine avec

Provence-Alpes-Côte d'Azur

une région s'interroge

Des élus prennent des risques pour forcer la main de l'État

« Une crise foncière aussi aiguë que dans la région parisienne, un chômage atteignant le double de la moyenne nationale et des poches de sous-développement existant dans plusieurs départements... »

A grands traits, au début de 1974, le rapporteur général du budget, qui était alors M. Francis Leenhardt, député socialiste du Vaucluse, avait brossé le tableau économique et social de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et indiqué les politiques à suivre « pour remédier aux carences de l'État ».

Au fil des budgets, ainsi que dans un « rapport d'orientation sur l'avenir de la région » adopté le 22 novembre 1975, par la majorité socialiste et les élus communistes, ces politiques se sont affinées en se voulant originales et résolument orientées à gauche.

La défense et la promotion de l'emploi que l'établissement public régional (E.P.R.) inscrit immédiatement dans ses priorités étaient comprises dans leur sens le plus large puisqu'elles touchaient, dans le premier budget, aussi bien aux problèmes d'irrigation de la moyenne Durance qu'à l'aide à l'industrialisation ou à l'élaboration d'une politique touristique régionale.

La dégradation de la situation de l'emploi caractérisée de 1973 à 1974 par une augmentation de 35 % du nombre des demandeurs d'emploi, et les difficultés affectant plusieurs entreprises importantes de la région marseillaise précipitèrent ces choix.

La région est également venue en aide aux principaux syndicats de salariés (C.G.T., F.O., C.F.D.T., F.N., C.G.C.) après s'être prononcée pour leur renforcement dans l'entreprise, mais en parti-

cipant aussi financièrement au fonctionnement d'un organisme d'essence patronale, l'Institut d'assistance au développement des petites entreprises régionales (I.A.D.), créé par la chambre de

commerce et d'industrie de Marseille et le bureau régional d'industrialisation. Une constante se retrouve enfin dans son action : la promotion, sous les formes les plus

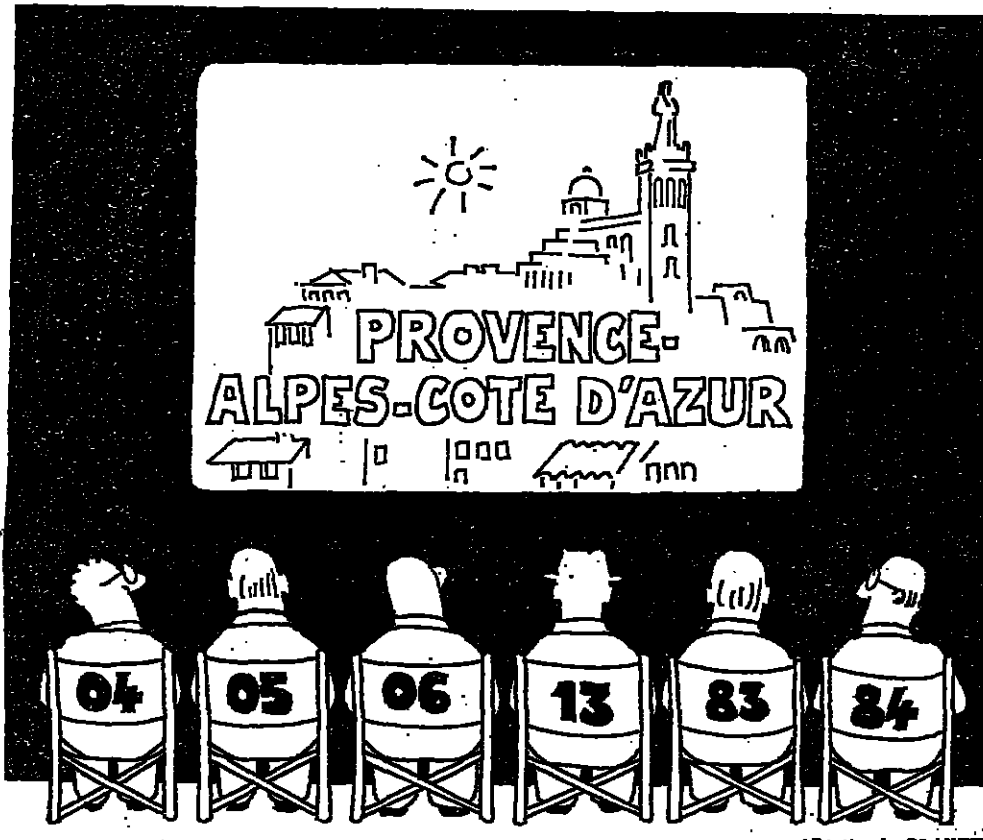
diverses, de l'agriculture dont les effectifs ont diminué de moitié en vingt ans, et qui n'occupe plus que soixante-douze actifs sur mille (au lieu de cent vingt-trois en France). En votant, en juillet dernier, une enveloppe de 5 millions de francs pour financer la création d'un Fonds d'industrialisation à la création d'emplois dans la région (F.I.C.S.R.), le Conseil régional a démontré à nouveau son désir d'utiliser sans retard les nouvelles possibilités d'action — encore très restreintes — ouvertes par la loi.

La région a été d'autre part la première en France à avoir défini et mis en œuvre, sous le contrôle des élus, sa propre politique foncière. Dès 1974, elle décidait de lancer un vaste emprunt de 150 millions de francs, destinés à venir en aide aux collectivités locales en leur permettant, selon une procédure à la fois rigoureuse dans ses principes et souple dans son application, de maîtriser les espaces menacés (sites, zones de loisirs), de compléter le rôle des Safer en matière de restructuration agricole, de créer des espaces verts, et d'assurer une régulation à terme du marché foncier.

Instrument de cette politique, une commission foncière, composée d'un élu de chaque département et d'un représentant des commissions de l'aménagement du territoire et des finances, bénéficiant de l'assistance technique de la Société centrale d'équipement du territoire (S.C.E.T.).

GUY PORTE.

(Lire la suite page 15.)



Six départements qui devraient regarder dans la même direction

les voies de l'avenir

M. Lucien VOCHÉL

Fortifier la conscience régionale

Les contrastes, toujours nets, souvent éclatants, sont le fond même de la personnalité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans ces conditions, l'esprit régional peut-il se développer s'il n'est à l'aise que dans l'uniformité ; mais, est-ce bien le cas ?

C'est l'interrogation singulière à laquelle est confronté tout nouveau préfet de cette région.

Ayant pris mes fonctions il y a seulement un mois, il serait de ma part présomptueux de vouloir y donner une réponse définitive. Mais mes premiers contacts avec les hommes et les réalités locales m'incitent à penser que l'augmentation particulièrement rapide de la population de la Provence-Alpes-Côte d'Azur, créée dans les différents départements de la région, quelle que soit l'importance de leurs différences — les mêmes types de déséquilibre économique et de tension sociale qui appellent partout les mêmes corrections.

Certes, les contrastes de la Provence-Alpes-Côte d'Azur sont patentés. De toutes les régions de France, elle est celle qui est à la fois la plus maritime — avec ses ports et ses 310 kilomètres de rivages réputés — et la plus montagneuse, avec une altitude moyenne supérieure à celle de l'Auvergne et de Rhône-Alpes.

Elle est également la région qui connaît les plus fortes concentrations urbaines et les zones les plus désertées : la vallée du Rhône et la frange

méditerranéenne abritent 90 % de sa population, et comptent, avec Marseille, Nice et Toulon, trois des dix plus grandes agglomérations françaises, tandis que l'arrière-pays, qui couvre les quatre cinquièmes de sa superficie, a une densité moyenne inférieure à celle du massif Central (13 habitants au kilomètre carré). En un siècle, le littoral a quadruplé sa population, tandis que l'intérieur a perdu la moitié de ses hommes.

L'agglomération marseillaise concentre l'essentiel de l'industrie — renforcée par Fos — la région de Nice se spécialise dans un tertiaire de pointe — consolidé par la création du Parc international d'activités de Valbonne — Sophia-Antipolis — alors que l'économie des Alpes du Sud repose très largement sur une agriculture menacée. Il serait facile de prolonger la liste des oppositions régionales. Notons toutefois que ceux qui les soulignent assimilent souvent abusivement richesses à départements côtiers et pauvreté à départements de montagne, alors que chacun d'eux possède ses arrière-pensées et ses zones de dépeuplement.

En outre, il n'est pas inutile de mettre nos statistiques à jour : depuis 1954, la population des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence, après un siècle de déclin, augmente à nouveau, à l'instar de celle de la région.

En effet, la caractéristique commune des six départements

de la Provence-Alpes-Côte d'Azur est d'exercer un pouvoir d'attraction croissant — non seulement sur les touristes, mais aussi sur les travailleurs. Grâce aux apports extérieurs, sa population a plus que doublé en cent ans et continue d'augmenter de 1,5 % en moyenne contre 0,8 % pour l'ensemble de la France — ce qui la place, là encore, au premier rang des régions françaises. En outre, chaque été, elle doit accueillir trois millions de touristes. Un tel surplus d'habitants à intégrer, à loger, à mettre au travail, suscite partout les mêmes difficultés aiguës — notamment pour créer des emplois supplémentaires et pour sauvegarder la beauté de son cadre de vie.

LUCIEN VOCHÉL
Président du conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur,
préfet des Bouches-du-Rhône.
(Lire la suite page 16.)

M. Gaston DEFFERRE

En appeler au suffrage universel

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur existe-t-elle ? Les régions existent-elles ? Au-delà des problèmes spécifiques de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui ont été présentés par « le Monde », la question fondamentale qui reste posée est en effet celle de la « régionalisation ».

La loi du 5 juillet 1972 n'a pas créé de véritables régions. M. Alain Peyrache, quand il a présenté le projet de loi, a annoncé qu'il serait évolutif. Les pouvoirs et les moyens des régions devaient augmenter avec le temps. Les événements ont hélas démenti ces prévisions.

Le ministère de l'économie et des finances en particulier a limité le plus possible les pouvoirs des établissements publics régionaux. M. Fourcade, alors qu'il avait la responsabilité de cette administration, est allé très loin dans cette

voie. Il s'est opposé à l'application d'une décision définitive du conseil régional en introduisant au règlement d'administration publique de l'exécution. Il a commis un véritable excès de pouvoir, que nous avons d'ailleurs attaqué devant le tribunal administratif et devant le Conseil d'Etat.

Il est vain d'espérer, après quatre années de fonctionnement des régions, une évolution des textes conduisant à une réelle régionalisation. Le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui, pour la grande majorité de ses membres, n'accepte pas la loi telle qu'elle est, l'a cependant appliquée en essayant d'en tirer le meilleur parti possible.

Nous avons en effet estimé qu'il était indispensable de chercher à utiliser au maximum le peu de possibilités que nous offrent les textes pour jeter les bases de la véritable région qui devra naître demain.

Les conseillers régionaux ont manifesté leur volonté de mettre en œuvre une politique et des procédures qui ne soient pas de simples dérivés de la politique de l'Etat. Nous avons cherché à répondre par des solutions régionales à des problèmes régionaux.

De plus, les décisions sont prises par la région en étroite collaboration avec l'ensemble des collectivités départementales et locales.

La région n'est ressentie ni comme une tutelle ni comme un échelon supplémentaire de centralisation.

Alpes de Haute Provence : tenir...
(PAGE 14)

Vingt et un ans après le découpage
(PAGE 15)

Rhin-Rhône vu par les syndicats
(PAGE 18)

Canal pour la soif
(PAGE 18)

Immobilier : plus calme
(PAGE 21)

Terres de fouilles
(PAGE 22)

Lentilles de Contact
Laboratoire Procontact

25 années d'expérience et de spécialisation :
Une garantie et une avance technique uniques en France

adaptation et fabrication :
(2^e étage) 25, av. Jean Médecin 06000 Nice - Tél. 87.47.16

GASTON DEFFERRE
Président du conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur.
(Lire la suite page 17.)

Des élus prennent des risques pour forcer la main de l'État

(Suite de la page 13.)

La rareté et la cherté des terrains, la pression des besoins, ont cependant amené les communes à solliciter le plus souvent l'aide de la région pour réaliser à court terme des logements ou des équipements sociaux. L'intervention de l'E.P.R. a néanmoins permis de sauver plusieurs zones soumises à une forte spéculation.

La commune de Ramatuelle, dans le Var, a ainsi acquis une propriété de 24 hectares constituée sur le littoral, à proximité de la plage de Pampelonne.

La commune de Grasse, va pouvoir, elle, se rendre maîtresse des deux tiers d'un domaine privé (La Paute) de 67 hectares, en bordure de la route nationale Cannes-Grasse. Une politique d'acquisition des grandes propriétés permettant le maintien ou l'installation des agriculteurs, ou destinée à des aménagements polyvalents, s'est d'autre part dessinée dans le haut Var et le Var.

La commune de La Vanchuse (Montmeyan) : 664 hectares de forêts ; Riens : 234 hectares rétrocedés par la Safer ; Cuervo : 245 hectares.

Consentir de l'effort à fournir pour répondre aux besoins et pour peser véritablement sur le marché (1), efforts disproportionnés avec ses ressources, la région cherche maintenant à mettre au point de nouveaux outils de maîtrise foncière. L'une des solutions actuellement étudiées dans les pays du Var consiste à acquérir ou à réserver des servitudes au profit de la collectivité, comme l'a fait déjà le département de l'Aude sur la côte du Languedoc-Roussillon.

Pour ce qui concerne la protection de l'environnement — dont la maîtrise foncière est un élément primordial — l'E.P.R. a surtout fait porter ses efforts sur l'assistance au fonctionnement des stations d'épuration.

Déjà, une centaine de stations d'épuration réparties sur toute la région (sauf momentanément dans les Alpes-Maritimes) font

l'objet de cette assistance au coût de laquelle participe pour 50 % l'Agence de bassin (dans le temps, les départements et communes prendront le relais de l'E.P.R.).

Dans le cadre de sa politique d'aide à l'agriculture, dont les points forts sont le développement de l'irrigation et la promotion du secteur coopératif, la région s'est également intéressée aux technologies nouvelles, en particulier aux applications de l'énergie solaire.

Dernière priorité régionale :

l'amélioration du réseau routier et des transports collectifs. L'E.P.R. a notamment adopté au début de 1977 un schéma routier régional représentant, sur dix ans, 70 millions de francs d'investissements, dont 5,5 millions de francs consacrés à l'aménagement du val de Durance (ce schéma vise à réaliser l'axe routier du val de Durance au reste de la région). Un schéma régional de transports a également été étudié, et comme pour le tourisme, une association a été constituée entre l'E.P.R. et les départements. Parmi les pre-

miers dossiers retenus : la sauvegarde de la ligne de chemin de fer Nice-Digne et une grande campagne d'information en cours pour mieux faire connaître les transports collectifs interurbains.

On ne peut passer sous silence l'important effort consenti par la région pour l'amélioration des conditions de vie dans les logements sociaux, et plus particulièrement la réhabilitation des ensembles H.L.M. dégradés. Depuis 1975, le conseil régional a consacré 4 600 000 francs à une vingtaine d'opérations ponctuelles. Mais il a également mis au point au bout de dix-huit mois d'études une méthode d'intervention associant largement la population à la définition des solutions les plus appropriées et à leur mise en œuvre.

Est-ce à dire que l'E.P.R. est en mesure d'agir comme il le souhaiterait ? Certainement pas, et son président, M. Gaston Deferré, est souvent parti en guerre contre le gouvernement pour que des moyens d'action plus importants et une plus grande autonomie soient donnés aux régions. Les élus communistes, eux, se déclarent « sans illusion sur les possibilités de solution régionale à la crise dans la cartographie de décentralisation actuelle et sans vrai changement national ». Mais ils considèrent cependant que le conseil régional a su dans plusieurs domaines faire la démonstration « de bonnes solutions en prenant l'initiative d'actions qui engagent l'Etat ».

GUY PORTE.

gros plan

Les vingt et un ans des six

VINGT ET UN ANS ! A cet âge, on parle beaucoup de responsabilité, de raison, de droits et de devoirs. Pour les hommes, pour les régions aussi.

Les régions ne sont pas nées en 1972, mais en 1955-1956. L'acte d'état civil de Provence-Alpes-Côte d'Azur remonte, comme pour la quasi-totalité des autres régions, à cette époque. A la IV^e République.

L'idée selon laquelle il faut trouver dans les provinces des « relais » à la planification nationale germe au cours des mois qui suivent la guerre de 1939-1945. En 1948, sont créés huit IGAME (inspecteurs généraux de l'administration en mission extraordinaire). Ce sont des missions d'urgence chargées plus spécialement du maintien de l'ordre et de la police. Dans leur tâche économique, ils sont assistés des inspecteurs généraux de l'économie nationale.

Parallèlement, on voit se constituer dans toute la France des comités départementaux et régionaux d'expansion économique.

1955 : M. Edgar Faure est président du conseil. Par le décret du 30 juin 1955, les aspirations et l'action économique régionales vont trouver une assise géographique. Le gouvernement décide d'élaborer des « programmes d'action régionale ». Il faut que, estime à l'époque M. Edgar Faure, « la veille de la création de l'Europe des Six, la France dispose d'une organisation administrative et économique régionale structurée. La région est déléguée une réponse à l'Europe ».

1958 : la France est divisée en vingt-deux régions de programme. Un arrêté du 26 novembre 1958 officialise la « région de Provence et Corse ».

« Quelles difficultés à l'époque ! », raconte M. Jean Brunel, inspecteur général de l'économie nationale, qui comme secrétaire général du comité des plans régionaux, a eu la responsabilité de créer ces circonscriptions régionales. « Le gouvernement nous avait donné pour instruction de ne pas toucher aux limites départementales. C'est ce qui nous a le plus gênés. Cela a même conduit à des situations quelque peu absurdes. »

Le sud de la Drôme est beaucoup

plus tourné vers Avignon et Marseille que vers Lyon. Les habitants des Hautes-Alpes ont la possibilité de choisir leur centre de chèques postaux à Lyon ou à Marseille. Les six départements relient de trois cours d'appel dont deux ne sont pas dans la région.

Pour les « assemblées », il a fallu rechercher les vocations économiques communes des départements. Nous devions aussi définir les limites en nous appuyant sur les zones d'influence des métropoles urbaines... Ne parlons pas à ce sujet de « découpage géographique », il est le terme « regroupement administratif », continue M. Brunel.

Regroupement qui prit parfois des allures de déchirement. Quelques célèbres : Metz-Nancy ; ou Bourges-Orléans, et bien sûr Nice-Marseille. Une région Côte d'Azur ? On y a songé mais comme il nous était interdit d'emprunter le Var ou les Basses-Alpes de l'époque, comme les Corréziens ne voulaient pas être rattachés à Nice, l'affaire était sans solution car il était exclu de n'avoir qu'un département par région. Si on avait écouté tout le monde il y aurait eu plus de régions que de départements !

Le cadre administratif et économique est donc établi en 1955-1956. Ensuite les réformes successives ne sont que des consécutions ou des ajustements.

Les différentes administrations de l'Etat, progressivement, parviennent à harmoniser les circonscriptions de leurs services extérieurs avec les limites régionales. Certains ministères se sont tirés (Justice, éducation, jeunesse). Mais ce sont les entreprises publiques et les sociétés nationales qui semblent le plus « réfractaires » à ce processus de simplification et de coordination. « Il est impossible d'établir un bilan énergétique régional », regrette M. Brunel.

Voilà donc un beau sujet de réflexion pour les sociologues politiques, que ce soit sur les bords de la Méditerranée, dans le Massif Central ou dans les plaines d'Ile-de-France. Les « aménagements de l'Etat seraient-ils plus sages que l'Etat lui-même ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

ORGANISEZ VOTRE CONGRÈS AU PALAIS DES PAPES D'AVIGNON

Au cœur de la Provence ensoleillée de ses sites, ses monuments, ses crus réputés.

(90) 82/99/04

capacité des salles
assemblée : 550 personnes
conférence : 235, 175 p.
commissaires : 4 x 50 p. 65, 35, 20 p.
réception : 1000 personnes

services
parking : 900 places 3 ascenseurs
standard : 12 lignes secrétariat 6 postes

audiovisuel
sonorisation générale
traction simultanée
circuit vidéo magnétoscope
projection 16 mm super 8
16 mm cinéma couleur
diffusion simultanée
4 programmes couleurs
studio, salle de presse

centre de congrès du palais des papes
b.p. 149 - 84008 avignon cedex

Pour mieux connaître le département :

« LES HAUTES-ALPES : Hier, Aujourd'hui, Demain »

par Pierre CHAUVET et Paul PONS
Ouvrage couronné par l'Académie Française
2 volumes - 1 020 pages - nombreuses illustrations - 130 F franco

« LE QUEYRAS, PARC RÉGIONAL »

par le Général A. GUILLAUME
338 pages - illustrations - 45 F franco

« LE PARC NATIONAL DES ÉCRINS : BILAN ET PERSPECTIVES »

par Charles AVOCAT
47 pages - illustrations - 15 F franco
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES, 23, rue Carnot, 95000 GAP

(PUBLICITÉ)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Au-delà du soleil, de la mer, des vacances...

une région qui veut affirmer son originalité.

La Région que vous connaissez à travers le prisme déformant du voyage touristique est bien différente de celle où nous vivons tous les jours. Ce que vous en voyez derrière votre pare-brise ou vos lunettes solaires n'est qu'un reflet multicolore.

Les yeux de nos ouvriers, de nos paysans, de nos employés, de notre jeunesse la voient chacun d'une manière très différente. Vous, vous ne la voyez qu'au soleil. Eux, ils la voient également côté ombre.

Vous, vous venez y travailler, la détente. Eux, ils y travaillent ou ils veulent y travailler. Nous n'avons pas cherché à vous faire la réalité. Ce que nous vous avons montré, ce n'est pas la carte postale traditionnelle ; c'est la vérité.

Nous aurions pu vous parler de pétanque, de cabanons, de parties de pêche mémorables, de flamands roses. Vous ne nous auriez pas crus, tant notre réputation de galejeurs a la vie dure.

Plus simplement, nous vous avons expliqué ce qu'il en était vraiment et ce que nous faisons pour que les choses aillent mieux.

Nous vous avons expliqué quels grands principes guidaient notre action.

Au terme de ce survol de l'action entreprise par la Région depuis qu'elle est en place, que peut-on retenir d'essentiel ?

ses comme elles sont parce qu'elles peuvent tout comprendre. Maintenant, vous savez. Vous savez que nous luttons pour que ce pays soit plus agréable à vivre, pour nous... et aussi pour vous.

Vous savez que nous avons un sens de l'hospitalité particulier. Mais nous voulons aussi nous sentir bien chez nous. Parce que nous y vivons toute l'année et pas seulement quelques semaines. Nous savons mieux que quiconque combien notre pays

est beau. Et nous voulons qu'il le reste, pour nous... et aussi pour vous. Nous avons beaucoup de richesses touristiques et culturelles inexploitées que vous ne connaissez pas encore. Et nous voulons les mettre en valeur, pour nous... et aussi pour vous.

Nous ne sommes pas égoïstes et tout ce potentiel que nous possédons, nous voulons en faire profiter tout le monde. Vous, bien sûr, nos amis, mais aussi nous. Notre Région veut être comme les bonnes maîtresses de maison. Elles veulent que leur intérieur soit accueillant, coquet et sympathique pour recevoir agréablement leur famille et leurs amis. Et pour cela, elles le mettent en valeur : toutes les pièces de la maison et pas seulement la salle de séjour.

Notre Région, c'est tout à fait ça. Vous connaissez la salle de séjour mais les autres pièces ne sont pas tapissées. Alors, on s'entasse dans la salle de séjour et on ne visite pas le reste.

Nous voulons, le plus vite possible, vous emmener faire le tour de toute la maison. Laissez-nous un peu de temps car nos moyens ne sont pas énormes. Aidez-nous, en at-

Le rapport d'orientation sur l'avenir de la Région adopté par le Conseil Régional le 22 novembre 1975 fixe les cinq objectifs prioritaires qui guident l'action de la Région.

- Pour une meilleure qualité et une plus grande sécurité de l'emploi au moyen d'une économie moins dépendante et plus diversifiée
- Pour établir de meilleures conditions sociales
- Pour une défense de notre environnement et de notre mode de vie
- Pour un meilleur aménagement de l'espace
- Pour une ouverture vers le Monde Méditerranéen.

tendant, puisque vous aimez notre région. Aidez-nous à protéger son originalité, ses charmes, sa fragilité. Le soleil, la mer, les vacances. Oui, nous avons tout cela. Mais nous avons aussi des hommes, de l'espace, de la terre. Parce que nous vivons dans une région qui possède énormément d'atouts, nous n'avons pas le droit de les gaspiller.

Voilà le sens de notre action.

Le rapport d'orientation sur l'avenir de la Région adopté par le Conseil Régional le 22 novembre 1975 fixe les cinq objectifs prioritaires qui guident l'action de la Région.

UNE DEMARCHE ORIGINALE

La démarche adoptée par le Conseil Régional dès sa mise en place est originale. C'est indéniable et les exemples que nous avons déjà cités depuis une semaine le démontrent.

L'originalité de l'entreprise est due à plusieurs facteurs :

- Le Conseil Régional a fait un choix : Plutôt que la passivité, plutôt que la gestion d'un état de fait, elle a opté pour une politique volontariste.
- Prisonnier des limites imposées par la loi de 1972 Le Conseil Régional a choisi de les utiliser au maximum sans cesser de demander davantage de pouvoir de décision, sans cesser de réclamer une extension de ses compétences.
- Le Conseil Régional a su faire naître une conscience politique régionale. Par les contacts humains répétés, provoqués par les réunions de commissions, les élus issus des départements ont laissé au vestiaire l'esprit de clocher que l'on pouvait craindre. Ils raisonnent Région et les limites départementales s'estompent devant l'ampleur de solutions globales.

L'OUVERTURE SUR LE MONDE MÉDITERRANÉEN

La Région a voulu prendre en compte sa réalité géographique et son fondement historique. C'est de la Méditerranée qu'elle a reçu sa civilisation c'est par la Méditerranée qu'elle communique directement avec l'extérieur. S'ouvrir sur le monde méditerranéen cela implique que sur tous les plans, économiques, sociaux, culturels, la Région tienne compte de sa position, pour entretenir ou nouer des contacts avec le reste du Bassin Méditerranéen sur la base de nouveaux rapports entre les pays.

Dans l'effort de réflexions qu'elle a entrepris la Région s'appuie sur les travaux de l'Association Echanges Méditerranée qui poursuit un but similaire.

La Région, et l'espoir qu'elle représente, est l'affaire de tous les élus et pas seulement de ceux qui siègent dans l'une ou l'autre assemblée.

Au-delà des structures mises en place le travail quotidien est animé assidûment et réellement pris en compte par les élus.

Travail quotidien puisqu'il représente, dans l'année, 120 réunions pour les commissions du Conseil Régional et à peu près autant pour celles du Comité Economique et Social.

Avec des options différentes, avec les méthodes d'approche qui leur sont propres, les deux assemblées collaborent, chacune dans le cadre des compétences que leur confère la loi de 1972, activement à ce travail.

DES OBJECTIFS ACCESSIBLES

Mais ce rassemblement de concours, cet intérêt, cette volonté de réussir ont été possibles parce que la Région s'est fixée des objectifs ambitieux, certes, mais accessibles et concrets. Défendre l'emploi, aménager l'espace, soutenir l'agriculture ou harmoniser le tourisme ne sont pas des objectifs originaux en soi.

Ce sont les voies et les moyens retenus pour y parvenir qui le sont. Et surtout c'est l'ensemble de l'action entreprise par la Région, un ensemble cohérent, qui constitue une nouveauté car il montre bien que la décentralisation, la prise de décision au niveau local est parfaitement possible dès lors que le carcan législatif serait desserré pour une véritable régionalisation.

Ici en Provence-Alpes-Côte d'Azur, une conscience politique régionale est donc née et ce phénomène est maintenant devenu irréversible. La Région est prête à assumer complètement le rôle de collectivité locale qui sera, sans aucun doute, demain le sien.

La région pivot de la démocratie locale

10

1

mentaire. Les électeurs diront en mars prochain s'ils le veulent.

GASTON DEFERRÉ

responsables économiques de la région (assemblées régionales, chambres de commerce, administrations) mobilisent actuellement leurs efforts pour accroître les retombées potentielles des

...oit également mener un même
combat pour préserver son capi-
tal de beauté face à l'accroisse-
ment de sa population, qui me-
nace à la fois sa terre, ses sites,
ses forêts, son eau, son âme.

plans d'eau construits depuis dix ans représentent cinq fois la superficie du lac d'Annecy, tandis que les lacs de Sainte-Croix et de Serre-Ponçon se classent

ions régionales, se retrouvent pour assurer leur fonctionnement. Elles qu'elles sont pour le mieux-être de chacun des habitants de cette région.

LUCIEN VACHEL

de communes une
des conseils
les problèmes
des sous et d'élimi-
ner.

LE TOURISTIQUE. —
gouvernement consen-
de ses crédits à une
politique de prestige
classes les plus

des ministres, c'est Musso-
et même, M. Lombroso. Comme il est
illusoire et trompeur de croire ou
de chercher à faire croire que la
majorité actuelle se laisse séduire
pour cela un changement complet
de politique et la majorité parle-
mentaire.

Les électeurs diront, au mars
prochain s'ils le veulent.

GASTON DEPARIS.

pose dans les mêmes termes pour les Alpes du Sud. C'est pourquoi nous avons évalué de leur potentiel touristique la façon de nous en servir pour objectiver la réalisation spectaculaire que furent, il y a quelques années, certaines créations de stations de sports d'hiver : mais elle cherche à diffuser les bénéfices de la prospérité du regain économique qu'elle effectue, elle vise à associer les communes et leurs populations agricoles à l'aménagement de petites unités touristiques intégrées à la vie locale, valorisant les paysages, respectant des traditions, créant des nouvelles et donnant un nouvel essor à la région, maintenant, la création d'artistes d'art.

C'est également le souci de faire participer étroitement les communes et leurs populations, qui préside actuellement à la définition des conditions de développement économique du l'arrière-pays : schéma de massif des Alpes du Sud, programme de rénovation rurale en montagne, projet du val de Durancé, des parcs paysans du bassin provençal, du développement des villages, politiques des villes moyennes, politique des pays ou politiques des programmes locaux d'aménagement concerté (cette dernière résultant d'une initiative de l'établissement public régional).

La Provence-Alpes-Côte d'Azur doit églement mener un combat pour préserver son capital de beauté face à l'accroissement de sa population, qui menace à la fois sa terre, ses sites

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

LANDS DESSEINS

gros plan
Un Breton à Cannes

PREFET en 1944 - de l'île-et-Vilaine, de la Somme, du Bas-Rhin. Haut commissaire de la République et gouverneur général en 1948 - de l'A.E.F. puis de l'A.O.F. Ambassadeur de France en 1958 - à l'ONU, en Argentine. Ministre en 1958 - de la France d'outre-mer, des P. et T. Député, conseiller général, maire de Cannes à partir de 1959-60. Une biographie comme on en voit peu, une carrière éblouissante dans sa diversité.

Elle derrière cet état signalétique et des services, on s'en doute, un personnage. Car il a fallu beaucoup de tempérament et bien du courage à l'ouvrage à ce Breton, nommé Bernard Cornut-Gentille, né à Brest, issu d'une lignée d'officiers de marine, pour aller au bout d'un projet politique sur les rives de la Méditerranée, à Cannes, dont le nom évoque pour des millions d'hommes dans le monde des images de luxe, de fête et de plaisir.

Or Cannes, ce n'est précisément pas cette ville-femme un peu facile et un peu folle. Ou plutôt ce n'est pas que cela. Car à côté de la fausse grande ville qui, croit-on, pava ses rues des plaques d'or tombées du tapis vert et rempli son port des navires de rêve de milliardaires exotiques, il y a la fausse petite ville besogneuse et préoccupée, peuplée de petits retraités, de travailleurs angoissés pour leur emploi, de tout un peuple chahuteurs, mais facile à enflammer.

Les notes du Breton et de la chère-vendite ont débüté par un coup de l'ordre. Cannes rejettait son maire, un radical d'opposition, et se donnait à un ministre du général de Gaulle. Cela ne pouvait évidemment

pas durer. Et pourtant, vingt ans après, le mariage tient toujours. Mieux : le ministre du général a rompu avec la gaullisme et rejoint la gauche tout en gardant son indépendance. Cela n'a rien changé. Et surtout, il a de lui-même, en 1968, rompu son union avec sa ville, tourné le dos à l'ingratitude, abandonné sa mairie et son siège de député.

Délaissée, l'indifférence s'était offerte une aventure, et pas avec n'importe qui : après avoir installé à l'hôtel de ville un notaire centriste, elle avait choisi pour la représenter au Parlement le propre frère de l'actuel président de la République, M. Olivier Giscard d'Estaing. Or là, cela ne tient : d'un beau double, le main sûr et l'œil perçant, B.C.G. — comme le nomment ses administrés et ses amis — abet ses deux remplaçants qui osent braver aussi son siège de conseiller général. Et c'est sans coup férir qu'il leur reprend tout son épave.

Il n'y a pas de secret : c'est un bon maître, avec une expérience administrative et politique hors pair, de l'audace et de la lâcheté. Droit et sec à soixante-huit ans, sous ses cheveux blancs, il va son chemin sans s'embarrasser des crânilles ni des mondanités, un peu triste de voir l'essence nationale s'enliser dans les querelles sans fin et sans issue, inquiet aussi des conséquences sociales et économiques pour sa ville et sa région de cette déliquescence, mais déterminé et solide. Et puis, il y a ce petit peuple cannois, difficile et attachant, qui lui tient finalement bien plus au cœur qu'il ne veut, par pudeur, le laisser paraître.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

En appeler au suffrage universel

(Suite de la page 13.)

L'agriculture représente pour notre région une part très importante de son activité économique. Elle a d'autres fonctions, par exemple l'équilibre de la région par le maintien sur place d'une partie de la population ou la protection de l'environnement. Face à une conjonction économique difficile, à des concurrences étrangères mal contrôlées, notre agriculture est en difficulté. Nous avons décidé de l'aider en lui consacrant une part importante de nos crédits, en développant les infrastructures d'irrigation, mais aussi en permettant à la profession agricole de s'organiser dans le cadre de la coopération. Le fait de développer l'agriculture régionale en passant par la coopération correspond à un choix politique déterminé.

C'est ainsi qu'un vaste programme est engagé depuis deux ans. Il permet d'aider les agriculteurs : à déterminer les marchés potentiels ; à réorganiser leurs exploitations ; et les structures coopératives auxquelles ils appartiennent ; à bénéficier d'une formation permanente dans le cadre de leurs activités.

D'autres exemples peuvent être cités qui témoignent du caractère que nous avons cherché à donner à notre action :

LUTTE CONTRE LA SPECULATION IMMOBILIERE. — Une procédure originale, des moyens adaptés, ont permis de subventionner les communes, les syndicats de communes, les départements, pour procéder à des acquisitions foncières : 151 dossiers représentant 2 900 hectares et 87 millions de francs de subventions ont été réglés.

TECHNOLOGIES NOUVELLES. — Au-delà des études sur l'énergie solaire, des opérations en voie grandeur ont été réalisées : chauffage d'immeubles collectifs à Rousset et à Avignon, de serres à Hyères, d'une piscine à Antibes.

RENOUATION D'H.L.M. — Tous ceux qui connaissent la question savent qu'il y a là un problème essentiel pour ceux qui habitent des groupes de logements souvent mal construits, mal finis. La réhabilitation financée par le conseil régional porte sur les logements et sur l'environnement d'une quarantaine de groupes d'H.L.M.

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT. — La région a mis en place une cellule régionale pour la protection de l'environnement. Cela permet d'apporter aux petites et aux moyennes communes une assistance technique et des conseils pour résoudre les problèmes d'épuration des eaux et d'élimination des déchets.

POLITIQUE TOURISTIQUE. — Alors que le gouvernement consacre l'essentiel de ses crédits à une politique touristique de prestige réservée aux classes les plus

cisées, le conseil régional a mis l'accent sur la création de centres de loisirs et de tourisme sociaux sur la côte. Nous avons, d'autre part, développé des structures d'accueil à l'intérieur du pays pour tenter d'obtenir dans ce domaine aussi un équilibre entre la zone rurale et la zone côtière.

OUVERTURE SUR LE BASSIN MEDITERRANEEN. — Le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a considéré qu'il lui appartenait, du fait de sa position géographique, d'établir des relations avec tous les pays du Bassin méditerranéen. L'Association des échanges méditerranéens a été créée, a été subventionnée. Elle permet des rapports différents de ceux qui peuvent s'établir d'Etat à Etat dans une région où la France est trop souvent absente ou maladroite.

Au début de cet article, j'ai posé la question : les régions existent-elles ? En conclusion, la preuve est faite qu'elles pourraient exister qu'elles devraient exister. L'intérêt suscité par ce qui a été fait en Provence-Alpes-Côte d'Azur le démontre. L'attitude des collectivités locales, départements et communes, qui auraient pu prendre ombre de l'activité de la région, en est la meilleure démonstration.

Mais une réforme incomplète et insuffisante comme celle de loi de 1972, surtout si elle est partiellement d'espérance, est dangereuse. Une demi-réforme qui ne permet que de demi-résultats finira par décourager les plus chauds partisans de la régionalisation en donnant une image fautive et décevante de ce que serait une véritable organisation régionale.

Il faut donc le plus vite possible élire les conseillers régionaux au suffrage universel et à la proportionnelle, confier le pouvoir exécutif au bureau du conseil régional, supprimer toutes les tutelles et d'abord celle du ministère des finances.

Mais cela suppose une profonde transformation des structures de l'Etat, une véritable et totale décentralisation. Tout se tient. Il n'y aura pas de régionalisation sans transfert d'une partie importante des pouvoirs de l'Etat vers les communes et les départements, en même temps que vers les régions.

Prôner l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel sans que soient réalisées la décentralisation à tous les échelons et les amputations indispensables au pouvoir de l'Etat, en allant jusqu'à fermer à Paris certains bureaux des ministères, c'est illusoire et même trompeur. Comme il est illusoire et trompeur de croire ou de chercher à faire croire que la majorité actuelle le fera. Il faut pour cela un changement complet de politique et de majorité parlementaire.

Les électeurs diront en mars prochain s'ils le veulent.

GASTON DEFERRÉ.

regionale

FEDERATION
NATIONALE DES
PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS
CHAMBRE SYNDICALE
DE LA COTE D'AZUR

PROMOTEURS CONSTRUCTEURS	N°	REALISATIONS EN COURS	NOMBRE DE PIECES	SURFACES Intérieures Balcons	PRIX	ETAT DES TRAVAUX	DATE DE LIVRAISON
NICE							
CENTRE D'ETUDES IMMOBILIERES 75, rue Pasteur - PARIS 10 ^e Tél. 224.13.00	1	PARC MONTEBELLO 190, av. de l'Europe - NICE Tél. 931.58.85	Studio 2 pièces 3 pièces 4 pièces	18,00 m² 23,00 m² 37,00 m² 49,00 m² 82,00 m² 88,00 m²	4,00 m² 7,00 m² 11,00 m² 14,00 m² 20,00 m² 28,00 m²	32 800 127 000 219 400 291 200 423 500 524 000	Hors d'eau Juin 1978 Juin 1978 Juin 1978 Juin 1978 Juin 1978 Janvier 1978
ETUPO 4, rue Miramont - PARIS 8 ^e Tél. 265.85.90	2	CENTRE PONT NEUF (à 20 mètres de la place Masséna) 14, av. Pasteur - NICE Tél. 931.62.04	Studio 2 pièces 3 pièces 4 pièces	25,00 m² 35,00 m² 45,00 m² 55,00 m² 65,00 m² 75,00 m²	7,00 m² 10,00 m² 13,00 m² 16,00 m² 19,00 m² 22,00 m²	Prix moyen au m² 7 000	Fondations 2 ^e trimestre 1978
	3	LA LANTERNE DES ANGES (sur une colline dominant tout NICE, à 5 mn de la promenade des Angles) 252, av. de la Lanterne NICE - Tél. 931.85.00.04 - 83.63.24	2 pièces 3 pièces 4 pièces	64,00 m² 79,00 m² 88,00 m²	13,00 m² balcon 16,00 m² balcon 20,00 m² balcon 25,00 m² balcon	Prix moyen au m² 4 850	Terminations 2 ^e trimestre 1978
FLECHELLE GAUCHER, MORENA S.A. 2, place Garibaldi - NICE Tél. 931.55.51.21	4	LE PETIT TRIANON 122, av. de l'Europe - NICE Tél. 931.58.85	Studio 2 pièces 3 pièces 4 pièces	33,00 m² 45,00 m² 55,00 m² 65,00 m²	7,00 m² 10,00 m² 13,00 m² 16,00 m²	151 000 188 000 219 400 291 200	Rés. de chaudière 2 ^e trimestre 1978
LEFEU J.-M. 52, boulevard de Cézanne - NICE Tél. 931.91.47.51	5	LES TERRASSES DU SOLEIL (Carrée André-de-Joly NICE)	Studio 2 pièces 3 pièces 4 pièces	33,00 m² 45,00 m² 55,00 m² 65,00 m²	7,00 m² 10,00 m² 13,00 m² 16,00 m²	151 000 188 000 219 400 291 200	Finitions en cours de livraison
S.A. Constructions Longchamp 1, rue Longchamp - NICE Tél. 931.55.51.21	6	LES AMIRANTES 222, av. de l'Europe - NICE Tél. 931.58.85	2 P. - 2 ^e ét. 3 P. - 2 ^e ét. 4 P. - 2 ^e ét. 5 P. - 2 ^e ét.	49,00 m² 74,00 m² 88,00 m² 102,00 m²	10,00 m² 14,00 m² 17,00 m² 20,00 m²	340 000 490 000 550 000 650 000	Fondations 1 ^{er} trimestre 1978
Méditerranée J. PERDU BATECO S.A. 1, rue de la Paix - NICE Tél. 931.57.10.82	7	LES OLIVIERES DE FABRON 221, chemin de Fabron - NICE Tél. 931.57.10.82	Studio 2 pièces 3 pièces 4 pièces	36,00 m² 45,00 m² 55,00 m² 65,00 m²	10,00 m² 13,00 m² 16,00 m² 19,00 m²	280 000 350 000 420 000 490 000	Gros œuvre Fin 1978
SARTORE Charles 31, rue Laporte - NICE Tél. 931.55.03.57	8	RESIDENCE CLOS TRANQUILLE 30, Bd. Tasse - NICE Tél. 931.55.03.57	2 pièces 3 pièces 4 pièces	57,00 m² 65,00 m² 75,00 m²	14,00 m² 17,00 m² 20,00 m²	345 000 405 000 465 000	Finitions Mars 1978
S.G.M.J. MEDITERRANEE 107, av. de la Paix - CANNES Tél. 931.38.08.21	9	RESIDENCE DORELLA 48, Bd. du Mont Boron - NICE Tél. 931.55.03.57	2 pièces 3 pièces 4 pièces	65,00 m² 75,00 m² 85,00 m²	14,00 m² 17,00 m² 20,00 m²	430 000 490 000 550 000	Début travaux Juin 1978
	10	CRIMÉE LE HAUT Av. de la Mer - 06100 NICE Régionalisme et vertes : J.-C. Gasser commercialisation 11, av. Jean Médecin - NICE Tél. 931.82.33.44	Studio 2 pièces 3 pièces 4 pièces 5 pièces	30,00 m² 45,00 m² 55,00 m² 65,00 m² 75,00 m²	8,00 m² 10,00 m² 13,00 m² 16,00 m² 19,00 m²	150 à 200 000 200 à 250 000 250 à 300 000 300 à 350 000 350 à 400 000	Livraison 1 ^{er} tranche En cours 1 ^{er} tranche
SOGETRIM La Magnanerie Alfred Franchese Pontaud 06000 ANTIBES - Tél. 931.33.20.45	11	LE PLAISANCE Angle des rues Bessières et Blancan NICE - Tél. 931.55.03.57	Studio 2 ^e ét. 2 P. - 2 ^e ét. 3 P. - 2 ^e ét. 4 P. - 2 ^e ét. 5 P. - 2 ^e ét.	35,45 m² 41,25 m² 47,05 m² 52,85 m² 58,65 m²	5,98 m² 7,13 m² 8,28 m² 9,43 m² 10,58 m²	126 000 180 000 230 000 280 000 330 000	Début du Gros œuvre Fin 1978
TIFFEN PROMOTION 174, rue Foch - PARIS 8 ^e Tél. 726.04.65	12	RESIDENCE ILE DE FRANCE 50, rue de France - NICE Tél. 931.55.03.57	Studio 2 pièces 3 pièces	30,00 m² 45,00 m² 55,00 m²	8,00 m² 10,00 m² 13,00 m²	217 000 260 000 300 000	Terminé Immédiate
S.A. VISELLE 13, place Masséna - NICE Tél. 931.55.03.57	13	LES HAMEAUX DE SAINT PANCRA 158 à 188 Corniches des Oliviers NICE - Tél. 931.55.03.57	M. ind. 3/4 P. M. ind. 4/5 P. M. ind. 5/6 P.	73,00 m² 97,00 m² 106,00 m²	— — —	445 à 495 000 540 à 570 000 645 à 695 000	En cours 3 ^e trimestre 1978
CANNES							
PROMOSOLEIL 75, La Colombe - CANNES Tél. 931.38.45.85	14	SOLHOTEL 85, av. du Docteur Fournier - CANNES Tél. 931.38.45.85	Chambres en travail commodités hôtelières	20,00 m²	5,00 m²	9 400 à 14 150 selon équipements chauffage	Terminé Immédiate
	15	LE CAPRICORNE 18, av. du Camp Long - CANNES Tél. 931.38.45.85	Studio 1 + park 2 pièces 3 pièces 4 pièces (avec parking, piscine)	23,00 m² 30,00 m² 40,00 m² 50,00 m²	— 5,00 m² 7,00 m² 9,00 m²	115 000 150 000 190 000 230 000	Hors d'eau 2 ^e trimestre 1978
S.E.T.F.E.L. (G. PIPONI) 25, rue Pasteur - NICE Tél. 931.55.03.57	16	RESIDENCE CLUB ABADIE 258, av. Michel Jourdan - CANNES Tél. 931.47.37.17	Studio 2 pièces 3 pièces	33,00 m² 45,00 m² 55,00 m²	8,00 m² 10,00 m² 13,00 m²	228 800 300 000 360 000	Bât. 6 et 7 terminés 2 ^e tranche fin 1978
PUGET-THIENERS - CROS-DE-CAGNES - VILLENEUVE-LOUBET							
REALISATIONS Robert JACOMET PUGET-THIENERS - NICE Tél. 931.55.03.57	17	LA BLANCHERIE A PUGET-THIENERS Yves Remy MAURON, rue du 4 Septembre PUGET-THIENERS - Tél. 931.55.03.57	Maison Indépendante 3 pièces et 4 pièces	63,24 m² 71,13 m²	— —	4 226 600 4 282 600	Gros œuvre en cours
S.E.T.F.E.L. (G. PIPONI) 25, rue Pasteur - NICE Tél. 931.55.03.57	18	LES MEUVES CLAIRES 51, av. de la Mer - CROS-DE-CAGNES Tél. 931.55.03.57	Studio 2 pièces 3 pièces 4 pièces	31,59 m² 45,00 m² 55,00 m² 65,00 m²	4,78 m² 6,00 m² 7,00 m² 8,00 m²	132 800 190 000 230 000 270 000	Début 1 ^{er} tranche automne 1978 2 ^e tranche été 1978
S.A. VISELLE 13, place Masséna - NICE Tél. 931.55.03.57	19	LES HAMEAUX DU SOLEIL Rue de la Colombe - VILLENEUVE-LOUBET Régionalisme et vertes : J.-C. Gasser commercialisation 11, av. Jean Médecin - NICE Tél. 931.82.33.44	Appt. 2 pièces M. ind. 3/4 P. M. ind. 4/5 P. M. ind. 5/6 P.	49,00 m² 85,00 m² 97,00 m² 106,00 m²	— — — —	245 000 300 000 360 000 420 000	En cours 3 ^e trimestre 1978
ANTIBES - JUAN-LES-PINS							
POLYCOM MEDITERRANEE 72, rue de Gambetta - NICE Tél. 931.55.03.57	20	RESIDENCE LES BALCONS DU PORT ANTIBES Commercialisation : AGENCE CENTRALE 12, place de la Gare - ANTIBES Tél. 931.38.45.85	Studio 2 pièces 3 pièces 4 pièces	34,00 m² 45,00 m² 55,00 m² 65,00 m²	8,00 m² 10,00 m² 13,00 m² 16,00 m²	180 000 230 000 280 000 330 000	1 ^{er} tranche 2 ^e tranche Mars 1978
S.G.M.J. MEDITERRANEE 107, av. de la Paix - CANNES Tél. 931.38.08.21	21	44 BOULEVARD FOCH 44, Bd. Foch - 06000 ANTIBES Régionalisme et vertes sur place Tél. 931.38.08.21	Studio 2 pièces 3 pièces 4 pièces	28 à 32,00 m² 44 à 48,00 m² 55 à 59,00 m² 65 à 69,00 m²	7,00 m² 10,00 m² 13,00 m² 16,00 m²	185 à 250 000 200 à 280 000 250 à 320 000 300 à 370 000	Finitions Décembre 1977
	22	RESIDENCE SARAHMARTIN 15, av. Sarraute - JUAN-LES-PINS Régionalisme et vertes sur place Tél. 931.81.70.50	Studio 2 pièces	20 à 23,00 m² 40 à 43,00 m²	5 à 6,00 m² 11 à 12 m²	180 à 250 000 300 à 380 000	Fondations 4 ^e trimestre 1978
SOGETRIM La Magnanerie Alfred Franchese Pontaud 06000 ANTIBES - Tél. 931.33.20.45	23	LE LAVALLIERE Impasse Carv' entre Av. de Grèce et d'Av. Foch - ANTIBES Tél. 931.33.20.45	Studio 2 ^e ét. 2 P. - 2 ^e ét. 3 P. - 2 ^e ét. 4 P. - 2 ^e ét.	31,80 m² 44,41 m² 46,00 m² 57,11 m²	5,20 m² 7,50 m² 7,50 m² 11,55 m²	146 000 210 000 220 000 330 000	Début 2 ^e trimestre 1978
VILLEFRANCHE-SUR-MER - LA TURBIE - BEAUSOLEIL - MENTON							
ETUPO 4, rue de Miramont - PARIS 8 ^e Tél. 265.85.90	24	L'ALCAZAR 3, Bd. Général Lacroix - BEAUSOLEIL (Monaco-Carlo sur le trottoir d'en face)	Studio 2 pièces 3 pièces 4 pièces	33,00 m² 45,00 m² 55,00 m² 65,00 m²	13,00 m² 16,00 m² 19,00 m² 22,00 m²	Prix moyen au m² 7 000	Fondations terminées Fin 1978
S.E.T.F.E.L. (G. PIPONI) 25, rue Pasteur - NICE Tél. 931.55.03.57	25	LES RESTANQUES Av. du Roi Albert - Sasse Corniche VILLEFRANCHE-SUR-MER - Tél. 931.55.03.57	2,3/4 pièces de grand luxe	de 81,10 m² à 133,00 m² (duplex) de 18,30 m² à 30,00 m²	de 18,30 m² à 30,00 m² de 18,30 m² à 30,00 m²	de 805 000 à 1 425 000	En cours Automne 1978
PROMOSOLEIL 75, La Colombe - CANNES Tél. 931.38.45.85	26	LES HAUTS DE MONTE-CARLO (deuxième tranche) - LA TURBIE Commercialisation par G.E.C. MEDITERRANEE Tél. 931.55.11.47	Villa 4 pièces A 4 pièces B	107,90 m² 107,90 m²	33,30 m² 33,30 m²	490 000 600 000	Fondations été 1978
	27	LES TERRASSES DE LA GRANDE RESIDENCE 50, Bd. Gervais - MENTON Commercialisation par AGENCE RIVIERA Tél. 931.35.74.34	Studio 2 pièces 3 pièces	30,82 m² 45,00 m² 55,00 m²	12,00 m² 16,00 m² 19,00 m²	225 000 320 000 380 000	Fondations Décembre 1978
VAR : AGAY - GRIMAUD							
PROMOSOLEIL 75, La Colombe - CANNES Tél. 931.38.45.85	28	LES CALANQUES D'ANTHONY AGAY Commercialisation par SOLEIL Tél. 931.38.45.85	Villa 2 pièces	49,00 m²	19,00 m²	de 288 000 à 385 000	Terminé Immédiate
S.A. Constructions Longchamp 1, rue Longchamp - NICE Tél. 931.55.03.57	29	Village de SILHOUETTE Rue du Plan de la Tour - D. 04 GRIMAUD - Tél. 931.55.03.57	Studio 2 pièces 3 pièces	40,00 m² 50,00 m² 64,00 m²	70,00 m² 120,00 m² 22,00 m²	296 000 420 000 442 000	Hors d'eau 2 ^e trimestre 1978
CORSE							
S.E.T.F.E.L. (G. PIPONI) 25, rue Pasteur - NICE Tél. 931.55.03.57	30	MARINA DI HUMALTO Rue de la CRO 20 - PENTA FOLELLI Tél. 931.38.45.85	Villa 2/3 pièces 4 pièces	45,80 m² 80,30 m²	10,71 m² 10,71 m²	185 000 248 000	1 ^{er} tranche Bâtisse Immédiate

Pour recevoir une documentation complète gratuite, remplissez le bon en indiquant le ou les numéros de référence correspondant aux programmes de votre choix, et adressez-le à

LA CHAMBRE SYNDICALE DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS DE LA COTE D'AZUR
27, avenue Jean-Médecin - NICE - Tél. : 88.22.69

NOM : _____

ADRESSE : _____

Désire recevoir une documentation gratuite concernant les programmes n° _____

Les syndicats pèsent les bénéfices de Rhin-Rhône

C.G.T. : un équipement nécessaire même si...

C.F.D.T. : la fin de l'époque coloniale

AVANT le démarrage du chantier de Fos, le chômage en Provence-Alpes-Côte d'Azur était déjà très important ; à cela est venu s'ajouter l'afflux de très nombreux travailleurs venus d'autres régions, attirés par le mirage de Fos. Sans parler des conditions déplorablement d'accueil et de logement, des conditions déshumanisantes de travail, lorsqu'il en est. Car beaucoup d'entre eux se sont trouvés rapidement réduits au chômage.

Il y a une aggravation de la crise en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi industriel régresse, le chômage dans l'industrie est important. La crise a accéléré le démantèlement de l'industrie traditionnelle, puis elle a frappé les petites et moyennes entreprises.

D'un autre côté, l'emploi des grandes firmes est renforcé. Fos est un îlot d'industries lourdes ; c'est un cas particulièrement représentatif de l'évolution de la grande industrie dans la région, c'est-à-dire des industries qui sont basées sur la transformation des matières premières.

La région a une fonction limitée dans le processus de production, son développement dépend des coups de la conjoncture, des stratégies des grandes firmes.

L'état est largement responsable de la structure et des tendances actuelles de l'industrie régionale par l'aide, sous diverses formes, qu'il apporte essentiellement aux grandes entreprises.

Nous sommes en présence d'un véritable gâchis. La gâchis des hommes, avec 9 % de la population active contrainte à l'inactivité ; la recherche éternelle du profit, qui conduit à toujours plus exploiter, à accélérer les cadences, au travail forcé, au travail en pays de femmes, au travail temporaire, aux nombreux accidents du travail.

Le gâchis matériel ? Plus de 20 % des capacités de production inutilisées dans l'industrie... Parallèlement, nous assistons au démantèlement d'une partie du réseau routier national, à la liquidation des voies fer-

rées et de canaux d'intérêt national. On nous assure que la liaison Rhin-Rhône sera créatrice d'emplois et débloquera la situation. Or, bien que son tracé soit discuté, nous considérons la liaison Rhin-Rhône comme un équipement nécessaire à notre pays, en tenant compte du retard et des insuffisances des équipements fluviaux en France.

Par contre, nous ne saurions accepter la problématique qu'entend imposer le pouvoir, en présentant les différents investissements et leur financement en termes de choix prioritaires et non prioritaires, en fonction de ses objectifs visant à réaliser les infrastructures en vue des besoins nécessaires à la réalisation des profits des monopoles et de ses intérêts politiques.

Dans l'état actuel des choses, il est pratiquement exclu que cette liaison puisse avoir un effet d'équilibre sur l'activité économique future de la région, si nous tenons compte des délais de transports ; il ne peut s'agir que de produits et de denrées non périssables. Nous sommes convaincus que la seule issue à la crise réside dans des changements démocratiques d'ensemble portant un coup décisif à la domination des groupes financiers, et réellement novateur dans le domaine économique, politique et social.

Cela concerne de très près notre région, et nous pensons qu'il y a urgence à nationaliser les principaux groupes financiers dès le début de l'action d'une majorité de gauche. De même, il faut une délimitation suffisamment large des nationalisations à réaliser rapidement pour assurer la cohérence et les moyens d'une nouvelle croissance. Ce qui permettrait pour notre région une autre orientation, à savoir pour Fos le développement des industries de transformation des métaux avec deux atouts majeurs : le port et la sidérurgie.

CHARLES LECA,
Secrétaire général C.G.T.
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

FOS fut un grand mirage. Cette opération n'a eu globalement aucun effet sur la création des emplois industriels en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ceux-ci représentaient, en 1962, 21,2 % des emplois, et en 1975 19,1 %, alors que les emplois tertiaires sont passés de 54,2 % à 62 %. Par contre Fos a :

— Accentué la concentration des emplois sur l'ouest de l'étang de Berre, contribuant par conséquent à désertifier les départements de l'intérieur ;

— Renforcé le poids des industries de première transformation sur la région ;

— Orienté la nouvelle vocation de transit du port de Marseille ;

— Aggravé le cadre de vie autour de l'étang (pollution, concentrations urbaines, sous-équipements collectifs).

Les investissements de Shell-Chimie et de Pechiney-Ugine-Kuhlmann (3,5 milliards de francs) vont suivre sur cette lancée. Les capitaux importants déversés ne créent guère plus de cinq cents emplois permanents, contrairement aux allégations patronales, et les habitants de Fos et de la région pouvaient se passer de ces deux nouvelles sources de pollution et de danger potentiel que sont le chlorure et la chlorure de vinyle monomère. L'industrie lourde diminue très fortement le taux d'emploi féminin déjà très faible dans la région : 28,2 % des emplois pour 37,8 % au niveau national et 8 à 10 % dans l'industrie lourde.

La mort de la culture florale à Grasse et la restructuration financière des parterres rendent fragile cette industrie, naguère très intégrée aux réalités agricoles. Les touristes, les étudiants, les représentants syndicaux et de patrons, seront chargés de préserver et de promouvoir une politique de l'emploi dans leur zone, dans le cadre d'une planification régionale et nationale.

L'axe Rhin-Rhône aura comme principal résultat de faire de Marseille le port de transit de l'Europe. Cette vocation accélérerait l'abandon du tissu industriel marseillais issu de son époque coloniale, provoquant une importante perte d'emplois. Les faibles créations d'emplois se localisent sur l'axe du Rhône contribuant à vider l'intérieur de la région. Les grands axes routiers — liaison autoroutière Fos-Turin ou l'aérodrome de Vauville — ne pourront désenclaver l'arrière-pays et développer une nouvelle industrialisation.

En regardant ces réalisations et ces projets, nous pouvons affirmer que la région a de moins en moins de possibilités de définir son développement dans le cadre d'une planification nationale. C'est pour cette raison que la C.F.D.T. revendique un emploi utile pour tous au pays avec une stabilisation de l'emploi, de moins grandes inégalités, de meilleures conditions de travail et de sécurité, de couverture sociale, de formation et de pouvoir des travailleurs.

Il est urgent de mettre en place des structures régionales (conseil régional et comité économique et social) dotées de véritables pouvoirs et de moyens financiers. Ces organismes doivent assurer une meilleure représentation des travailleurs. La participation plus massive de la population aux décisions engageant son avenir sera recherchée par la création de comités locaux de l'emploi dans chaque bassin d'emploi (l'ensemble du territoire régional faisant partie d'un bassin). Ces comités, composés d'élus, de représentants syndicaux et de patrons, seront chargés de préserver et de promouvoir une politique de l'emploi dans leur zone, dans le cadre d'une planification régionale et nationale.

CLAUDE MAGISTRY,
Secrétaire de l'Union régionale C.F.D.T. Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse.

LA GRANDE SOIF DE LA PROVENCE

AUBADES sous les platanes, concours de boules, jeux de gardians et merquez : le 24 juin dernier au Tholonet, près d'Aix-en-Provence, siège de sa direction technique, la Société du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale (S.C.P.) était, dans une atmosphère de bonheur provincial, ses vingt ans d'existence.

Le 11 juillet 1957, en effet, la ville de Marseille et les départements des Bouches-du-Rhône et du Var s'associaient, sous l'impulsion du ministère de l'Agriculture, pour créer une société qui devait être officiellement chargée, six ans plus tard, de la construction et de l'exploitation d'un ouvrage de dérivation des eaux du Verdon, attendu depuis très longtemps : le canal de Provence.

Celui-ci avait pour objet l'alimentation en eau domestique des grandes villes du littoral, Marseille, Aix-en-Provence, Toulon, Hyères et de plus de cent communes représentant une population de 1 500 000 habitants, la desserte des industries, notamment autour de l'étang de Berre, et l'irrigation de 60 000 hectares concernant 18 000 exploitations agricoles. Une tâche immense, nécessitant de difficultés de tous ordres et exigeant des investissements considérables. Ce « grand projet » qui s'est inscrit dans le cadre d'une politique régionale de l'eau, la Société du canal de Provence l'a aujourd'hui en majeure partie réalisé.

Pour ce qui concerne l'infrastructure hydraulique, les ouvrages qui constituent le réseau principal représentent une longueur totale de 220 km, dont plus de la moitié en galeries souterraines. La majorité des communes du périmètre de la concession sont maintenant desservies. En particulier, depuis deux ans, celles du littoral toulonnais qui souffraient cruellement d'un manque d'eau.

Depuis le début des travaux en 1953, 3 milliards de francs ont été investis. La dernière tranche qui se terminera en 1982 représente approximativement 1 milliard de francs dont 400 à 500 millions pour la branche Marseille-Aix.

Mais la Société du canal de Provence n'est pas seulement une « porteuse d'eau ». Depuis quinze ans, elle a acquis dans de nombreux domaines (équipements hydrauliques, études géologiques et hydrogéologiques, mécanique des sols et des roches, travaux de cartographie, surveillance et ascension des ouvrages, opérations forciées, travaux d'assainissement et lutte contre la pollution) une grande expérience qui lui permet d'apporter son assistance technique aux collectivités publiques et privées dans la région et à l'étranger (notamment en Grèce, au Liban, en Libye, en Syrie).

L'amalgame entre les cadres issus de l'administration, les ingénieurs venus du secteur privé et les universitaires a créé un « esprit maison » caractérisé à la fois par le sens du service public et celui de l'innovation. Mais ses moyens intellectuels et techniques, et surtout sa position de monopole dans la région, n'ont-ils pas donné à la S.C.P. trop de puissance ?

Il n'empêche qu'au sein de la société la « politique politicienne » s'est étendue pendant vingt ans devant l'intérêt général. « Il y a eu une entente générale autour du problème de l'eau ». Une conjonction heureuse des besoins agricoles, urbains et industriels s'est fait jour (s'ils avaient été exclusivement agricoles, le projet n'aurait jamais été réalisé). Mais le canal de Provence, malgré son envergure, est aujourd'hui un ouvrage de « durée finie ». Sa saturation interviendra aux environs de l'an 2010. Il détiendra alors environ 700 millions de mètres cubes d'eau, c'est-à-dire la sensibilité le volume du barrage de Sainte-Croix-du-Verdon, mis en eau il y a deux ans, contre 100 millions actuellement.

Après ? Les techniciens de la société, pour être dignes de leur réputation, auront sans doute appris à domestiquer l'énergie solaire pour dessaler l'eau de mer.

GUY PORTE.

Force ouvrière : Fos doit être aussi un port

S'IL nous fallait à la C.G.T.-F.O. un mot d'ordre Fos, nous dirions que c'est tout à la fois une déception et malgré tout encore un espoir.

Les caractéristiques principales de notre région, et ce bien avant la crise actuelle, sont : un des taux de chômage des plus élevés sinon le plus élevé ; un taux d'activité

relativement faible ; un secteur primaire réduit ; un secteur secondaire insuffisant ; un secteur tertiaire très développé.

« Lancement » de la zone industrielle de Fos a donc fait naître un grand espoir. Il était permis d'espérer grâce aux nouvelles industries un réajustement du secteur secondaire par rapport au tertiaire, une

solution partielle au problème de chômage. Fos, c'était 120 000 emplois, puis ce fut 100 000 et, en fin de compte 30 000 emplois. Après l'apogée, l'époque des déceptions, d'abord un grand nombre de ces nouveaux emplois créés ne furent pas destinés à de la main-d'œuvre locale. En effet dans la sidérurgie notamment plus des trois quarts des postes sont occupés par des travailleurs venant d'autres régions de France, en particulier de Lorraine.

Les travailleurs qui sont venus dans la sidérurgie, dans la chimie, ne sont pas arrivés seuls, mais avec leurs familles. Il a fallu procurer du travail aux épouses ; certains des enfants venus il y a quatre ou cinq ans sont maintenant des jeunes en âge de travailler, c'est-à-dire qu'ils grossissent les rangs des jeunes chômeurs autochtones. Qu'on nous comprenne bien, il n'est pas question pour nous de mettre en cause ces travailleurs dont nous sommes solidaires, qui sont nos camarades. Nous constatons simplement que Fos n'a pas permis une véritable utilisation de la main-d'œuvre locale, que le problème de l'emploi demeure entier et qu'il s'est même aggravé.

Toutefois, rien n'est perdu, il nous faut nous en rendre compte. Fos, il ne faut pas l'oublier, ce n'est pas seulement l'industrie lourde, c'est aussi un port. Un port dont les débouchés pour l'instant ne dépassent pas Lyon. C'est là que pour nous la liaison Rhin-Rhône prend toute sa valeur. Nous l'avons toujours dit, Fos ne peut avoir de signification que dans la mesure où il joue le rôle de charnière entre l'Europe du Nord, le Bassin méditerranéen et le Proche-Orient, surtout avec la réouverture du canal de Suez.

C'est peut-être un acte de foi, c'est surtout qu'il ne nous paraît pas possible de transformer valablement l'activité de notre région sans la désenclaver, sans l'ouvrir vers l'Europe, le seul Bassin méditerranéen ne permettant pas, à notre avis, d'atteindre cet objectif.

Nous savons que certains aujourd'hui condamnent ce projet en raison de son coût. C'est vrai, il est cher, mais alors pourquoi avoir entrepris l'aménagement du Rhône ? Une voie de navigation qui finit en cul-de-sac, cela n'a pas de sens. Et puis, à une époque où l'on commence à se pencher sérieusement sur les problèmes d'énergie, la voie d'eau pour bien des produits ne demeure-t-elle pas la plus économique en consommation d'énergie ?

MARC BORGNA,
Secrétaire général de l'Union départementale Force ouvrière des Bouches-du-Rhône.

C. G. C. : un contre-poids indispensable

Le programme d'action prioritaire (P.A.P.) sur Rhin-Rhône est très en retard.

Les tracés Saône-Rhin et Rhône-Fos sont contestés par les écologistes d'une part et certaines municipalités (Port-Saint-Louis-du-Rhône) d'autre part.

Ces oppositions devraient être surmontées par des échanges objectifs et des modifications éventuelles proposées.

Les grandes réalisations autoroutières, ferroviaires et hydrauliques ont toujours provoqué des réactions, qui, le plus souvent, après achèvement, sont tombées d'elles-mêmes.

D'autres oppositions n'ont encore pas désarmé, ce sont celles de ceux qui estiment le projet non rentable — d'un taux inférieur à 10 %. C'est un vote qui par le petit bout de la lorrette.

Elle apporte une diminution du coût des frets, donc assure à nos entreprises productives une compétitivité accrue dans le marché international, que le canal ouvrira largement. Elle sera un facteur décisif du renouveau indispensable de la batellerie française.

C'est méconnaître encore que la liaison Irigueur l'économie de six régions, qu'elle constituera pour les zones riveraines un atout supplémentaire, contribuant à équilibrer les flux migratoires de population en réduisant l'attraction exercée par les grandes métropoles et les complexes maritimes.

Surtout la voie d'eau à grand gabarit peut assurer les transports des pièces et ensembles lourds montés en usine. Ne pas la réaliser ne peut qu'avoir pour effet d'accroître les concentrations industrielles lourdes sur les façades maritimes.

Contrairement à l'idée répandue dans le grand public, il ne s'agit

LES HAUTES-ALPES

Il est bien établi que chacun de nous reste attaché au pays qui l'a vu grandir. On le voit d'ailleurs toujours avec un grand plaisir, mais quand on sait la passion avec laquelle les Haut-Alpins, exilés par les exigences de la vie, désirent revenir chez eux, il y a de quoi surprendre celui qui ne connaît pas notre département.

Il en est de même des visiteurs avertis, des touristes et des hivernants qui, après l'avoir connu, s'en éprennent et y reviennent. C'est sans doute que notre pays présente des qualités et un charme particuliers. Effectivement, les Hautes-Alpes doivent surtout leur originalité à leur climat et à la variété de leur sol. Elles se présentent comme un ensemble de terres encore provençales sur un fond de massif alpin avec toutes les diversités des vallées qui le pénètrent profondément. Terre d'accueil, ce vieux pays au relief difficile, sur lequel des générations ont peiné, s'engage maintenant fortement vers l'avenir. Pour ceux qui ont mission de le guider, le premier effort sera de lui assurer, en même temps que son équipement, tous les moyens de communication et de transport lui permettant de s'ouvrir largement vers l'Europe.

Certes, équiper notre pays alpin, c'est placer bien souvent le Conseil Général devant des décisions difficiles. J'ai, pour ma part, souvent réfléchi aux conseils des sages qui s'expriment encore dans la langue de nos anciens et qui nous avertissent des dangers qu'il y aurait à mettre les richesses naturelles de notre pays gisant entre les mains d'investisseurs étrangers ou, plus simplement, de laisser s'enrichir sur la terre que les nôtres ont toujours protégée et cultivée, des gens venus d'ailleurs et emportant ailleurs de substantiels bénéfices.

Soyons « terre d'accueil » puisque notre climat exceptionnel, l'altitude variée de nos vallées, nos sites, nous font un devoir d'en faire profiter ceux qui doivent obligatoirement s'échapper d'une vie en collectivité urbaine trop dense.

Mais que l'on sache que même si la gestion de notre département reste difficile en raison de ses besoins, nous ne sommes décidés ni à le vendre, ni même, pour gagner du temps, à le brader. Nous voulons, certes, son expansion pour le plus grand bien de ses habitants, mais nous voulons aussi le protéger contre un phénomène d'équipement mal ordonné, que je qualifierai d'envahissement sauvage.

Je le répète : les visiteurs qui ont découvert les Hautes-Alpes y sont toujours revenus. Ils feront connaissance avec torrents et cours d'eau qui invitent à la pêche, alors que les premières stations d'hiver des Alpes du Sud où ils auront la chance et l'assurance d'être au rendez-vous du soleil et de la neige ;

— les résidences climatiques d'altitude moyenne recherchées pour le calme si nécessaire au repos et pour la douceur du climat indispensable à la convalescence.

Ils feront connaissance avec torrents et cours d'eau qui invitent à la pêche, alors que les premières stations d'hiver des Alpes du Sud où ils auront la chance et l'assurance d'être au rendez-vous du soleil et de la neige ;

— les résidences climatiques d'altitude moyenne recherchées pour le calme si nécessaire au repos et pour la douceur du climat indispensable à la convalescence.

De plus, elles se situent au carrefour des routes qui, du nord, conduisent à la côte méditerranéenne et qui, dans une dimension nouvelle, doivent relier, dans de bonnes conditions, deux régions économiquement voisines : Marseille et le delta du Rhône, avec Turin et la grande zone industrielle de l'Italie du Nord.

Ainsi, l'œuvre sur laquelle nous nous sommes déjà fortement penchés et qui se poursuivra demain a-t-elle un double but : celui d'offrir au voyageur qui veut bien s'arrêter chez nous un havre de tranquillité et de vacances au pied même de nos champs de neige et aussi celui de placer notre département comme le trait d'union économique, artisanal et industriel entre deux régions pour lesquelles les Alpes ne seront plus une barrière.

Un problème reste cependant notre préoccupation majeure : celui de permettre à nos jeunes générations de trouver chez nous un emploi afin de pouvoir s'y installer et y faire vivre une famille. Tenter d'amener chez nous une industrie plus ou moins polluante serait une erreur, mais essayer d'attirer une industrie légère, de véritables ateliers déconcentrés des zones industrielles voisines, serait pour nous le moyen le plus sûr de remédier à la fois au chômage local et à l'évasion catastrophique de nos jeunes, obligés d'aller chercher ailleurs un emploi.

Emile DIDIER,

Sénateur des Hautes-Alpes, Président du Conseil Général, Membre du Parlement Européen.

MARSEILLE

EQUIPEMENT ET QUALITE DE LA VIE

La ville de Marseille est en train de se transformer. Elle va devenir une ville moderne, une ville qui offre à ses habitants une qualité de vie. Elle va devenir une ville qui offre à ses habitants une qualité de vie. Elle va devenir une ville qui offre à ses habitants une qualité de vie.

LES TRANSPORTS / ÇA VA CHANGER

Les transports à Marseille : ça change. Les transports à Marseille : ça change. Les transports à Marseille : ça change.

Les transports à Marseille : ça change. Les transports à Marseille : ça change. Les transports à Marseille : ça change.

La liberté de se déplacer

En accordant une véritable priorité aux transports en commun, la municipalité Gaston Defferre a voulu rendre à tous les Marseillais

PLUS DE POLLUTION AVEC DES BUS FONCTIONNANT AU GAZ

La ville de Marseille envisage d'alimenter le plus rapidement possible les véhicules municipaux, ainsi que les autobus de la RATM avec du gaz de pétrole liquéfié.

Un bilan qu'il fallait dresser

Les deux principales objections apportées au réseau de surface concernaient l'incertitude de la durée de l'attente (durée extrêmement variable pendant les heures de pointe) et le prix demandé comparativement au service rendu.

L'attente du véhicule faisant partie intégrante du temps de transport, il fallait prévoir une heure en période de fort trafic (notamment le soir, entre 17 et 19 heures) pour un parcours de 5 kilomètres. Dans cette tranche horaire, la vitesse commerciale des bus dans le centre-ville était toujours inférieure à 10 km/h.

En ce qui concerne la tarification, les simplifications apportées à l'ancien système ne sont pas apparues suffisantes. L'usager avait un sentiment d'injustice qui aggravait son dépit né de la lenteur, voire de l'incertitude du déplacement. Cependant les usagers marseillais ne condamnaient pas en bloc les transports en commun. Ils regret-

taient simplement leur mauvais fonctionnement ajoutant qu'une vitesse commerciale sensiblement plus élevée, des horaires plus fiables et une tarification unique, ils répondraient beaucoup mieux à leur attente.

En somme, à travers les souhaits qu'ils expriment, ils exigent le profit du métro.

مكتبة الأمل

(PUBLICITÉ)

MARSEILLE: UNE VILLE BLEUE ET VERTE

EQUIPEMENT ET QUALITE DE LA VIE

Quand on arrive des pays du nord par l'autoroute qui vient de Lyon, on saute en plein ciel par une large passerelle et l'espace d'un virage, on embrasse d'un coup d'œil les ports, la rade et la mer, les îles, la colline de Notre-Dame de la Garde, toute la ville. Joli spectacle dans la lumière bleue de la Méditerranée. Envoi symbolique. Autrefois, sous le viaduc, on se traînait à ras de terre dans les embouteillages du quartier d'Arenic. Les Marseillais se sont habitués à voir changer leur ville, à fréquenter les chantiers, à contourner les palissades derrière lesquelles se creusait et se construisait depuis 25 ans, la nouvelle Marseille. La ville a connu un développement considérable. Entre 1946 et 1975, la population et le parc automobile ont augmenté d'une bonne moitié. Les 600.000 habitants de l'après-guerre se sont retrouvés 912.000 aujourd'hui. La réalité de

Marseille était cette croissance continue. Le réalisme était d'y faire face, avec cette difficulté particulière qu'entre 1930 à 1953, 80 pour cent du budget municipal avaient été consacrés au seul fonctionnement. Le retard était hors de mesure. En 1953, la première municipalité Gaston Defferre s'installe, avec une priorité pour les équipements. Elle y consacra 50 % de son budget, tout en le gardant en équilibre.

Après 25 ans de travail, un labour de terrassement, pour de grandes superstructures lourdes indispensables, en grande partie accomplies désormais, on est passé à l'étape suivante aux installations légères de mise en valeur. Aux exigences des nécessités de la vie s'était substituée celle de la qualité de la vie. La politique municipale d'équipement a fait place à une politique d'équilibre. Après en avoir disposé le cadre, il fallait rendre à la vie urbaine son harmonie.

Quand les Marseillais se sont aperçus que Marseille changeait aussi de cette façon-là, le tournant était déjà pris par la Municipalité avec ce qui fut appelé « un grand programme de petits travaux », dans les perspectives concrètes dans le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) et le Plan d'occupation des sols (POS). Notions familières à Marseille qui fut la première ville en France à faire approuver un plan d'aménagement en... 1933 et un plan d'urbanisme directeur en 1959.

Cette fois, il s'agissait moins

de dessiner une ville nouvelle qu'un nouveau paysage urbain, « une ville jeune, verte et humaine ». Le SDAU concernait cinq communes voisines, un million d'habitants, 34.000 hectares d'une aire socio-géographique à situer à l'horizon de l'an 2000. Le premier objectif fut de sauver l'espace disponible qu'il fallait protéger contre les pressions de toutes sortes pour conserver aux Marseillais de la campagne, de l'air et des arbres. 16.000 hectares dans le SDAU, 9.000 dans le Pos, 38 pour cent de la superficie, sont devenus zone de grande nature, non constructible et le reboisement s'y trouve déjà entrepris. Il s'agit du cirque de collines où s'inscrit la ville de

les jardins, un tiers pour la voirie, un tiers pour les équipements. Mais pour organiser ces équipements, une idée gouvernementale était indispensable. Elle vint de l'esprit marseillais lui-même qui se reconnaît et s'attache dans son quartier. La ville devait s'appuyer sur plusieurs centres péri-urbains dont le premier, à Bonneveine, dans les quartiers sud, est au début de sa réalisation, et sur une multitude de centres de quartier où seraient décentralisés tout ce que l'on pourrait d'équipements administratifs, socio-culturels, sportifs. C'est pourquoi on a vu s'ouvrir partout foyers, crèches, mairies annexes, stades, piscines, maisons de jeunes.

En octobre 1977 était inauguré le Centre Bourse, 40.000 mètres carrés de galeries marchandes, un musée d'histoire de la ville, le fameux jardin des vestiges grecs et 1.900 places de parking partant sur l'avenir, immédiatement gagnés.

Il fallait que le centre-ville et sa clientèle sautent le pas de La Canebière pour équilibrer l'activité sans diminuer celle du centre classique. C'est fait. L'« hypercentre » commence à s'étaler vers le nord et les grands aménagements qui vont le prolonger en direction de la Butte des Carmes, quartier vétuste rajouté pour offrir 750 logements sociaux et 22.000 mètres carrés de petits bureaux et de petits commerces, et en direction du quartier Sainte-Barbe, montée architecturale vers la Porte d'Aix, le futur auditorium et le Centre méditerranéen du commerce international. Et pendant que le centre de Marseille est appelé à une rénovation extensive, des études mettent au point la réhabilitation de tout le périmètre du Vieux-Port afin que la ville garde son âme.

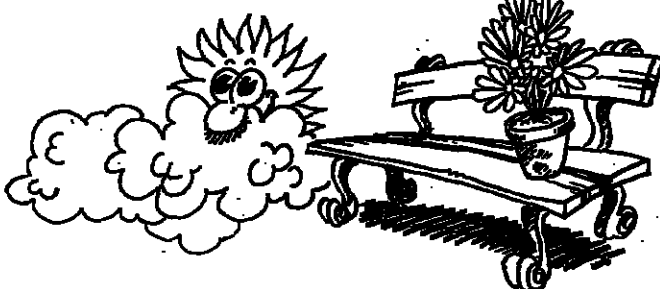
Le Pos ne se limite pas à ces options. Il a pris en compte celle de l'emploi, en particulier dans

le secteur secondaire d'ordinaire repoussé hors des villes où le tertiaire domine. 700 hectares sont réservés à des usages industriels parce que l'équilibre d'une cité tient également à son taux d'activité et aux facilités qu'elle offre à ses travailleurs.

Il a pris en charge des options précises et intrinsèques en faveur des espaces verts et de la lutte contre les pollutions.

Il a également pris les dimensions d'une véritable lutte contre la ségrégation sociale. Marseille a des quartiers pittoresques mais les maisons sont souvent anciennes, inconfortables, habitées par des occupants modestes, de trop faible rapport pour être bien entretenues. Cette particularité favorise les classifications sociales et nuit aux mouvements de la population. La Municipalité a voulu sortir de ce cercle vicieux. Aucune harmonie n'est possible sans une remise en valeur de l'habitat. 80.000 logements sont concernés par les plans de rénovation, dans des quartiers très populaires.

Ce n'est déjà plus la nouvelle Marseille mais Marseille moderne qui apparaît dès maintenant dans ces transformations sans nombre.



Marseille, destinées à devenir des forêts pour marcher. Il fallait ensuite oxygéner, rajouter, embellir le tissu urbain. Tâche délicate dans une cité méditerranéenne à la trame dense et serrée. Pour l'aérer, la ville a prévu cent mètres carrés d'espaces publics par logement, dont un tiers pour

Il restait à intégrer à cette évolution l'« hypercentre », le cœur ancien de la ville, centre traditionnel, demeuré à l'écart dans quelques rues, d'un seul côté de La Canebière, surchargé de commerces, envahi de bureaux, en voie comme ailleurs, de dépeuplement et de dégradation. Le sursaut fut de taille.

QUALITE DE LA VIE POLLUTIONS

En un premier temps, il a d'abord fallu assainir la ville, ce qui a demandé 420 kilomètres d'égouts construits en 20 ans pour desservir les populations nouvelles. Un second collecteur s'est montré nécessaire. Vaste comme un tunnel de métro, il est long de 8.000 mètres. Ce collecteur était destiné à deux fonctions : recevoir les effluents urbains, mais aussi les eaux de l'Huveaune, rivière venue de la Sainte-Baume et transformée en véritable égout par les communes et les usines riveraines. C'était l'Huveaune, beaucoup plus que le premier grand collecteur, qui polluit

pour obtenir, récemment, 15 millions de francs, somme nécessaire au démarrage des études dont le programme vient d'être lancé par le Conseil municipal, le 10 octobre 1977. Ce programme débute par l'aménagement d'une station-pilote destinée à l'examen des choix techniques. Les travaux commenceront, enfin, en 1978.

La ville n'a pas que ce problème. Elle doit collecter et évacuer 350.000 tonnes par an d'ordures ménagères.

Des essais concluants ont permis de les utiliser à la reforestation des massifs qui entourent la ville ou 180.000 arbres ont été plantés en cinq ans.

LE MONDE QUALITE DE LA VIE ESPACES VERTS

Il serait difficile de prendre Marseille pour une ville terne et dénuée. Rares sont les endroits sans verdure. A la fin du mois de novembre, M. Gaston Defferre lancera la seconde grande campagne intitulée « la vie en vert », qui a permis, l'année dernière, à des dizaines de milliers de Marseillais, d'apprendre auprès des « conseillers verts », l'art de planter un arbre ou de fleurir un balcon.

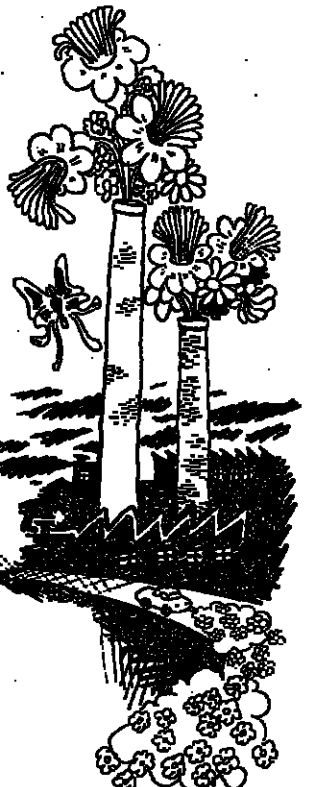
Ce n'est qu'un aspect de l'immense effort entrepris par la ville pour rendre aux Marseillais les espaces verts qu'ils se plaignaient d'avoir perdus. En 1953, on comptait à peine un mètre carré de verdure par habitant, 150 jardins représentant 130 hectares. En 1977, 677 jardins totalisant plus de 1.000 hectares, sont ouverts au public, sans parler de 550 jardins d'écoles, un par école. Cette priorité donnée aux espaces verts s'est traduite dans l'un des objectifs du POS : offrir à brève échéance 10 mètres carrés de jardins et 25 mètres carrés de forêts à chaque marseillais.

Et c'est un fait qu'on voit se multiplier en ville, parcs, jardins massifs, arbres et arbustes.

Marseille, ville grise ? Allons donc !

Elle a créé un Conseil de l'environnement en mai 1976, avant Paris. Elle prépare un code de l'arbre urbain. Son service municipal des espaces verts se livre à des recherches de pointe. C'est lui qui a découvert l'origine et le traitement de la maladie qui a détruit 2.000 platanes centenaires des rues. Elle a planté 100.000 arbres en ville en cinq ans. Elle a consacré 15 millions de francs en deux ans à la réhabilitation verte des grands ensembles. Elle a déjà réservé mille hectares de plus pour ses prochains jardins. Et elle n'arrache pas un arbre sans le consentement direct du maire.

La protection de la nature à Marseille est une institution.



la rade de Marseille. Il était à peine imaginable d'entreprendre une station d'épuration capable de dépolluer à la fois les égouts et l'Huveaune.

Malheureusement, la Ville de Marseille n'a aucun pouvoir de police sur les eaux. Elle n'en a pas moins longtemps lutté, parfois avec véhémence, pour obtenir l'épuration de l'Huveaune. C'est désormais chose presque faite.

Encore fallait-il installer une station d'épuration que la situation de Marseille imposait d'établir sous terre et à laquelle un débit de 500.000 mètres cubes par jour donnait les proportions d'une cathédrale souterraine. Coût : 40 milliards de centimes. Les Marseillais ne pouvaient supporter cette dépense sans l'aide de l'Etat qui se fit longuement attendre. Il fallut des années de démarches

LES TRANSPORTS A MARSEILLE: ÇA VA CHANGER

Les transports à Marseille : ça va changer !

Ce slogan dont la diffusion coïncide avec l'entrée en service du métro, résume à la fois l'action qui vient d'être mise en œuvre au cours des dernières années et celle qui va suivre, notamment dans les douze mois de 1978.

Car il est bien évident que ce n'est pas par un coup de baguette magique que l'on peut prétendre améliorer sensiblement une situation qui s'est installée progressivement dans une ville dont l'urbanisation s'est développée semi-circulairement au cours des siècles autour d'un centre vieux de plus de 2.000 ans. Pour changer quelque chose, le métro était le moyen majeur. La clé de l'aménagement. Il était temps qu'il arrive !

Malgré de multiples améliorations apportées à l'actuelle desserte de surface, en particulier la création de couloirs réservés, il était clair depuis des années que les transports en commun traditionnels ne pouvaient surmonter les contraintes imposées par le site particulier de Marseille et la dimension de son réseau viarie. Conséquence directe du peu d'efficacité, les autobus étaient de plus en plus délaissés par les usagers.

Un bilan qu'il fallait dresser

Les deux principales objections apportées au réseau de surface concernaient l'incertitude de la durée de l'attente (durée extrêmement variable pendant les heures de pointe) et le prix demandé comparativement au service rendu.

L'attente du véhicule faisant partie intégrante du temps de transport, il fallait prévoir une heure en période de fort trafic (notamment le soir, entre 17 et 19 heures) pour un parcours de 5 kilomètres. Dans cette tranche horaire, la vitesse commerciale des bus dans le centre-ville était toujours inférieure à 10 km/h.

En ce qui concerne la tarification, les simplifications apportées à l'ancien système ne sont pas apparues suffisantes. L'usager avait un sentiment d'injustice qui aggravait son dépit né de la lenteur, voire de l'inconfort du déplacement. Cependant, les usagers marseillais ne condamnaient pas en bloc les transports en commun. Ils regret-

taient simplement leur mauvais fonctionnement ajoutant qu'avec une vitesse commerciale sensiblement plus élevée, des horaires plus fiables et une tarification unique, ils répondraient beaucoup mieux à leur attente.

En somme, à travers les souhaits qu'ils exprimaient, ils esquissaient le profil du métro.

La liberté de se déplacer

En accordant une véritable priorité aux transports en commun, la municipalité Gaston Defferre a voulu rendre à tous les Marseillais

Seule, une action globale comme celle qui a été mise en œuvre à Marseille, peut apporter une réponse. Après des années d'études, de projets, de travaux (le temps de comprendre et le temps d'agir), une nouvelle réalité apparaît avec l'avènement du métro et la réforme complète de la tarification.

Une autre se dessine avec la préparation d'un nouveau plan de circulation appelé à rendre la ville plus humaine.

Le centre est à la limite de l'asphyxie. Les véhicules en stationnement y occupent sept cent cinquante hectares. Y accéder est toujours plus difficile. Y vivre, une

PLUS DE POLLUTION AVEC DES BUS FONCTIONNANT AU GAZ

La ville de Marseille envisage d'augmenter le plus rapidement possible les véhicules municipaux, ainsi que les autobus de la RATVM avec du gaz de pétrole liquéfié.

Cette solution technique présenterait le double avantage d'un prix de revient inférieur et, surtout, d'une pollution par les gaz d'échappement réduite de 80 pour cent par rapport aux véhicules moteurs diesel. Une partie de ces gaz produits dans les raffineries est, aujourd'hui, brûlée sur place faute de débouchés commerciaux suffisants.

La ville de Marseille se déclare prête à équiper ses véhicules. Il reste à l'Etat à lui donner le feu vert. S'il le faisait, il accrédiaterait ses déclarations tendant à donner la priorité aux transports en commun.

la liberté de se déplacer dans tous les points de la ville pour le travail ou les loisirs.

Quarante pour cent des ménages, en effet, ne disposent pas de voiture particulière et sont pénalisés par rapport aux autres : ils se déplacent moins.

Ce droit fondamental pour chaque citoyen suppose des moyens de transport rapides, sûrs, confortables, économiques, disponibles. Cette liberté a aussi ses limites : engorgement, bruit, pollution, nuisances.

difficulté croissante. Sauvegarder le centre ne peut résulter que d'une double action : améliorer les transports collectifs, réduire l'usage des véhicules privés. Le premier volet est largement mis en œuvre, le second ne saurait tarder.

Il faut que le piéton redécouvre le vrai goût de la ville en même temps que les espaces nécessaires à sa sécurité et à son confort.

Aujourd'hui, 40 % des véhicules stationnés dans le centre sont en situation irrégulière. Autant qui y circulent, ne font que le traverser.

(PUBLICITE)

LES ALPES DE HAUTE PROVENCE

SEMAINE AVEC PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

immobilier : la foire

Il ne faut pas se laisser impressionner par les chiffres. Le département des Alpes de Haute-Provence est une région de grande diversité. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs.

Il ne faut pas se laisser impressionner par les chiffres. Le département des Alpes de Haute-Provence est une région de grande diversité. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs.

Il ne faut pas se laisser impressionner par les chiffres. Le département des Alpes de Haute-Provence est une région de grande diversité. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs.

Quand les plans sortent il est déjà trop tard

Les enjeux sont de taille. Si le département des Alpes de Haute-Provence est une région de grande diversité, il est aussi une région de grande complexité. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs.

Les enjeux sont de taille. Si le département des Alpes de Haute-Provence est une région de grande diversité, il est aussi une région de grande complexité. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs. Il y a eu des succès, mais aussi des échecs.

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE VAUCHEUSE

Trois mille six cents kilomètres carrés, 390 000 habitants, bordés par 314 kilomètres de frontières avec l'incertitude de la Vaucluse. Pour parfaire ce tableau somptueux, ajoutez la Vaucluse.

Trois mille six cents kilomètres carrés, 390 000 habitants, bordés par 314 kilomètres de frontières avec l'incertitude de la Vaucluse. Pour parfaire ce tableau somptueux, ajoutez la Vaucluse.

Trois mille six cents kilomètres carrés, 390 000 habitants, bordés par 314 kilomètres de frontières avec l'incertitude de la Vaucluse. Pour parfaire ce tableau somptueux, ajoutez la Vaucluse.

Le soutien apporté aux communes

Le plan administratif, le Vaucluse peut se traduire en chiffres : 24 cantons, trois arrondissements administratifs et trois arrondissements électoraux. Ce sont donc vingt-quatre conseillers généraux qui sont élus par les électeurs du département.

Le plan administratif, le Vaucluse peut se traduire en chiffres : 24 cantons, trois arrondissements administratifs et trois arrondissements électoraux. Ce sont donc vingt-quatre conseillers généraux qui sont élus par les électeurs du département.

UNE AGRICULTURE ARTISANALE DE RENOM

Situé entre la zone littorale urbanisée et la haute montagne, l'espace rural des Alpes de Haute-Provence est immense. La nature des sols, leur configuration très diverse, ont délimité des zones à vocations différentes. Les plaines de la Durance et de la Bléonne accueillent un verger de 3 000 ha qui produit essentiellement des pommes (34 000 tonnes) et des poires (7 700 tonnes). Peu de cultures maraîchères, mais des céréales (87 000 tonnes sur 32 000 ha) et du fourrage (19 700 ha) sur les collinettes. Les plateaux caillouteux et calcaires sont le royaume de la lavande (8 900 ha).

Au-dessus, c'est l'herbage qui couvre 207 000 ha (30 % du département) et nourrit un troupeau important : 13 000 bovins, 302 000 moutons, près de 10 000 chèvres. La viande représente d'ailleurs 30 % de la production agricole avec une valeur de 105 millions de francs hors taxes pour 8 000 tonnes.

Le lait, avec 79 millions de litres, ne représente cependant que 3,5 % de la production agricole. Si l'on regarde la composition de la valeur de la production agricole, on constate que l'agriculture du département est assez diversifiée : viande 30 %, céréales 20 %, légumes 12 %, fruits 12 %, lait 3,5 %, œufs 3,5 %.

Il n'en demeure pas moins que la forêt couvre plus du tiers du territoire d'un département fait de grands espaces ruraux encore vierges. Artisanale, l'agriculture de Haute-Provence se pare d'un label de qualité qui fait que ses produits sont appréciés et recherchés bien au-delà des limites de la Région.

Les agneaux des Préalpes et le miel de lavande - pour ne citer que ces deux exemples - illustrent parfaitement cette affirmation.

1000 F POUR INVESTIR

Les petites communes peuvent-elles entreprendre quelque chose si elles ne reçoivent pas une aide extérieure ? La réponse est, bien entendu, négative. Prenons, comme exemple, le budget 1977 d'une commune de 70 habitants dont nous tirons le nom.

RECETTES	
Centimes	12 000
Taxes salariales	29 000
Revenus domaniaux	15 000
Redevances	6 000
Subventions diverses	2 000
Total	69 000

Soit à peu près 1 000 F par habitant.

Côté dépenses, la commune a des frais de personnel (21 000 F), de chauffage (1 800 F), d'entretien des bâtiments (18 000 F), de participation pour l'aide sociale et la lutte contre l'incendie (3 300 F), elle doit également verser les intérêts de ses emprunts (6 000 F). Bref, une fois déduites ses dépenses de fonctionnement, il lui reste pour la section Equipement : le remboursement du capital des emprunts (14 400 F) et 1 000 F pour acheter du matériel. Qui ? Il ne reste que 1 000 F pour investir. C'est un exemple. Mais près de 80 % des communes sont dans une situation très voisine puisqu'elles comptent moins de 500 habitants. La modicité des ressources de ces communes a amené le département à apporter un concours financier important. Il le fait sous 2 formes :

- Des subventions pour l'alimentation en eau, les réseaux d'assainissement, les stations d'épuration, la voirie communale.
- Des prêts pour les petits équipements. Chaque commune peut emprunter chaque année une somme de 50 000 F. Un plafond modeste mais qui, bien souvent, est presque égal aux ressources de la commune. Chaque année, une cinquantaine de demandes sont enregistrées.

Telle est la situation de nos collectivités locales, et les finances départementales ne peuvent suffire à leurs besoins. Aussi faut-il, si l'on veut éviter la déstructuration économique et sociale, donner d'urgence les moyens financiers permettant l'application du programme d'actions prioritaires dressé avec le concours des Elus, des Responsables sociaux professionnels, de l'Administration et des Fonctionnaires de l'O.R.E.A.M. C'est un S.O.S qui est lancé, souhaitons qu'il soit entendu !

LE SKI EN PLEIN SOLEIL

Le domaine skiable des Alpes de Haute-Provence est déjà célèbre, mais on peut être certain que son exploitation ne se limitera pas aux 12 stations qui sont en service et offrent 61 remontées mécaniques. Une soixantaine de sommets culminant à plus de 3 000 mètres laissent entrevoir des perspectives d'extension. Les stations des Alpes du Sud - outre des pistes de toute difficulté - ont un avantage indéniable : l'ensoleillement. L'aménagement harmonieux des équipements de loisirs hivernaux peut avoir un effet salutaire sur l'économie de zones où l'agriculture traditionnelle a besoin d'une activité complémentaire. C'est pour contrôler cette expansion que les communes, aidées par le Département, prennent une part de plus en plus grande dans le développement des stations.

Un département de rêve pour le séjour et la détente, vaste, calme, ensoleillé.

En devenant officiellement - voici 7 ans - les Alpes de Haute-Provence, notre Département a pris le nom que son histoire et sa configuration géographique lui destinaient depuis longtemps. Alpes ? 6 combien, avec plus de 60 sommets au-dessus de 3 000 mètres ; avec un domaine skiable confirmé, célèbre et toujours ensoleillé. Haute-Provence ? C'est indéniable, tant l'histoire de ce terroir est liée à celle de la Provence, depuis que Forcalquier devint la capitale de Raymond Béranger, Comte de Provence. A prononcer son nom, on imagine déjà de vastes étendues calmes, sereines, baignées de soleil, où l'on prend encore le temps de vivre. Pour vivre heureux, dit la maxime, vivons cachés. C'est un peu cela que nous faisons.

La géographie a voulu que nous soyons abrités contre la montagne sur un promontoire qui délimite la Durance. De cette position, nous dominons la tumulte qui règne sur la « côte » et tout au long du Rhône. A l'écart des grandes secousses de l'histoire, nous sommes aussi demeurés à l'écart de la révolution industrielle. Notre terre est dure à travailler, mais nous nous y étions habitués. Nos chemins faisaient trop de détours pour autoriser la vitesse. Notre terroir est trop bosselé pour implanter des usines auprès de gisements que nous n'avons pas. Notre vocation, c'était la terre et l'élevage, pas l'industrie. Et nous sommes restés à l'écart enclavés entre notre montagne et notre rivière. Notre inaccessibilité portait en elle ce qui fait aujourd'hui notre force et notre faiblesse. Car nous sommes tout à la fois pauvres et riches. Oui, nous sommes immensément riches en espace. Nous sommes le plus vaste des 6 départements de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Riches en espace non pollué puisque l'urbanisation a grignoté moins de 7 % de notre territoire. Riches, nous le sommes aussi par notre climat, notre soleil, nos sources. Riches, enfin, nous le sommes devenus grâce à l'électricité qui produit notre eau et que nous exportons. Dans le même temps, nous sommes pauvres. Pauvres en moyens de communications modernes. L'autoroute du Val de Durance se fait attendre, le train qui nous relie à la Côte d'Azur est menacé et nous coûte très cher. La télévision, elle-même, a du mal à parvenir dans toutes nos bourgades. Notre agriculture est artisanale, nos terres trop bosselées ne se prêtent pas aux méthodes intensives des pays plats. Nous sommes peu nombreux, direz-vous : à peine 16 au km². Face aux concentrations urbaines inhumaines, nous pensons que c'est plutôt un signe de richesse. Alors que les citadins rêvent de campagne, de calme, de solitude, c'est un bien précieux. Aujourd'hui, notre département, avec son espace vierge, son air pur, son eau claire, vous intéresse comme il va intéresser les industriels. Nos richesses nous sommes prêts à les partager avec tous ceux qui acceptent d'en profiter sans les saccager parce que nous y tenons. Des vacanciers, nous pouvons en accueillir beaucoup comme nous accueillons déjà beaucoup de colonies de vacances. Il peut, il doit y avoir, de la place et de l'air pur pour tout le monde. Des industriels, nous pouvons en accueillir pas mal et, d'abord, dans le Val de Durance qui leur offre les communications dont ils ont besoin. Notre département est l'un des rares qui puissent recevoir encore beaucoup de gens sans qu'ils soient les uns sur les autres. Si c'est cela que vous cherchez, venez le trouver ici, sous le ciel le plus pur d'Europe, le ciel de Haute-Provence. Nous vous attendons.

COMMUNIQUER, MEME L'HIVER

Le 1er Janvier 1973, l'Etat a fait cadeau au Département de 760 kms de route, portant ainsi à 2 410 kms le réseau à 7 km de la Consé Générale. Du fait du climat et de la géographie, une bonne partie de cette voirie nécessite un entretien particulier : il faut inlassablement saler, sabler et déneiger pour que les communications soient possibles, pour qu'aucun village ne soit isolé du monde. Les skieurs, bien sûr, profitent de cette action, mais surtout les habitants. Ces opérations sont bien effectuées par les Ponts et Chaussées dont le parc de matériel est pourvu conjointement par l'Etat et le Département. Ce que l'on sait peut-être moins c'est que cette administration agit comme une entreprise. Elle facture au Conseil Général les opérations effectuées sur les routes départementales. Et cela coûte, bon an, mal an, 1 million au Département. Skieurs, lorsque vous roulez sur des routes dégagées... pensez-y !

TOURISME ET ACCUEIL

Si le Tourisme d'Hiver est prioritaire, il est intéressant de noter le développement de celui d'été. Grâce aux initiatives des collectivités locales et privées, le Département accueille des milliers d'étévillégiés, en hôtels, en campings nombreux et excellents, en meublés et en résidences secondaires. Apport incontestable dans l'économie mais entraînant pour les collectivités locales des problèmes nombreux pour ceux qui doivent être les maîtres du pays. L'accueil social et éducatif, sous toutes ses formes, doit être développé :

- Colonies de vacances, classes de neige, classes vertes
- Pavillons légers pour le tourisme d'été
- Etablissements spécialisés pour les handicapés enfants et adultes, etc...

UNE RICHESSE D'AVENIR : LE THERMALISME

La montagne ne fournit pas seulement un magnifique domaine skiable. Elle fait, également, jaillir des sources aussi diverses que curatives. Des sources que les Romains utilisaient déjà aussi bien à Digne qu'à Gréoux. A Gréoux, c'est une eau très spéciale qui jaillit au rythme de 3 millions de litres par jour à la température de 36,5 degrés. D'une composition très complexe, elle est recommandée en rhumatologie et soigne les voies respiratoires. Les thermes municipaux de Digne sont, pour leur part, alimentés par 12 sources. 11 d'entre elles sont chaudes (350 000 litres par jour de 37 à 43 degrés), l'autre est tempérée (22 degrés avec un débit journalier de 3 millions de litres). A Digne, on peut soigner les rhumatismes l'arthrite, les affections rénales, gynécologiques, respiratoires ou dermatiques, l'hypertension. Si l'on ajoute qu'en venant se soigner dans les Alpes de Haute-Provence, on ajoutera au bienfait de sa cure du soleil et de l'air pur, on comprendra que ce tourisme sanitaire soit une richesse d'avenir pour le département.

TROIS RECORDS

Les Alpes de Haute-Provence détiennent plusieurs records. C'est à St-Michel que l'on trouve le ciel le plus pur d'Europe. C'est pourquoi on y a installé l'Observatoire Astronomique d'où l'on peut le mieux étudier les étoiles. Le Canon du Verdon est la plus importante faille du genre qui existe en Europe. Cette curiosité naturelle attire nombre de visiteurs et sportifs. La retenue de Serre-Ponçon est la plus vaste lac artificiel d'Europe. Ce plan d'eau de 9 000 hectares ouvre de vastes possibilités au tourisme et aux loisirs nautiques dans un site montagnard.

LA GEOGRAPHIE ET LA TELEVISION

Brancher son poste de télévision et recevoir l'une des 3 chaînes est un geste banal pour la grande majorité des Français. Ici, dans les Alpes de Haute-Provence c'est moins banal. La géographie n'est pas favorable à la propagation des ondes hertziennes. Pour arraser les innombrables zones d'ombre qui forment les vallées, il faut beaucoup de réémetteurs locaux que l'O.R.T.F. n'a pas pris à sa charge car ils desservent trop peu de téléspectateurs. Les communes ou syndicats de communes n'auraient pu les construire, au la faiblesse de leurs moyens. Là encore, c'est le Département qui a contribué au confort de ses habitants - ou de ses vacanciers - en aidant les communes à édifier 36 réémetteurs. Une autre formule est maintenant en vigueur : le Département fait construire directement les installations. Le programme en cours de réalisation comprend 15 réémetteurs, il a coûté 3 millions de francs pour la seule année 1976.

مكتبة من الأصل

Immobilier : la foire d'empoigne commence à trouver ses arbitres

A U début du siècle, les belles, nous dit-on, craignaient l'eau et même le soleil. Tout a changé en quelques dizaines d'années et chacun rêve, Français, mais aussi Allemands ou Hollandais, de voir la Méditerranée de sa fenêtre quelques semaines par an avant de venir attendre près d'elle, la mort, au soleil.

Depuis vingt ans, les prix les plus fous ont sans cesse été rattrapés par la norme, et ce n'est pas fini car la « crise », dure pour certains, en épargne d'autres qui se rassurent en mettant leur bien « au soleil ». Quand ils ne sont pas carrément du côté des bénéficiaires, comme les princes du pétrole.

Les agents immobiliers et les professionnels de la construction observent, un peu inquiets, certaines « pointes » et puis, ils s'habituent. Le dernier immeuble en chantier sur la Croisette à Cannes « cote » 20 000 à 25 000 F le mètre carré, record de France avec l'avenue Foch à Paris. On trouve dans les petites annonces une propriété au Cap d'Antibes — le club des milliardaires, ce qui se fait de mieux — pour 10 millions de francs : 23 700 mètres carrés les pieds dans l'eau, villa, piscine et pavillon pour les invités. Tout de même.

Les grandes propriétés luxueuses aux environs de Saint-Tropez se négocient couramment autour de 5 millions de francs, selon les spécialistes du service des domaines qui suivent attentivement le marché. Bien sûr, il s'agit du haut de gamme, des affaires exceptionnelles. Mais elles entraînent le reste du marché vers les sommets.

Saint-Raphaël, station relativement familiale de l'Est varois, va avoir « sa » croquette, trois fois moins chère que la vraie, avec des immeubles de sept étages en front de mer sur près d'un kilomètre de long, à 7 000 F le m².

Dans les Alpes-Maritimes la muraille de béton est sans faille. Dans le Var, où il y a plus de maisons que d'immenses les pieds dans l'eau, il reste quelques « fenêtres » que l'administration de l'équipement tente de

ver ou même de faire acheter par le conservatoire du littoral. « Les groupes financiers qui ont acheté de grandes propriétés ne savent plus quoi en faire, assure un promoteur. Il y a aussi des spéculateurs malheureux. »

Is se défendent encore pas mal si l'on en juge par les assauts que subissent les administrations et les élus et la difficulté qu'il y a à mettre au point certains plans d'occupation des sols. Autour du propriétaire du terrain, ce « rapace » qui garde ses terrains tant qu'on n'accepte pas son prix, ce « bandit », selon les promoteurs, d'où vient tout le mal, se joue un ballet désormais classique : promoteur en mal de terrain constructible, élu, tiraillé entre son désir d'aménager harmonieusement sa commune et son souci de ne mécontenter personne, fonctionnaire assailli de projets plus ou moins cohérents et cherchant à y mettre bon ordre, association de défense soucieuse de préserver les grands équilibres ou, dans certains cas, son environnement immédiat.

Quand les plans sortent il est déjà trop tard

Les enjeux sont de taille. Si le littoral lui-même fait moins parler de lui c'est que les places y sont chères, ou assez bien gardées. La bataille se joue dans l'arrière-pays immédiat, une bande de 10 à 15 kilomètres déjà très « embequée » dans les Alpes-Maritimes, encore très « attractive » dans le Var. Et aussi, plus loin de la côte, au bord des lacs, ou en pleine nature, là où les groupes financiers achètent, avant même que l'administration ait eu le temps de rédiger les documents d'urbanisme, des bois par centaines d'hectares et attendent. Pour voir.

Quand les POS sortent, il est déjà trop tard, estime M. Meyer-Helne, directeur de l'institut d'aménagement rural d'Als-

Provence et membre de l'Union régionale vie nature (U.R.V.N.) qui groupe deux cent quarante associations dans la région Provence-Côte d'Azur. Des intérêts puissants sont déjà en place et jouent leur rôle au moment de la mise au point des règlements d'urbanisme... Au risque de céder une partie de leur vaste domaine à la collectivité, ils finiront bien par tirer leur épingle du jeu.

Un exemple parmi d'autres : sur mille hectares de bois isolés aux environs de Vidauban, une société américaine a obtenu en mai 1977 le droit de construire trois mille maisons (au lieu de cinq mille demandées), trois cent cinquante chambres d'hôtel (au lieu de mille cinq cents), trois terrains de golf, des tennis, des piscines et des manèges, et éventuellement une retenue d'eau. Bien sûr, la densité de l'ensemble est très faible, l'Etat et la commune récupèrent gratuitement trois cent cinquante hectares de bois parmi les meilleurs. Et le tout est réglementaire, sous la forme d'une zone d'aménagement concerté. Mais sans « investisseur », cette idée d'un village américain sous le soleil de Provence ne serait jamais née dans l'esprit même imaginatif d'un urbaniste soucieux d'animer le moyen-pays varois.

Comment s'étonner ensuite que le Var ait les terres agricoles les plus chères de France : près de 45 000 francs l'hectare en 1976 contre 38 000 francs dans le Val-d'Oise, prix record de la région parisienne.

« Notre région est soumise à une pression foncière extraordinaire et nous sommes quotidiennement assaillis de projets plus ou moins sérieux », constate M. Gilo, le nouveau maire socialiste de Cogolin, ce bourg de cinq mille habitants qui campe au fond du golfe de Saint-Tropez. Situé à l'extrême, les nouveaux venus ont remis en chantier le plan d'occupation des sols que leurs prédécesseurs s'apprêtaient à publier. « Nous voulons faire réagir les gens », explique M. Gilo. Seuls, les grou-

pes d'intérêt arrivaient toujours à se faire entendre. »

Apparemment, certains ne devraient pas perdre espoir, à condition de satisfaire les objectifs du maire qui veut renforcer l'habitat sédentaire dans sa commune : « Il y a près de mille résidences secondaires prévues ou en cours alors que les gens du pays n'arrivent pas à se loger. » Un premier projet de logements aidés est à l'étude. « Pour venir à bout des prétentions des propriétaires, il faut la complicité du maire », explique le promoteur, M. Henry Meyer, qui se flatte de construire « les premiers I.L.N. 72 de Cogolin sur des terrains à 60 francs le mètre carré, au lieu de 300 francs dans la presqu'île. »

Les municipalités hors du compromis ?

Dans sa volonté de construire des I.L.N. à quelques encablures des yachts de Saint-Tropez, le nouveau maire semble jouer aussi avec le feu. Est-il raisonnable, en effet, de redonner espoir au groupe anglais qui possède depuis douze ans 40 hectares de bois, inconstructibles jusqu'à présent, en leur permettant de construire cent maisons « privées » à condition d'y ajouter deux cent cinquante I.L.N. « de la même architecture » et un parc public. Ce « modèle de compromis et d'intégration » aux yeux du maire est envisagé avec inquiétude à la direction de l'équipement — qui n'a pas encore été saisie officiellement du projet. « J'avais rêvé à l'origine que l'ancienne municipalité du danger de laisser construire cette colline dotée isolée du bourg, qui sera inévitablement rattrapée par l'urbanisation », explique un fonctionnaire de l'équipement à Toulon. « Il va falloir recommencer. »

A Fréjus, le nouveau maire (P.R.), M. François Léotard, est lui aussi en plein négociations. « Les promoteurs viennent me voir avec des centaines d'hec-

tares achetés il y a des années. Ainsi M. Spiloch Florent, qui possède une centaine d'hectares dans la commune, veut réaliser 500 millions de francs de travaux et construire neuf mille logements. J'ai réussi à mettre à sa charge l'assainissement et je n'autorisais que trois mille logements par tranches de mille. » Le maire ajoute, avec un sourire : « Pour garder le contrôle, il faut commencer par dire non. »

Il y a encore de beaux jours pour la construction immobilière à Fréjus, qui se développe rapidement : 19 000 habitants en 1969, 32 000 aujourd'hui au lieu de 40 000 avant guerre. Le nouvel élu rêve de lui rendre son « lustre d'antan », son communi-sariat (c'est fait) et même son évêque (ce sera plus difficile). Et de reprendre le vieux projet de « boulevard du clocher », voie triomphale qui devait mener du bourg à la mer. « Fréjus est la seule commune entre Marseille et Menton à avoir encore des terrains vagues au bord de mer. C'est sa chance et sa difficulté. » Le nouveau maire imagine un aménagement perpendiculaire à la côte qui romprait avec la pratique des fronts de mer. Perpendiculaire à Fréjus, parallèle à Saint-Raphaël, c'est toujours l'aménagement, le remplissage du bord de mer.

« On va faire quelque chose de bien », assure M. Léotard. Je n'ai pas les fonds pour acheter ces terrains qui valent au moins 10 millions l'hectare. On a mené les propriétaires en bateau depuis des années. Ils attendent, comme l'araignée. Les municipalités n'ont pas le sou, c'est connu, et elles négocient leur aménagement à coups de compromis, toujours un peu intimidées, à gauche comme à droite, par la puissance des possédants.

Mais de nouveaux moyens commencent à leur être donnés. Ainsi le Conservatoire du littoral négocie, à Fréjus, l'achat des étangs de Villepey, 90 hectares à 3 francs le mètre carré, là où un promoteur de « marinas » aurait volontiers donné 30 francs, il y a

quinze ans. Ainsi, à Cogolin, la municipalité a fait appel au conseil général, qui lance un vaste programme d'acquisitions foncières pour racheter un bois livré par arrêté préfectoral, entre les deux tours des municipales, à un campement de maisons mobiles qui seront rien moins que mobiles.

La résistance plus ferme de l'administration, les prises de conscience de certains élus, les mises en garde des associations de défense ont mis depuis quelques années une sourdine aux manifestations échevantes du dieu « immobilier ». Dans certains secteurs, le pire est déjà arrivé.

Des schémas et de l'argent

Ailleurs, la lutte reste vive entre les intérêts en présence, même si le mal prend des formes plus discrètes, comme la prolifération de maisons à l'assaut des collines ou l'invasion progressive de l'arrière-pays sous prétexte de l'aménagement. Devant certains projets « de qualité », les maisons dans les arbres, les associations elles-mêmes n'ont pas toujours la lucidité nécessaire. Entre le désir de « ne pas faire comme les Alpes-Maritimes » et la constatation naïve qu'il y a encore de la place », les responsables locaux semblent parfois naviguer à vue.

Les élus ont refusé, il y a quelques années, le schéma d'aménagement du littoral qui leur était proposé parce qu'il avait été préparé sans eux. « Aujourd'hui, chaque fois que l'on se présente avec quelques idées de terrains à préserver de l'urbanisation, explique-t-on à l'équipement, les élus nous disent : « Vous voulez nous refaire le schéma. Bien sûr, les idées sont les mêmes. » Sans schéma d'ensemble et sans les moyens financiers qui leur permettraient de rattraper l'avance prise par les propriétaires fonciers, petits ou grands, comment les responsables élus et fonctionnaires, tiendront-ils le cap ?

MICHELLE CHAMPENOIS.

(PUBLICITE)

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE DE VAUCLUSE :

ASSURER LA PROMOTION DES HOMMES ET DES IDÉES

Trois mille six cents kilomètres carrés, 390 000 habitants, bordé à l'ouest par 68 kilomètres de rives rhodaniennes, au sud par 70 kilomètres de berges de la Durance, au total 314 kilomètres de frontières avec l'incartade dromoise et l'enclave de Valréas : tel est grossièrement présenté au plan géographique le département de Vaucluse. Pour parfaire ce tableau sommaire, ajoutons que le

Depuis plus d'un millénaire, la conjugaison du soleil et d'un système d'irrigation fort satisfaisant a fait la fortune d'une agriculture qui fut de longue date à la pointe de la technicité. On peut aussi définir la Vaucluse à la manière d'Edmond Rostand : Historique : les Grecs de Rhodes avaient découvert le cours inférieur rhodanien, d'où son nom, et la situation de cette contrée, le lieu de passage des invasions, explique le caractère contrebandier et idéaliste de ses habitants. Paradoxe : ce département a recherché l'efficacité dans la coopération avec plus de cent coopératives et près de 230 organismes syndicaux, professionnels ou intercommunaux. Traditionnel : les activités artisanales existantes sont héritières de l'époque papale, les souverains pontifes d'Avignon ayant toujours protégé l'artisanat et les métiers d'art. Accueillant : les papes avaient réalisé l'accueil à la lettre. Ils furent protecteurs des Vaudois, des juifs et des protestants. Une bonne connaissance du département et des populations qui y vivent passe par une donnée historique qui gomme les paradoxes apparents et met en évidence des réalités qui sans cela apparaîtraient surprenantes. Ainsi les vétérans romains ne créèrent pas de cité nouvelle au nord du pays où croît l'olivier. Ainsi les troupes des grandes invasions trouvèrent abri contre le mistral à Vaison-la-Romaine, dans le massif du Luberon et au pied des dentelles de Montmirail, qui sont toujours des lieux de résidence privilégiés. Ainsi les Phocéens s'installèrent-ils à Cavaillon et Avignon pour y commercer. Ce sont toujours des places commerciales de première importance. Bref, c'est encore et toujours l'histoire qui donne les clés du présent.

Le soutien apporté aux communes

Sur le plan administratif, la Vaucluse peut se traduire en chiffres : 151 communes, 24 cantons, trois arrondissements administratifs et trois circonscriptions électorales. Ce sont donc vingt-quatre conseillers généraux qui siègent actuellement à l'assemblée départementale, sous la présidence de M. Jean Garcin. C'est un peu l'assemblée des sages. « Sa mission permanente, indique le président, est d'abord son soutien aux communes dans un département où la poussée démographique est de sept points supérieure à la moyenne nationale. En quinze ans, le nombre des habitants a progressé de 33 %. En maintes communes se pose de façon dramatique le problème des équipements collectifs, compte tenu de la modicité des ressources locales. Notre concours financier a permis, ici et là, de réaliser des adductions d'eau, des

réseaux d'assainissement, l'électrification, des travaux de voirie, des écoles. Chaque année, nous consacrons à l'équipement des communes près de 25 % du budget départemental. »

Coordonner et promouvoir l'économie vauclusienne

Héritier d'un passé prestigieux, la Vaucluse est de ce fait gestionnaire d'un capital architectural exceptionnellement riche. Mais la préservation et l'entretien de ce patrimoine obligent l'assemblée départementale à lui consacrer annuellement entre 5 et 10 % de son budget. C'est toutefois dans le domaine économique que s'exerce avec le plus de vigueur l'activité du conseil général. Le département présente une balance de son commerce extérieur excédentaire, grâce surtout à la qualité et à la diversité de ses produits agricoles : vins, fruits, légumes et truffes, la Vaucluse étant dans ce dernier domaine le premier producteur européen. Il y avait donc là un créneau fort intéressant à exploiter. C'est pourquoi, en collaboration avec les trois compagnies consulaires, le conseil général a lancé, depuis six ans bientôt, les « semaines promotionnelles des produits vauclusiens à l'étranger ». Ces opérations qui commencent à porter leurs effets se sont successivement déroulées à Francfort, Londres, Amsterdam, Copenhague et Munich. C'est de la sorte que le melon de Cavaillon et du Comtat a fait son apparition sur les tables hollandaises et danoises, que les vins des côtes du Rhône figurent sur la carte des restaurateurs londoniens et allemands.

Accroître la superficie des zones irriguables

Les conseillers généraux ne se contentent pas de cette noble mission de commis voyageurs. La première phase de ces actions promotionnelles relève surtout de l'opération charme : les hôtes étrangers ont table ouverte et les importateurs anglais, belges, danois et allemands bénéficient d'invitations permanentes durant ces semaines de promotion des produits locaux. Ce qui leur permet, en outre, de découvrir la gastronomie vauclusienne, les quatre meilleurs chefs d'aujourd'hui étant hissés pour la circonstance à la qualité d'ambassadeurs. Dans un second temps, les hommes d'affaires étrangers et les journalistes sont invités à séjourner dans la Vaucluse aux frais du conseil général. On ne récolte que ce que l'on sème ! L'éventail des activités des élus cantonaux s'étend

département est couvert sur un tiers de sa superficie par des forêts au-dessus de l'altitude de 700 mètres, sur un second tiers par des chênes truffiers et par la vigne entre 200 et 700 mètres d'altitude. Le restant constitue la riche plaine comtadine, lieu de prédilection des cultures intensives et du maraîchage.

en outre à l'aide, à la création de zones industrielles sans préjudice pour l'environnement et au développement de l'artisanat d'art. Mais il est un grand projet qui marquera de manière durable le mandat du président Jean Garcin.

Il consiste à restaurer puis à accroître l'impressionnant réseau d'irrigation existant, afin de mettre en valeur de nouvelles zones cultivables. Dans un tout récent voyage en Israël, M. Garcin a acquis la certitude que tout était possible dans le domaine agricole, à partir du moment où étaient réunis les deux facteurs essentiels de la croissance végétale : le soleil et l'eau. « Les Israéliens avaient déjà inventé l'arrosage par aspersion et transformé les déserts en jardins. Voici trois ans, ils ont mis au point la technique du « goutte-à-goutte » au pied de chaque arbre, de chaque plant. Il n'y a pas de honte à s'inspirer de leur réussite », indique-t-il.

Au beau pays des troubadours et des poètes

Le budget primitif départemental, provisoirement arrêté à quelque 380 millions de francs, soit 38 milliards de centimes, est fortement grevé par une action sociale dévorant près de 65 % des ressources, compte non tenu des subventions. Pourtant, M. Jean Garcin et ses collègues, qui ont désormais en charge un important réseau routier départemental, vont s'atteler cette année à la réalisation d'aménagements et d'ouvrages destinés à sécuriser les usagers de la route : création de voies supplémentaires sur les axes de grand trafic, installation de feux de réglementation, construction de passages supérieurs ou souterrains afin de supprimer de meurtriers cisaillements, aménagement d'abris, etc. 15 % du budget sont affectés à ces diverses opérations.

Enfin, l'animation culturelle prend une singulière importance sur cette terre de festivals. Des aides spéciales sont ainsi accordées aux municipalités soucieuses de redonner vie à leurs monuments : à Avignon, Orange, Vaison-la-Romaine, Valréas, aux diverses localités du massif du Luberon. M. Jean Garcin est un passionné d'histoire au point qu'il avait choisi le nom de Bayard dans la résistance. Il est natif de Gadagne, où en 1854 Frédéric Mistral et ses frères codifièrent la langue provençale. « Nous devons retenir les leçons de l'histoire au pays de Rimbaud, de Vacqueyras et des troubadours. » Dans son poème « Les îles d'or », Mistral ne disait-il pas : « Relève-toi race latine, race lumineuse. J'ai choisi quant à moi de vivre debout. »

PROVENCE

UNE AGRICULTURE FAMILIALE DE RENOM

La zone littorale urbanisée et la haute montagne des Alpes de Haute Provence

des sols, leur configuration très diverse, les vocations différentes.

la Durance et de la Bièvre accueillent 1 000 tonnes et des poires 7 700 tonnes, 12 000 ha et du fourrage 19 700 ha) sont de la lavande 8 900 ha.

est l'herbage qui couvre 207 000 ha (troupeaux importants, 363 000 moutons, près de 10 000 chèvres, une valeur de 145 millions de francs, 79 millions de litres, ne représente que 3,5 % de la production agricole.

la composition du tableau de la production agricole, on constate que l'agriculture du département est diversifiée : 31 % céréales, 17 % fruits, 12 % légumes, 33 % produits de la forêt, 10 % produits de l'élevage, 10 % produits de la pêche.

l'agriculture de Haute Provence se caractérise par la qualité de ses produits et la recherche de la valeur ajoutée.

des Prévôts et de la Haute-Provence, un peu deux événements, ont permis de réunir les deux régions.

POUR INVESTIR

Le ski en plein soleil

VILLE DE DRAGUIGNAN AVIS DE CONCOURS D'URBANISME ET D'ARCHITECTURE

La ville de DRAGUIGNAN, en liaison avec le Ministère de la Justice et le département du Var, lance un concours en deux degrés dont l'objet est le suivant :

- Etudier l'aménagement d'ensemble d'un terrain de 2 ha situé en centre ville et destiné à recevoir une nouvelle cité judiciaire dont le programme correspond à environ 7.000 m² de planchers.
- Le premier degré portera essentiellement sur l'intégration du programme dans son environnement urbain.
- Le second degré sera un concours d'ingénierie et d'architecture destiné à confier la réalisation de la cité judiciaire à un architecte ou une équipe.

Le premier degré est doté des prix suivants :
— lauréat 40.000 F ;
— trois indemnités de 30.000 F.
Ces quatre concurrents seront appelés à poursuivre au 2^e degré, les six projets classés à la suite seront récompensés d'une indemnité égale de 10.000 F à l'issue du 1^{er} degré.

Les architectes ou équipes comportant au moins un architecte sont invités à s'inscrire au concours en adressant une simple lettre à la mairie de Draguignan (bureau du concours d'urbanisme et d'architecture), avant le 30 décembre 1977.

Ils préciseront leurs nom, prénom, domicile, éventuellement forme de société, statut juridique, titres.

Ils devront joindre un chèque de 100 F rédigé à l'ordre de Monsieur le Maire de Draguignan pour recevoir l'ensemble des documents : note de présentation, règlement du concours, programme, annexes techniques.

Edouard SOLDANI
Sénateur-Maire de Draguignan
Président du Conseil Général du Var

DANS LES ALPES MARITIMES ET LE VAR POUR VOS PROBLÈMES DE FORMATION, DE CONSEIL-FORMATION, DANS LA RÉGION OU VERS L'ÉTRANGER, LA DÉLÉGATION ACADÉMIQUE A LA FORMATION CONTINUE MET A VOTRE DISPOSITION :

plusieurs milliers de formateurs, près de 200 centres de formation, des conseillers de formation continue spécialisés et expérimentés.

Pour les joindre par téléphone ou télex :

A NICE : Tél. : (93) 86-63-39 ou 81-71-91 ;
Télex : 970-637. — Tél. : 82-22-22 ; Télex : 970-675.
— Tél. : 83-66-28 ; Télex : 970-807.

A CANNES OU GRASSE : Téléphone : 36-13-80 ;
Télex : 970-905.

A ANTIBES : Tél. : 34-64-03 ; Télex : 970-921.

A LORGUES (EST VAROIS) : Tél. : (94) 73-70-43 ;
Télex : 970-664.

LA SEYNE : Tél. : 94-88-17 ; Télex : 400-012.

TOULON : Tél. : 27-32-99 ; Télex : 430-085.

BONJOUR, ICI LA SOCIÉTÉ DE L'AUTOROUTE ESTEREL-CÔTE D'AZUR

ES.CO.TA :
vingt ans au service des automobilistes.

La société de l'autoroute Esterel-Côte d'Azur est née il y a vingt ans. Ses efforts ont permis d'abord un franchissement rapide du difficile massif de l'Esterel, puis ils se sont naturellement portés sur la liaison directe Paris-Côte d'Azur-Italie. En juillet 1979, à la mise en service de la section Turbie-Roquebrune de l'autoroute A 8, la liaison Amsterdam-Palermo par autoroute sera effective. Parallèlement, la liaison Aix en Provence-Toulon par les autoroutes A et B 52 sera achevée début 1978. ES.CO.TA continue à assurer son rôle de service public.



J. BOLLERAY

les événements

LE "V.D.Q.S." DEVIENT "A.O.C."

Un cadeau empoisonné pour les hôteliers et les restaurateurs du Var

La récente promotion en A.O.C. (appellation d'origine contrôlée) des côtes de Provence (jusqu'à la V.D.Q.S. (vin de qualité supérieure) va-t-elle, paradoxalement, amener ici la faillite du vignoble et singulièrement dans le Var qui, depuis de nombreuses années, a accompli un remarquable effort pour la qualité ?

Face aux nouvelles taxations frappant depuis quinze jours certains vins A.O.C., les hôteliers et les restaurateurs ont réagi en supprimant ces vins de leurs cartes. Le comité interprofessionnel des côtes de Provence, réuni aux Arcs (Var), vient de constater que les annulations de commandes affluent de toute la France, notamment des stations de sports d'hiver, qui se réapprovisionnent en ce moment comme chaque année. En présence de ce véritable effondrement, les négociants-embouteilleurs de la région ont fait savoir qu'ils allaient « procéder à des licenciements de personnel affectant plusieurs centaines d'emplois dans le Var, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse ».

Parmi les différentes manifestations et protestations, notons la lettre adressée à M. Raymond Barre par M. Marc Tortel, président de la caisse régionale du Crédit agricole de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les extraits ci-dessous résument au mieux l'essentiel d'une situation aussi paradoxale que dangereuse : « Au milieu de la crise que traversent depuis plusieurs années la viticulture française en général et méridionale en particulier, les V.D.Q.S. côtes de Provence étaient un des rares secteurs de prospérité, acquise à force de discipline, d'actions de promotion cohérentes qui avait abouti récemment à l'attribution de ces lettres de noblesse que constitue

l'admission de cette appellation parmi les appellations d'origine contrôlées. La brutale taxation des côtes de Provence dans les restaurants vient de porter un coup d'arrêt et compromettre gravement l'avenir de cette appellation et à travers elle de l'avenir dynamique de la viticulture varoise (...). C'est le désastre. Le vin étant taxé à 13 francs au restaurant et le gouvernement admettant par ailleurs que le restaurateur gagne sur une bouteille, par le simple effort de la déboucher, deux fois et demie ce qu'il l'achète, c'est-à-dire cinq à dix fois plus que le viticulteur qui a produit ce vin, vous comprenez que le marché est totalement bloqué. (...) »

● PHOTOS A TOULON. — Le musée de la ville de Toulon vient d'inaugurer, sur l'initiative du photographe toulonnais Diezalde et du groupe toulonnais Noir et blanc, une salle d'exposition photographique, qui présente une cinquantaine d'œuvres offertes par Brihat, Diezalde, Doisneau, Lartigue, Sudre et Steiff.

● ÉMOI POUR LA SAINTE-VICTOIRE. — Diverses associations de randonnées, d'escalade et de protection de la nature invitent, le 11 décembre, à partir de 9 heures, à une visite de Sainte-Victoire et du plateau du Cengle. Elles entendent ainsi attirer l'attention sur les dangers qu'entraînerait le plan d'occupation des sols de la commune de Sainte-Victoire tel qu'il vient d'être publié. Il autorise, en effet, sur ces associations, « de nombreuses constructions dispersées au pied de la Sainte-Victoire, de part et d'autre de la route départementale 17, ainsi que sur le flanc de la colline du Devançon, sans prévoir ni espace public ni sentiers de promenade ».

● NICE A FARIS. — Nice a son « ambassade » à Paris : la Maison de Nice, 38, avenue de l'Opéra (tél. : 365-30-83), qui se charge de la promotion de la capitale des Alpes-Maritimes et de sa région.

gros plan

Nostalgies en sous-sol

On a tant de chance de trouver du pétrole en forant le sol du Texas que de découvrir un vestige antique en faisant un trou en Provence. Aussi les fouilles sont-elles toujours fructueuses entre mer et Duranc, où foisonnent les témoignages de l'ancienne Provincia gallo-romaine.

Les recherches se poursuivent actuellement à Arles, où l'on a pu arrêter la construction de deux parcs de stationnement et où l'Etat a accordé un crédit de 5 millions de francs pour en modifier les projets. On a trouvé des mosaïques dans la cave du Crédit agricole : l'établissement a accepté de changer les plans de son sous-sol afin que demeure visible une partie des vestiges mis au jour.

A Avignon, on progresse dans les fouilles du forum qui se situe derrière la mairie et le théâtre, près la place de l'Horloge. Il semble que l'on ait trouvé la maison de comédien qu'Arles, pulvis, la ville, estimant que son programme de travaux urbains était plus pressant, a fait détruire les restes de la curie romaine identifiée derrière le théâtre, en bordure de la rue Racine.

A Aix, le chantier ouvert par la municipalité pour réserver aux pions une zone allant de la cathédrale Saint-Sauveur au cours Mirabeau a permis la découverte, dans la rue Gasson-de-Saporta, sur l'emplacement du cardo de dalles en troit et d'un fragment cylindrique qui prouve l'existence d'une colonnade latérale le long de la voie. La construction d'un parking près du boulevard Pasteur, à côté de l'ancien hôpital, au nord de la cité, a amené la mise au jour d'une vaste mosaïque blanche à bordure noire et à décors géométriques.

Il s'agit d'une villa gallo-romaine détruite au III^e siècle. M. François Salviat, directeur des antiquités historiques de Provence, a pu s'entendre avec M^{re} Félix Ciccolini, maire d'Aix, pour que la construction du parking continue à l'étage au-dessus, laissant aux archéologues la possibilité de continuer leur chantier. C'est l'une des plus importantes fouilles faites à Aix.

Les recherches se poursuivent aux Baux, à Saint-Rémy, dans divers oppida celto-ligures de la région, comme l'oppidum de la Cloche, aux Pennes-Mirabeau, mais c'est peut-être à Marseille que les fouilles ont été les plus spectaculaires. Cette ville, qui est restée longtemps une « ville antique sans antiquités », dévoile soudain une part de ses installations portuaires quand l'entreprise, il y a dix ans, la réalisation d'un programme architectural de la zone située au nord du palais de la Bourse. On a reconnu la « cornue » avancée du port antique et divers aménagements réalisés entre le 1^{er} siècle avant J.-C. et le I^{er} siècle après J.-C. On a rencontré l'épave d'un navire de commerce du I^{er} ou du III^e siècle.

Grâce à l'appui de la municipalité, la coque de 20 mètres de longueur, scindée en deux parties a pu être enlevée. Elle demeure sous hangar sur le chantier, conservée dans l'eau en attendant qu'une méthode de traitement définitif soit adoptée. Les ruines de la Bourse, qui concernent aussi la région Nord, la porte de ville et le rempart, ont pu être fouillées et partiellement conservées, assure M. Salviat, grâce à une

action officielle déterminée et surtout grâce à l'appui de la presse et de l'opinion, avec l'engagement d'un débat collectif.

Il est vrai que l'opinion s'intéresse de plus en plus à la sauvegarde de ces témoins de la plus vivante histoire, de cet héritage chargé d'irremplaçable valeur humaine.

PAUL CHOVELON.

A Marseille

LE RESTAURANT MIRAMAR

est le spécialiste de
la vraie
bouillabaisse

12, quai du Port - Tél. : (91) 91-10-40



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

Marseille, capitale de la plongée industrielle

L'opération Janus IV, conduite par la Marine Nationale, le CNEOX et la COMEX a donné à la France une avance technologique de 5 ans dans la conquête du monde sous-marin. Six plongeurs ont travaillé à 460 m sous l'eau. Deux d'entre eux ont séjourné 10 minutes chacun à -501 m, établissant un record mondial absolu.

Trois de ces plongeurs ont été formés au CETRAVIM - Centre d'Application de Plongée Immersée - fondé et géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille avec le concours de l'Etat, de l'Etablissement Public Régional et du Fonds Social Européen.

CETRAVIM : un exemple parmi bien d'autres de la mission de formation première et de formation continue, assumée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille dans ses écoles et ses centres spécialisés, utilisant des méthodes pédagogiques actives, basées sur l'expérience directe, la collaboration avec les entreprises, la recherche et la coopération internationale.

Comparaisons

LE DÉFICIT DE LA R.A.T.P. POUR CONSTRUIRE LE MÉTRO DE MARSEILLE...

Utile, le métro de Marseille, ou superflue ? Comment ne pas se rappeler les propos que le ministre des transports néerlandais tenait le 14 octobre dernier en inaugurant le métro d'Amsterdam : « C'est la première ligne que nous inaugurons, et ce sera la dernière : ce genre de transport gigantesque est trop cher pour nous. »

A Marseille — où les embouteillages des transports de surface sont, presque tous les jours et presque à toute heure, inextricables — l'ambiance est pour l'heure à la fête. Certes, la première ligne du métro aura coûté environ 1.250 millions de francs, qu'il faudra bien payer. Mais, comparée aux ouvrages engagés dans les autres grandes villes françaises, cette facture n'est pas démesurée. A Lille, le VAL, dont la mise en service est prévue à l'automne 1979, coûtera 1,5 milliard de francs. A Lyon, la facture d'un premier réseau de 10,6 kilomètres qui sera inauguré le 2 mai 1978 atteindra environ 1,3 milliard.

Et à Paris ? Les concours financiers de l'Etat à la R.A.T.P. tels qu'ils apparaissent dans le projet de loi de finances pour 1978, atteignent 1.494 millions de francs (en fonctionnement).

Les autres grandes villes françaises posent-elles leur candidature ? Avec les métros de Marseille, de Lyon et de Lille, la France aura équipé toutes les agglomérations de plus d'un million d'habitants qui justifient un tel équipement. Pour les autres villes importantes, la réalisation d'un « pré-métro » (la tramway) est à l'étude, dit-on à la Société française d'études et de réalisations de transports urbains (SOFRETU), filiale de la R.A.T.P.

SIX MILLE ARBRES

DANS LE MASSIF DE L'ÉTOILE

Six mille arbres vont être plantés par des volontaires dimanche 27 novembre dans le massif de l'Étoile, proche de Marseille. L'initiative en revient à l'Association pour la sauvegarde des sites et de l'environnement nord-est de Marseille (A.S.E.N.E.M.), qui a reçu l'assistance technique du service municipal des espaces verts. Des autobus gratuits effectueront le ramassage des volontaires dans les divers quartiers de Marseille pour les conduire sur le site des grottes Loubières. Là, sur 6 hectares, les militaires ont déjà préparé le terrain. La direction départementale de l'agriculture, de son côté, a fourni six mille plants (deux tiers de conifères, un tiers de feuillus) et autant de notices expliquant aux volontaires comment réussir leur plantation.

Samedi 26 novembre

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

le nouvel album de
Séverin Lénormand
ALBUM 30 cm
CBS 82140
45 CBS 124
« au-delà des étoiles »
« la jeune fille »
« à bicyclette »

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

Umberto Tozzi
"TI AMO"
ALBUM 30 cm et
cassette
CBS 82 124
45 t.
CBS 5272

Lundi 28 novembre

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

Magazine auto-mot...
19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

TF 1 : 19 h. 40. Les sept voleurs de Douvres (1964), avec F. Sinatra.

Jeudi 1^{er} décembre

Un aventurier américain entre au service d'un riche propriétaire pourchassant des Mexicains rebelles; écorché par sa brutalité, il change de camp.

Vendredi 2 décembre

FRANCE - MUSIQUE

eur, avec M. Roux, D. Volle,
r. J. Raymond.

20 h. Cycle d'échanges franco-allemands. Concert en direct par l'orchestre radio-symphonique de Stuttgart, dir. H. Soudant, avec J. Baker, soliste : « Ouverture du Carnaval romain » (Berlioz), « Phèdre » (Britten), « Symphonie n° 4 en fa mineur opus 36 »

Samedi 3 décembre

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3. Pittoresques et légères : 8 h., Mélodies : 9 h. 2. Ensemble d'amateurs : 9 h. 30. Ecure : la critique musicale : 10 h. 15. Les sauteurs de Beethoven : Copland : 11 h. 15. Les jeunes Français sont musiciens... Conservatoire royal de Gand : 12 h. 40. Jazz, l'et vous plait : 13 h. 30. Chasseurs de son stéréo : 14 h., Discothèque 77... la critique des auditeurs : 15 h. En direct du studio 118... Récital de jeunes solistes : 15 h. 45. Discothèque 77 : 16 h. 30. Groupe de recherches musicales de l'INA : catalogue électro-acoustique illustré :

ètes : Numéro un (Année 22)
 érie : Peyton Place ; 22 h. 45, Ph. 1
 tout le monde.

chœurs et l'orchestre des facultés catholiques de Lyon, dir. M. Lombard ; 20 h. 30, Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim et chœur, dir. Oldham, avec N. Denize, E. Tappy, J. Bastin : « Concerto en si bémol majeur K 595 pour piano et orchestre » (Mozart) ; « Messe de l'aurore », création (Marcel Landowski) ; 23 h. 30, France-Musique la nuit ; 23 h. Jazz forum : le cabaret.

Dimanche 4 décembre

7 h. 3. Concert promenade ; 8 h. Cantate ; 9 h. 2. Musées gratuits ; 11 h. La direct du théâtre d'Orsay ; concert Georges Pludermacher, piano; Alain Marion, flûte ; « Sonate en sol majeur » (Haydn), « Sérénade en ré majeur » (Beethoven), « Sonate » (Donizetti), « Suite paysanne hongroise » (Bartók-Arma) ; 12 h. Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35. Opéra-Bouffon : « La Dame blanche ».

venu en permission à Paris, se
 aind au Brésil et dans la forêt.
 à la recherche de sa fiancée

CHA

20 h 30. Cycle des concerts de l'IRCAM... Ensemble Intercontemporain, dir. M. Tachikawa, avec Linda et Martins, flûte; Alain Marion, flûte; « Senales-Carlos » (Roque-Aisina), « Trans-apparence » (Y. Tatra), « Ondes » (P. Mefano), « Mimers » (C. Halfter); 22 h 30.

$\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique; 9 h. 3, Rivalités instrumentales : Gabriell, J.-S. Bach, Brahms, Stravinski; 10 h., La règle du jeu : musique de l'Iran... cérémonie

petits: 18 h. 35. L'île aux
Feuilleton : Un mystère par

20 h. 5. Musique au feu rouge... compositeurs et rics de Paris œuvres de Méhul, Boïeldieu, Lull, Rameau, Gréty, Meyerbeer, Berlioz. Liszt, par l'orchestre symphonique de Londres et les chœurs, dir. Colin Davis.

2 de G
tin.

et sous l'égide de l'Armée, à Spontilly (M. Schermer) ; 22 h. 30, France-Musique la nuit.

TELE-MONTE-CARLO
la Petite Maison dans

LO : 20 h.
 Les ; 21 h. La
 est un enfant.

TELEVISION SUISSE ROMANDE :
 20 h. Sous la loupe ; 20 h. 15. Jean
 Christophe ; 21 h. 35. All you need
 is love.

et Kashmir; Spécial cinéma.

12 décembre
 19 h. 20 h.
 21 h. *Affaire*
 Bernard Aubert.
 19 h. 20 h.
 21 h.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50.
 Johanne et ses vœux : 21 h. 25.
 Variétés ; R.T.B. bis : 19 h. 50.
 Thénasse et Castimir ; 20 h. 10. Flori-
 Liège.

TELEVISION SUISSE ROMANDE :

[illegible]

LOGIC

[illegible]

مَكَّنَا مِنَ الْأَصْلِ

SOCIÉTÉ

MÉTRO

Elles sont agressives !

GARE Saint-Lazare, 9 heures du soir. Les wagons bondés du métro engouffrent les dernières heures du week-end. En jeans et sabots, le sac en bandoulière, elles tentent, chez elles, insouciantes et décontractées.

Une hésitation face aux corps comprimés : « Si on allait en première ? » Retenant leur souffle, elles s'agrippent finalement à la masse compacte des secondes classes.

« Pardon, Monsieur, s'il vous plaît... »

La jeune fille un peu hippie se perd en excuses polies pour extraire de la mêlée un sac à main toujours prêt à prendre le large. L'ayant récupéré, elle jette un regard furtif sur la poche intérieure soudain béante : « Mon porte-monnaie a disparu ! »

« C'est terrible cette agression des nœuds, contre tout haut le plus démodé. Bien sûr, il faut des casques et des boucliers pour se ballader dans le métro ! »

ANNE GAYET.

LA VILLE

UN MÈTRE CARRÉ ET DES POUSSIÈRES

(Suite de la page 9.)

— Les gens ne font plus attention.

— Ils s'en « foutent » bien, oui ! Pollution, écologie, environnement : ça leur suffit de répéter ce que disent les autres. Ils ne savent que se faire l'idée. Les bêtes entrent, elles ! Au bois de Boulogne, chaque semaine, ils laissent des mètres cubes de papiers, des tonnes de déchets d'hygiène, on envoie tout. Pour un bonbon, six centimètres de papier. Promesses sous les H.L.M. Partout, des bouchons plastiques lancés des fenêtres, et des papiers...

— Si les officiels...
— Les officiels ! Quand le périphérique a été créé le Bois, je me suis dit : mon bulletin de vote, ils ne l'auront plus. J'aurais voulu peindre les responsables aux derniers arbres.

— Pour l'irresponsabilité ?
— Fonctionnaires, conseillers, payés pour semer de cailloux, tous des tarés. Des âmes de brutes prétentieuses. De stupides sauteuses. Ecabouillez tous ces pourris !

— En là !
— Ils veulent qu'on meure dans leur désert de tôle, de ferraille, de bitume. Mais je ne crèverai pas.

Il dresse sa tête de vieux pierrot.

— Quand il y a un massif « espace vert », j'y vais. Mon temps commence à raccourcir. Il faut que

— Que faites-vous ?
— Du vilain ! Pourquoi se laisser faire ?

— Tout de même, les esprits changent. Des gens ont organisé des tours de garde à Vernueil pour sauver leurs arbres menacés.

— A Los Angeles, on plante des arbres en plastique.

— Mais d'autres, à Tokyo, sortent la nuit pour semer, non la terre, mais des graines clandestines : narcisses, violettes... Des extrémistes.

— Ces extrémistes me touchent.
— Comment croyez-vous que ça finira ?

— Ça ne finira pas. Ce sera leur punition. Dans leurs rues empoisonnées, on verra rimer la mort. Le lointain n'est pas loin.

Il jette comme une épulature la paquerette fanée. Avec un gémissement de dégoût.

Drôle de prophète. Mais Einstein ne disait-il pas : « Le sort de l'humanité en général sera celui qu'elle méritera ? »

PIERRE LEULLIETTE.

LA VIE DU LANGAGE

La langue verte au pouvoir

LES républiques ne sont plus ce qu'elles étaient : ni celle de lettres ni celle des lois. Sous la Coupole, l'Académie accepte que l'on s'emmêle en français et entre Français. A l'Assemblée nationale, un président en exercice déclare verbalement qu'il en a marre du chahut mené par les représentants du peuple. A ce qui se murmure, un premier ministre n'hésite guère, en petit comité, à dire que ses adversaires politiques le font marre.

En somme, des eaux grasses se mêlent de plus en plus aux flots de l'éloquence républicaine. Mais laissons cela pour nous attacher à la curieuse constellation de marre, (se) marre, sans oublier démarre. Pour ce dernier, pas de difficulté notable. Il appartient à ces couples bizarres, mais non rares, de verbes de sens contraire, préfixés, et dont le « simple » n'existe pas : ainsi, persuader/dissuader, inclure/exclure, amarrer/démarre. Des verbes « suader », « clure », « marre (nous y va) », sont inconnus en français.

Il existe en néerlandais moderne un verbe *meren*, attacher. C'est son intensif *ammarren* (néerlandais ancien) qui a fourni au français, dans la seconde moitié du quatorzième siècle, le verbe *amarre*. Vers la fin du quinzième siècle, se forme *démarrer* et, à peu près dans le même temps, *déamarre*. On devrait dire que les matelots ont déamaré le navire, lequel a démarré.

C'est ben marré...

On devrait... Mais avec l'emploi (à partir du dix-neuvième siècle) de *démarrer* pour des véhicules terrestres, le verbe est devenu d'un usage beaucoup plus large que *amarre*. De la voiture, il s'est appliqué au moteur, etc.

C'est une négligence, plutôt qu'une incohérence, de dire ou d'écrire qu'on démarre un moteur, un ouvrage, un plan de lutte contre l'inflation. Mais par quel verbe le remplacer : lancer ? faire partir ? mettre en route ?

Moins simple est le cas du verbe *marre*, ou plutôt *marer*, puisque c'est sous cette forme

que nous le trouvons écrit d'abord. Deux verbes *marer* ont en effet existé au siècle dernier (au moins dans son dernier quart) au témoignage des « argologues » : le premier avait le sens de : annuyer (exemple noté par Esnault : « Il nous marrait avec leurs commotions », 1910). Le second, celui de : amuser (exemple Esnault : *Faire marer le monde*, 1893).

Venant probablement du premier, apparaît aussi dans les dernières années du siècle un *marre* (ou *mar*), dans des expressions telles que : « J'en ai mon mar », ou « C'est mar ! ». C'est un adverbe qui peut remplacer (grammaticalement) assez dans la plupart des emplois de celui-ci. Mais on ne peut dire : « C'est marre beau » pour : c'est assez beau, ni : « J'ai marre mangé », par exemple.

Il a eu sans doute hésitation entre les formes verbales de *marer*, et l'emploi de l'adverbe *marre*. Aristide Bruant, le grand chansonnier de la fin du siècle, bon observateur du « Parisien populaire » et de l'argot, fait dire à l'un de ses personnages :

« Aussi, sûr que c'est ben fini, C'est ben marré, c'est n, l, ni... J'en veux pus d'mariou, ça m'basine ! »

La fonction pouvait s'employer en tant qu'adverbe (comme : « Alliez ! Terminé ! »), encore au témoignage de Bruant : « T'es pas un homme ! bouglu Jean-Baptiste. Non, marré... (assez) ! ».

D'où vient un verbe *marer*, qui avait d'ailleurs un réfléchi *se marer*, s'annuyer, se morfondre ? Peut-être du très ancien français : *marer*, *marre*, *maier*, lui-même d'origine germanique (? *marjan*, contraindre, fatiguer).

Nous le connaissons surtout par ses nombreux dérivés : *marrement*, *marance*, *marage*, qui signifient : chagrin, dépit, colère. Il paraît (?) avoir été d'usage courant aux dixième et onzième siècles.

Au douzième siècle, il change de forme (de conjugaison plutôt), pour devenir : *marir*, *marin*. Dans cet avatar, il est presque arrivé jusqu'à nous :

Une énigme policière

Nous n'avons trouvé, pour notre part, aucune attestation de : *se marer* s'annuyer dans la littérature argotique du dix-neuvième siècle (dictionnaires mis à part). Mais, mystère supplémentaire, voici un texte de Goron, chef de la sûreté de 1880 à 1885 (environ). Ce sont des « filles » qui parlent :

« C'est vexant, tout de même... pas moyen de faire un chopin... T'es raison, la Bringué, il faut « se marer ». — Mais non, mais non, répond la Rouquine, restez encore un peu... Ça m'embêterait d'être seule... Attendez la sortie des théâtres... » (2)

Goron, qui a laissé des « Mémoires » intéressants, est un témoin tout à fait digne de foi de l'argot parisien du dernier quart du siècle. Or, le « se marer » qu'il relève signifie incontestablement : partir. Serait-ce la « simple » d'amarre et de démarre ?

Se marer s'annuyer n'apparaît que tardivement dans la littérature populaire ou argotique. Bien que le mentionnant dans son Dictionnaire français-argot, Bruant ne l'emploie jamais. Sauf erreur, il est inconnu de Barbusses (le Feu), pourtant bien informé, peut-être trop bien ? de la langue des soldats de 1914-1918.

Plus surprenant encore est la position de L.-F. Céline. Toujours sauf erreur ou omission (mais quel dévouement courageux ou quelle universalité entrepreneuriale ! Dictionnaire de la langue de Céline, qui s'impose ? — L.-F. C. ignore absolument « se marer ». Un verbe *marer* n'apparaît que deux fois dans *Féerie pour une autre fois*, c'est-à-dire très tardivement.

Il est peu compréhensible : « Tu nous marres » (p. 178) est sans doute : « Tu nous amuses » ? Mais le contexte autoriserait aussi : « Tu nous annuies », plus en accord avec la datation d'ensemble du vocabulaire celine (1910-1925). Quant à : « Je marre... (je marrais) » (p. 21), il reste (au moins au chronologue) d'une obscurité totale.

Deux hypothèses, pour finir, sont à mentionner (venant d'Esnault). Se marer s'annuyer pourrait venir de : « marre », atténué (très peu) au sens de « culte » ou « bûche » pris par les marins au retour d'une bonne pêche. Et « en avoir marre », de l'espagnol *marcar*, avoir le mal de mer, être dégoûté de...

Ce n'est pas convaincant. Avouons plutôt notre ignorance.

JACQUES CELLARD.

(1) La première citation in *Donz* la rue, p. 125 ; la seconde in *Les Bas-Fonds* de Paris, vol. I, p. 74.
(2) Goron, *L'Amour à Paris*, vol. III.

GÉNÉALOGIE

Les pupilles de l'Assistance publique à la recherche de leurs parents

LES chroniques de Pierre Gallery consacrent à la généalogie depuis mars 1974 un très abondant courrier. Il nous a communiqué cette lettre où M. Lucien Clément, de Paris, évoque le secret de la filiation des enfants assistés.

Je lis avec intérêt vos articles sur la généalogie et je constate (le Monde date 12-14 février) que vous avez traité sur un mur concernant les anciens enfants de l'Assistance, un mur « bien de chez nous », celui-là : le secret. Ce secret qui interdit aux services départementaux de l'aide sociale à l'enfance de communiquer à leurs anciens pupilles les renseignements figurant dans leur dossier, renseignements qui pourraient leur permettre de retrouver leur famille avant le grand départ, car, comme chacun, ils ont eux aussi une famille, mais qui leur est interdite.

Les brigades, les entraves à la liberté existent aussi chez nous. Il y a un certain racisme des pouvoirs publics envers les enfants mal nés, racisme qui va, pour ces derniers, jusqu'à leur interdire de savoir qui leur a donné la vie et d'où ils viennent.

Vous conseillez aux anciens enfants de l'Assistance ou à leurs descendants d'introduire une demande auprès du procureur de la République. C'est la procédure de recherche « dans l'intérêt des familles ». Il faut le faire, ne serait-ce que pour grossir les dossiers des victimes du secret au ministère de l'Intérieur. Mais le procureur de la République, s'il peut consulter les dossiers des anciens pupilles de l'Etat, n'est pas

autorisé à divulguer leur contenu, même aux intéressés. (...) Ma femme est née à Paris au début du siècle. Elle est abandonnée quatre mois après sa naissance sous le régime de la loi de 1904 sur le service des enfants assistés. Comme les élèves de votre correspondant de Montluçon, elle a été élevée dans la région du Centre, la Nièvre exactement, où elle a vécu jusqu'à sa majorité (fin de la tutelle de l'Assistance publique). Arrivée à l'âge de la retraite, mère et grand-mère, elle m'a demandé de faire des recherches pour retrouver son origine et donc celle de nos enfants et petits-enfants. Au service de l'aide sociale à l'enfance de Paris, où se trouve son dossier de pupille, il m'a été opposé le secret professionnel. Après avoir consulté son dossier, il m'a été déclaré que l'on ne pouvait rien me dire sur sa mère.

Le ministère de la Santé m'a confirmé péremptoirement que le secret est de rigueur. La main du secret est bien ancrée dans notre législation. L'acte de naissance de ma femme porte le lieu de sa naissance — un hôpital parisien — le nom de sa mère et son domicile. Le domicile est un hôtel, j'ai enfin pu obtenir des archives de l'hôpital à titre de renseignements administratifs, donc non couverts par le secret, le lieu de naissance de sa mère en Ardèche, porté sur le registre des entrées. De fil en aiguille, contre toute attente, j'ai retrouvé sa mère vivante, âgée de quatre-vingt-huit ans.

C'est sur un plan général qu'il faut agir pour obtenir l'affranchissement des anciens pupilles de l'Assistance (dénommés « pupilles de l'Etat » depuis 1943). (...) On peut les évaluer empiriquement à trois cent ou quatre cent mille adultes, vivant actuellement, jeunes et vieux. Dispersés, surtout en province où ils ont été élevés, ils doivent prendre eux-mêmes leurs destinées en main. (...) Je ne leur connais pas d'association, encore moins de fédération sur le plan national. (...) Le gouvernement de Vichy a pris les décisions en créant dans chaque département ou région une « Association d'entraide entre les pupilles et anciens pupilles de l'Etat » (article 18 du décret du 10 mars 1943 du 15 avril 1943), gérée par le service de l'aide sociale à l'enfance. (...) Ce sont des associations d'Etat sur lesquelles les

exclus de famille ne peuvent pas compter pour poser le problème de leur émancipation. Les anciens pupilles de l'Etat devront donc, pour s'en sortir, importer les élus, conseillers généraux, députés, pour les empêcher de dormir dans leur somnolence. Le problème est législatif.

D'autres lecteurs se sont heurtés à cette difficulté. L'un d'eux nous écrit :

Je « permets de vous » m'aler une démarche réussie par ma femme. Sa mère, Germaine, avait été créée à l'Assistance publique, elle cherchait à connaître son origine. L'Aide à l'enfance, après demande de justification de sa parenté, a seulement pu lui donner le nom (Armandine Lelong) de sa grand-mère. Mais, en demandant communication du dossier, elle a obtenu la matricule de Port-Royal, où nous savons qu'elle était née ma belle-mère, nous avons obtenu le lieu et la date approximative de naissance d'Armandine (1889-1894 (Dieppe)). Nous sommes heureux d'avoir pu éclaircir un peu les secrets entourant un abandon d'enfant. Néanmoins, nous allons poursuivre les recherches à Dieppe pour tenter d'en savoir plus.

Toutefois, même lorsqu'on découvre la famille jusqu'au bout, il peut y avoir une bien grande déception. Voici, en moi et demi plus tard, une deuxième lettre du même lecteur :

Aucune naissance Lelong n'ayant été enregistrée à Dieppe à la date indiquée, je me suis lancé dans une folle recherche. Une chance invraisemblable m'a permis de trouver la naissance d'Armandine dans un village à 10 kilomètres de Dieppe. Étant allé sur place, j'ai rencontré des parents éloignés qui l'avaient connue, savaient qu'elle avait travaillé à Paris en 1907, ignoraient manifestement tout de l'existence de Germaine, mais m'ont appris la naissance d'une seconde fille naturelle, qui a été élevée par sa mère (morte en 1940) et qui vit au Tréport, âgée de soixante-sept ans et mariée.

Fallait-il ou non lui révéler la « fausseté » de sa mère et lui apprendre l'existence de sa sœur, Germaine ? J'ai pris le risque, constatant avec stupeur une étonnante ressem-

blance entre la photo de Germaine et sa sœur retrouvée, tandis que cette dernière croyait reconnaître sur cette photo sa mère Armandine. Elle a été abasourdie par mes « révélations », a paru hésiter avant de dire qu'elle ne voulait à aucun prix faire la connaissance de sa femme (sa nièce), et l'entretien a tourné court.

Des mon retour à Vimy, ma femme lui a écrit une lettre, qui m'a paru très adroite et humaine, pour manifester le désir de faire sa connaissance, mais n'a obtenu pour toute réponse qu'un silence méprisant.

PIERRE GALLERY.



— On n'a pas à se perpétuer parce qu'on est des anges...
— ...et on est des anges parce qu'on n'a pas à se perpétuer.

★ Copyright Le Monde et Jean Sarrail.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sarrail.
Imprimerie du « Monde », 5, rue de la Harpe, PARIS-13.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : 20 576.

FOLON, DE LA FICTION A LA RÉALITÉ

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

A map of the Pacific Northwest region of the United States, showing the coastline of Washington and Oregon. A circle labeled 'GMA' is located in the Puget Sound area, indicating the study site. The map includes latitude and longitude lines.

et 1 ; Perpignan, 10 et 6 ; Rennes, 9 et — 1 ; Strasbourg, 4 et 2 ; Tours, 3 et 0 ; Toulouse, 4 et 3 ; Poitiers — Pîtres, 20 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 10 ; Amsterdam, 7 et 1 ; Athènes, 18 et 10 ; Berlin, 5 et 1 ; Bonn, 7 et 2 ; Bruxelles, 7 et 1 ; Les Canaries, 20 et 14 ; Copenhague, 4 et 0 ; Genève, 4 et — 1 ; Lisbonne, 14 et 10 ; Londres, 7 et 2 ; Madrid, 12 et — 2 ; Moscou, 2 et — 1 ; Nice, 16 et 10 ; Paris, 12 et — 14 ; Stockholm, 15 et 1 ; Rome, 13 et 7 ; Stockholm, 4 et — 2.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS — CÉDEX 09
G.C.F. 400-53

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

15 h. 30. Grand Palais : « Rubens » (Mme Angot).

PAR VOIE NORMALE
205 F 390 F 575 F 760 F

ETRANGER
(par messageries)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS — SUISSE
145 F 265 F 388 F 510 F

II — TUNISIE
180 F 240 F 300 F 350 F

Par voie aérienne
Taxis sur demande

Etienne-Marcel : « La méditation transcendentale et le plein épanouissement du cœur et de l'esprit »

Changements d'adresse
 nommés ou provisoires (de 2 à 3
 semaines ou plus) : nos abonnés
 sont invités à formuler leur
 demande une semaine au moins
 avant leur départ.

Joindre la dernière bande
 d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
 réaliser tous les noms propres en
 capitales d'imprimerie.

Un appel de Fleury-Mérogis

La liste

son travail comme chaque jour. À midi, elle repartait, vaincue. Dans la nuit, elle n'était plus. Que vont devenir ceux de ces enfants qui restent à élever ?

Je pose la question à tous les chefs d'entreprise, à tous ceux qui nous gouvernent en ces temps de crise, afin que Mme X... n'ait pas vécu (?) et ne soit pas morte tout à fait en vain.

Parenté par le sang

L'approche de la quarantaine

*Mme Sara Mittler, de Paris,
nous écrit après la publication
(le Monde daté 23-24 octobre)
de l'article d'Olivier Renaudin
« L'une travaille, l'autre pas... »*

Préoccupantes, ces deux-là. Mais pas typiques, à en juger par les femmes de ma connaissance. Nous aussi, nous avons la quarantaine en vue, mais nous n'y pensons pas trop : entre les enfants, le métier, le ménage, nous n'avons pas le temps.

Je souhaiterais que M. Rabahl nous dise quels sont les droits

comme sacrificiel et exclusif. Fort attachées à leurs enfants, elles n'acceptent pas d'être dévorées; diligentes au travail, elles luttent contre l'exploitation. Et elles ont même l'audace de réclamer un peu de temps pour elles-mêmes.

Les employés de mairie

organsaux, nous ne sommes pas com-
pagnons, nous sommes un couple, nous
faisons pas partie des meubles,
mais qui sait passer un aspirateur
toute la nuit, il faut que les enfants
soient sages, nous pas posséder,
qu'on leur rappelle les indé-
pendance.

Si, nous passons de très longues
journées et parfois nous courons
tant que nous sommes à bout de
souffle. Nous sommes visiblement
soignées, moins assés que
Judith, mais pas chez nous.
des rides se voient.

Harcelé par moments, combattée
dans tout l'acceptation du mot,
à toutefois la sensation de
vivre pleinement sa vie de femme.

qui sont heureusement une très faible minorité,

(PUBLCITE)

**France= la pesanteur
et le dynamisme.**

(...) Nous respectons l'ensemble de ses collègues à partir du moment où ils ne compromettent leur

Bernard Cathelat (du CCA)
78-98
Les styles de vie des Français.

RÉUNI A PARIS POUR SON
Syndicat de la magistrature

de justice de Paris, le Ser-
gent Thibaut : « L'ancien tuer
de républicain a été docteur
Ce n'est pas tout, ajoutant
qu'il est, on donne l'ar-
rêt d'une réflexion im-

10-13-78

[illegible]

Principles of Management - The study of management is the study of how to get things done through other people. It is the study of the art and science of managing the organization's resources to achieve its purpose.

Michel Bodin, meurtrier
obtient le bénéfice de circonstances atténuantes

Les jurés de Nantes ont
Michel Bodin la bémol
ces atténuantes qui lui a
le 23 mars dernier,
La Roche-sur-Yon.

de Michel Bodin est

ses complices : trois
filles comme lui, sang
et sans travail. Demie
tre, vingt ans, sa se
Léon, 19 ans, son fr
Massé, vingt et un an
vement condamnées à cinq
la réclusion criminelle, à
ans d'emprisonnement avec
sursis, et deux autres, l'un
dont trois avec sursis, par
ur d'assises de la Seine,
emparé comme ténacité des
s jurés de Nantes.

« Le vous plains »

elle Lambert avait déjà
plieurs : « comé » avec
Bodin. Mais tous deux
s. Les deux petits lairent,
le plonger plus en
« faire » les vices de
Pour cela, il faut un peu
ut et une voiture. Michel
de 1900, 1901, 1902 et in-
s son coup de 500 francs
Adrien Ruc. Il le connaît
il lui a déjà emprunté de

difficultés aux aveux et 28 de

Faits et jugements

en matière de Paris sta-
estime que la couverture de

[illegible]

JUSTICE

RÉUNI A PARIS POUR SON DIXIÈME CONGRÈS

Le Syndicat de la magistrature définit l'enjeu judiciaire

Pour son dixième congrès et à l'approche de son dixième anniversaire — il a été fondé le 12 juin 1968 — le Syndicat de la magistrature a décidé de faire un retour sur lui-même. Réuni pour trois jours, du 25 au 27 novembre, au Palais

de justice de Paris, le Syndicat a choisi pour thème : « L'enjeu judiciaire », afin de répondre à une double préoccupation. Ce mouvement, souvent considéré comme contestataire, se donne cette année l'occasion d'une réflexion simultanée sur la

fonction de la justice et sur la pratique syndicale. Ce choix lui permet notamment de reprendre des thèmes déjà étudiés lors des précédents congrès et de faire le bilan de près de dix années d'activité.

Ce thème est « ambitieux », de l'aveu même des organisateurs, mais il paraît aussi difficile à définir. Pour cette raison la préparation des débats, avant le congrès, a été plus longue et plus délicate que d'ordinaire. De ce fait, la première journée a été essentiellement consacrée à des travaux en commission, pour préciser le propos, et les congressistes se sont aussitôt dispersés par petits groupes afin de faire l'inventaire des principaux chapitres du débat général qui devait avoir lieu dans la soirée de ce samedi 26 novembre et surtout le lendemain.

Le dépassement de la loi. « Dépossession, le judiciaire reste utile », fait, d'autre part, remarquer le Syndicat en laissant entendre que la décision de justice devient un alibi : « Une exécution judiciaire sans exploitation constitue une bonne incitation au paiement régulier des loyers de toute une cité. Les salaires reçoivent des publicités adéquates. La justice est de moins en moins le lieu où l'on peut se faire reconnaître un droit, et de plus en plus clairement l'institution d'où partent les coups qui assurent une bonne discipline économique. »

Le rapport sur la cour de Douai. Circonspect à l'approche d'une échéance électorale incertaine, le Syndicat déclare : « Il nous faut éviter de limiter notre réflexion à l'élaboration de programmes qui nous poseraient en demandeur d'un « ailleurs », et continuer à compter sur notre propre force et nos propres idées. La plupart des militants du Syndicat de la magistrature continuent manifestement de préférer le syndicalisme d'intervention à celui de proposition. Et Mlle Guemann rappelle que, lors du dernier congrès, le Syndicat « avait souhaité la victoire de la gauche », mais avait également constaté les carences des partis »

Devant la cour d'assises de l'Essonne

Mohammed Yahiaoui, meurtrier d'un couple de boulangers est condamné à la peine de mort

Coupable d'avoir tué, le 26 décembre 1975, dans des conditions particulièrement atroces, M. Bernard Faye (trente-cinq ans) et son épouse Annick (trente-deux ans), un couple d'artisans boulangers, à Vigneux-sur-Seine, chez qui il avait été employé, Mohammed Yahiaoui qui comparait, le 24 et le 25 novembre, devant la cour d'assises de l'Essonne, a été condamné à la peine de mort, verdict conforme au réquisitoire de l'avocat général.

De notre correspondant

Evry. — Avant l'ouverture des débats, et après les plaidoiries de ses deux avocats, Mohammed Yahiaoui a dit la même chose : « Je regrette ce que j'ai fait. Je demande pardon ». Alors, ce jeune Tunisien, âgé de vingt-quatre ans, chétif et presque absent, écouté au fond de son box, n'a parlé que pour aligner contradiction sur contradiction quant aux circonstances du drame dont il est aussi le seul témoin. C'est pourtant autour de cela qu'ont tourné les deux journées d'audience, l'horreur d'un double crime, cet homme et cette femme truffés de coups de couteau, véritablement égorgés « comme des moutons », dira l'avocat général, sans qu'on puisse y trouver d'autre explication qu'un vol (d'une cassette contenant moins de 10 000 F), qu'une dispute dont les motifs restent encore mystérieux (Yahiaoui affirme avoir été agressé par M. et Mme Faye) et qu'une « explosion de violence tout à fait catéchismatique », pour reprendre l'expression d'un expert psychiatrique.

Né dans une modeste famille de sept enfants, Mohammed Yahiaoui émigre en France en 1973, où il est vaguement formé comme apprenti mitron. Aujourd'hui accusé de mille maux par quelques-uns de ses anciens employeurs, il fera effectivement preuve d'une notoire instabilité professionnelle. Mais rien d'anormal chez ce garçon, considéré comme relativement intelligent. Il est, pour les psychiatres, un cas « parfaitement banal » ne présentant « aucun symptôme qui permette de déceler une maladie mentale ». C'est seulement sur l'extrême insistance d'un des défenseurs que le docteur Deferre a indiqué, au vu d'une expérience clinique toute personnelle : « En Afrique du Nord, il n'est pas exceptionnel qu'on assiste chez des gens baveux à des explosions de fureur parfois homicides. »

Mais pour l'avocat général, M. Christian Terral, « il n'y a pas, dans ce dossier, la moindre circonstance qui permette d'atténuer la responsabilité de cet homme. Il savait ce qu'il faisait : il n'était pas dans un état de folie ». M. Terral a donc réclamé la peine de mort.

C'est donc en vain que M. Novat a tenté, dans sa plaidoirie, de démontrer que « la mort de Yahiaoui ne servirait à rien ».

SPORTS

VOILE

LA COURSE AUTOUR DU MONDE

Comment « Condor » a failli perdre un équipier

Après l'arrivée à Auckland de Condor, vendredi matin 25 novembre, à 7 h 30 G.M.T., un autre voilier anglais, *Great-Britain-II*, a atteint ce samedi matin, le port néo-zélandais, terminant la deuxième étape de la course autour du monde. Derrière ces deux bateaux, une lutte serrée oppose *Flyer* (Pays-Bas) et *Kings-Legend* (G.-B.), qui s'étaient respectivement classés premier et second lors de la première étape Portsmouth-Le Cap. Avant l'arrivée au Cap, le voilier néerlandais et le voilier britannique s'étaient livrés à un véritable « sprint » et n'avaient franchi la ligne qu'à quelques heures d'intervalle. Ils ont donc été classés « bord à bord » après plus d'un mois de mer et quelque 133 000 kilomètres parcourus. *Kings-Legend* a maltrisé la voie d'eau qui est considérable. Il est commandé par Robin Knox-Johnston, vainqueur de la course autour du monde en solitaire et sans escale en 1968. Des détails ont été donnés sur l'accident qui a failli coûter la vie à un des membres de son équipage, Bill Abrams (le Monde des 20-21 et 26 novembre). Celui-ci est passé par-dessus bord alors qu'il était attaché par un harnais de sécurité relié à un filin d'acier. Il n'en a pas moins fallu dix minutes à ses camarades pour parvenir à le hisser sur le pont.

FOOTBALL. — L'Iran est le deuxième pays qualifié pour la phase finale de la Coupe du monde de football. Il a battu (2-0) l'Australie, le premier, la première fois, depuis la création de la Coupe que l'Iran accède à la phase finale.

Rejugé à Nantes après une condamnation à mort

Michel Bodin, meurtrier d'un vieillard obtient le bénéfice de circonstances atténuantes

Nantes. — Michel Bodin n'est plus un condamné à mort en sursis. Après deux heures de délibérations, la cour d'assises de la Loire-Atlantique a condamné, vendredi 25 novembre, à une peine de réclusion criminelle perpétuelle, le meurtrier d'un vieillard âgé de soixante-deux ans.

Les jurés de Nantes ont donc accordé à Michel Bodin le bénéfice des circonstances atténuantes qui lui avait été refusé, le 25 mars dernier, par ceux de La Roche-sur-Yon.

Le verdict de la cour d'assises de la Vendée avait été cassé le 23 juin par la

De notre envoyé spécial

Le crime de Michel Bodin est horrible. Il s'agit même d'un assassinat puisque la préméditation a été retenue contre Michel Bodin et que l'exécution de cet homicide volontaire a été accompagnée de tortures et d'actes de barbarie. « Un crime suprême », a dit le substitut du procureur de la République, M. Hervé Favy, en déclarant la mort pour celui qui, ayant le même âge que lui (vingt-huit ans), est un monstre criminel qui tuera à nouveau.

C'est un véritable massacre que découvrent les jurés de Nantes, le 29 décembre 1975, au lendemain du drame. Dans un débaras, près de la cuisine, se trouve, sous une table, le corps d'Adrien Roca, le 29 décembre 1975, au lendemain du drame. Dans un débaras, près de la cuisine, se trouve, sous une table, le corps d'Adrien Roca, le 29 décembre 1975, au lendemain du drame. Dans un débaras, près de la cuisine, se trouve, sous une table, le corps d'Adrien Roca, le 29 décembre 1975, au lendemain du drame.

Michel Bodin reconnaît tout, sauf une chose : ce n'est pas lui qui a crevé les yeux d'Adrien Roca. M. Robert Badinter, défenseur de l'inculpé, fera porter les soupçons sur Danielle Lambert. Finalement, la cour ne retiendra pas cet acte de barbarie contre Michel Bodin. Cette circonstance aggravante a pesé lourd tout au long de ce procès qui fut, avant tout, celui de la peine de mort, malgré l'absence, pour raisons de santé, de M. Emile Pollack (remplacé par sa fille Nicole), autre chef de file des abolitionnistes.

Faits et jugements

Une demande de sursis du numéro de Charlie-Hebdo actuellement en pénit, par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), a été examinée, ce samedi 26 novembre, à partir de 9 heures, par le tribunal correctionnel de Paris et référé. La LICRA estime que la couverture de l'hebdomadaire contient des injures à caractère raciste anti-arabe et antisémite. M. Fernand Jusé, premier vice-président du tribunal correctionnel, a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à référé.

Faits et jugements

Expulsions dans la Vaucluse : deux morts. — M. Léonard Peverini, agriculteur âgé de quarante-quatre ans, a été mortellement touché par M. Maurice Richard, gendarme, et touché M. Norbert Sarther, gendarme, ainsi que Mme Monti, sa voisine, à coup de fusil, vendredi 25 novembre, à Sainte-Cécile-les-Vignes (Vaucluse), avant d'être lui-même tué par un voisin. M. Peverini devait être expulsé de sa ferme qui allait être saisie et vendue aux enchères le 9 décembre prochain.

Faits et jugements

Le brigadier Roger Marchaudon, qui avait tué, le 23 août dernier, un jeune Algérien âgé de vingt et un ans, Mustapha Benchecher (le Monde du 25 août), a été suspendu de ses fonctions dans le milieu de cette semaine par décision du ministère de l'Intérieur. Cette décision fait suite à une inculpation pour homicide volontaire, jeudi 17 novembre, par M. Champenou, juge d'instruction à Nanterre (le Monde du 19 novembre).

avant toutes décisions pour vos ENQUETES et ETUDES DE MARCHES AUPRES DU PUBLIC sur des échantillons de 1 000, 2 000 ou 3 000 personnes, France entière (prochain départ, début janvier 1978) décision et questionnaire avant le 15.12.77

DEMANDEZ NOTRE DOCUMENTATION ET NOS PRIX

publimétrie 10, rue talmia 75016 paris tél. 525.54.14 - 525.15.98

bon à nous retourner

nom fonction

société-organisme

secteur tél.

adresse code postal ville

appel de Fleury-Mérogis

Les jurés de Nantes ont donc accordé à Michel Bodin le bénéfice des circonstances atténuantes qui lui avait été refusé, le 25 mars dernier, par ceux de La Roche-sur-Yon.

La liste

Le crime de Michel Bodin est horrible. Il s'agit même d'un assassinat puisque la préméditation a été retenue contre Michel Bodin et que l'exécution de cet homicide volontaire a été accompagnée de tortures et d'actes de barbarie.

SPONTAN

Le crime de Michel Bodin est horrible. Il s'agit même d'un assassinat puisque la préméditation a été retenue contre Michel Bodin et que l'exécution de cet homicide volontaire a été accompagnée de tortures et d'actes de barbarie.

France : la police et le dynamisme

Le crime de Michel Bodin est horrible. Il s'agit même d'un assassinat puisque la préméditation a été retenue contre Michel Bodin et que l'exécution de cet homicide volontaire a été accompagnée de tortures et d'actes de barbarie.

sur les lignes
occidentale d'Afrique,
à compagnie de bateaux,
mille, qui accusait de navigation
le non dumping ruineux et sus-
cédait. Pour ce qui concerne
avait lancé une défense.
n'était une O.P.A. qui actions de
volontaire, le niveau des cours
grands été à l'aise à échoué
des prix
Vieljeux

مَكْنَزٌ مِنَ الْمَالِ

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
- SUR LA CRISE :
 - « Retour à la raison », par Jacques Gault;
 - « La révolte et le rationnel », par Alain Biétry;
 - « Abolir le salariat », par J.-H. Brunet.
3. ETRANGER
- Détente et droits de l'homme
4. PROCHE-ORIENT
- Damas et Amman s'inquiètent des dissensions au sein du monde arabe.
5. EUROPE
- Une interview de M. Manfred Rommel, maire de Stuttgart.
6. AMERIQUES
7. ASIE
8. AFRIQUE
- RHODESIE : deux organisations noires modérées acceptent l'invitation de M. Smith à négocier.
9. POLITIQUE
- Les travaux parlementaires.
10. SOCIÉTÉ
- La séparation réussie de siamois à l'hôpital Necker-Enfants malades.

LE MONDE AUJOURD'HUI

- Pages 9 à 12 et 23 à 25
- Au fil de la semaine : Vers une autre société, par Pierre Vianey-Poulet.
 - L'Église d'Afrique noire s'interroge : Entreprises avec un doublement africain et un doublement français, par Philippe Desmarest.
 - La vie du langage, par Jacques Cellard.
 - RADIO-TELEVISION : Le point d'orgue des fêtes de fin d'année.
 - 27. JUSTICE
 - La dixième congrès du Syndicat de la magistrature.
 - 28-29. ARTS ET SPECTACLES
 - 30. INSTITUT
 - Trente ans de recherches sur les manuscrits de la mer Morte.
 - 31. ANNIVERSAIRE
 - L'œuvre de la vertu de débilité.
 - 32. ECONOMIE
 - Deux congrès syndicaux.
 - 33. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11-12 et 23-24)
- Carnet (30) : Informations pratiques (28) ; Journal officiel (28) ; Météorologie (28) ; Mots croisés (28).

LE PRIX « HISTORIA » A M. EDGAR FAURE

Le Prix Historia a été décerné à M. Edgar Faure pour son livre consacré à la Banque de France, paru chez Gallimard (Le Monde du 11 novembre). Le président de l'Assemblée nationale a indiqué, à propos de sa méthode de travail, qu'il avait largement exploité un fonds de correspondance du Foreign Office. Il a pu ainsi compléter le tableau politique et sociologique de l'époque de la République par un véritable « journal financier ».

(PUBLICITE)

Un choix politique est à faire. Un choix de civilisation est déjà fait.

Bernard Cathelat (du CCA)

78-96

Les styles de vie des Français.

9^e SALON
des
ANTIQUAIRES
25 NOVEMBRE - 5 DECEMBRE 1977
pavillon spodex
PLACE DE LA
BASTILLE
ts. les jrs. 10 h à 20 h
mardi et vendredi
10 h à 23 h

Le numéro du « Monde » daté 26 novembre 1977 a été tiré à 563 878 exemplaires.

A B C D E F G

LA JOURNÉE D'ÉTUDES DU MOUVEMENT NATIONAL DES ÉLUS LOCAUX

« Les choix de cité ne sont pas, à tout coup, des choix de société »
déclare le premier ministre

A l'occasion de la journée d'études organisée vendredi 25 novembre à l'Hôtel de Ville de Paris par le Mouvement national des élus locaux (M.N.E.L.), M. Raymond Barre a affirmé la volonté du gouvernement de procéder « avec prudence » mais « ténacité » à une réforme d'ensemble des collectivités locales. Le premier ministre a indiqué que quinze mille maires ont répondu, jusqu'à présent, au questionnaire qui leur avait été adressé en juillet et il a estimé ce résultat « remarquable ». Les élus locaux de la majorité, comme ceux de l'opposition, demeurent hantés par le « rapport Guichard », M. Raymond Barre s'est employé à les rassurer mais il n'a pas complètement répondu à leur attente car il n'a pas précisé les intentions du gouvernement

Cette journée d'études a réuni mille cinq cents maires, conseillers municipaux, généraux ou régionaux.

Après que M. Jean Lecanuet, président du C.D.S., ait souligné que « le consentement populaire soutient la responsabilité des maires » face à l'État, M. Raymond Barre, président de l'Assemblée nationale, dans une intervention ponctuelle d'aplanissement, a évoqué la préparation des élections législatives en associant dans un triple hommage le président de la République, le premier ministre et le président du R.P.R. « M. Valéry Giscard d'Estaing, dit-il, est un président de la République qui fait honneur à la France. M. Barre n'est pas un mauvais premier ministre, c'est l'inverse. Il a peut-être des griefs, comme l'a fait le chef de la République, mais ce n'est pas grave. Ça vaut mieux que les grosses bêtises. Quant à M. Jacques Chirac, ça pense beaucoup de bien. Avez-vous vu beaucoup de personnages qui aient eu dynamisme, cette simplicité, cette séduction ? M. Jacques Chirac est un leader politique formidable. Avec ces hommes comment ne gouvernerions-nous pas demain ? »

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a affirmé : « Le constat pour l'accroissement des responsabilités de nos maires est inséparable de celui pour la démocratie ». Citant tour à tour Montesquieu, le général de Gaulle, Tocqueville et M. Maurice Duverger, il a déclaré que les maires de France sont les hommes qui menacent la démocratie. Le premier est le détournement du régime démocratique par une

sur les suites qui seront données aux revendications des associations d'élus.

En fait, les préoccupations politiques l'ont rapidement emporté, au fil des interventions, sur les problèmes techniques. En présence d'un auditoire composé d'élus locaux membres de la majorité ou proche de celle-ci, les leaders des principales formations de la coalition gouvernementale, MM. Jacques Chirac (R.P.R.), Jean Lecanuet (C.D.S.), Jean-Pierre Soisson (P.R.I.), ont en beau jeu de faire valoir leurs points de vue. Le premier ministre lui-même, visant les partis de gauche, s'est plu à froisser sur les « partisans de la société collectiviste » qui se veulent « garants de l'autonomie communale » et « prophètes d'une autogestion généralisée ».

« M. Raymond Barre estime que le « naturel » qu'en contrepartie d'une redistribution des compétences entre l'État et les communes celles-ci puissent percevoir des ressources nouvelles ». Le chef du gouvernement s'est refusé toutefois de « préjuger les conclusions qui apparaîtront à l'issue de la consultation qui vient de se dérouler ».

M. Michel Girard (R.P.R.), président du conseil régional d'Ile-de-France, a présenté une série de propositions visant à aider les élus locaux à mieux accomplir leur mission.

Enfin, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du P.R., a réaffirmé pour les communes « le droit à la diversité, à l'identité et à l'efficacité ». En tout état de cause, a-t-il déclaré, l'État doit s'en tenir à faire son métier et le dernier mot doit appartenir aux communes.

C'est M. Roland Nungesser (R.P.R.), ancien ministre, député du Val-de-Marne, président du comité d'action du M.N.E.L., qui a tiré les conclusions des travaux en déclarant notamment la situation des communes de la banlieue parisienne placée « sous l'emprise du parti communiste ». « Les totalitaires exploitent à des fins partitiques la population qui les élisent », a-t-il déclaré.

M. Nungesser a également mis en garde le gouvernement contre toute « réforme » qui ne répondrait pas aux besoins des élus locaux.

Après un bref débat au cours duquel interviendront cinq participants, une résolution générale a été adoptée, à main levée, à l'unanimité moins une voix.

ALAIN ROLLAT.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN FINLANDE

Le gouvernement présentera un plan de stimulation début décembre

De notre correspondant

Helsinki. — C'est dans une situation économique qui a empiré tout au long de l'année que le gouvernement et les partenaires sociaux se sont rencontrés le 23 novembre. L'entrevue a porté d'une part sur le deuxième plan de stimulation qui doit être soumis au Parlement au plus tard début décembre, de l'autre sur les négociations salariales que le patronat et les syndicats ont engagées à la fin de cette semaine, et non, comme il avait été prévu, en janvier prochain. Le chômage atteint actuellement 7 % de la population active.

L'horizon économique de la Finlande est couvert de nuages. L'épuisement des carnets de commandes, surtout dans les chantiers navals ; une baisse de la production industrielle et des activités du bâtiment ; une diminution des investissements qui touche, en particulier, les secteurs métallurgique et chimique (environ 40 % de la main-d'œuvre du pays) ; une production forestière inférieure de 20 % (en volume) à celle d'avant la crise ; l'endettement des entreprises, dont beaucoup évitent la faillite grâce au soutien financier des banques ; une baisse du niveau de vie de 4 % cette année, voici quelques traits de la situation que le gouvernement de M. Sorsa a la charge de redresser.

L'idée maîtresse de la politique économique est de réduire le taux d'inflation à un niveau inférieur à celui des autres pays concurrents. En cas de réussite, les produits finlandais regagneront leur compétitivité encore affaiblie après la dévaluation de la couronne suédoise de 10 % fin août. (La Finlande était contentée début septembre d'une dévaluation de 3 %). Le gouvernement étudie, depuis quelques semaines, les mesures susceptibles d'alléger les coûts des entreprises (suppression de la taxe sur l'électricité, diminution des charges sociales des employeurs, diminution ou suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les investissements, etc.). Toutes ces solutions ont le désavantage de déséquilibrer le budget de l'État, qui se voit, en plus, continuellement obligé d'emprunter de l'argent à l'étranger.

Le ministre des finances, M. Paul Paavola, avait proposé un blocage des salaires, des prix et des loyers, mais cette idée a été rejetée par l'opposition à la fois du patronat, qui craignait ne plus pouvoir répercuter sur les prix certaines hausses prévues

Une diminution rapide des réserves en devises

Cependant, l'Institut d'émission a prélevé, le 23 novembre, 100 millions de dollars sur les crédits disponibles (au total, 700 millions) dont elle bénéficie auprès des banques étrangères. Cette somme doit servir à alimenter les réserves en devises et à soutenir le cours du mark finlandais qui a légèrement baissé dans l'attente d'une dévaluation dont la probabilité croît avec les difficultés économiques. Toutefois, le gouvernement a, jusqu'à présent, écarté catégoriquement le recours à ce remède. C'est surtout pendant les deux premières semaines de novembre que les réserves en devises de la Finlande ont diminué dangereusement, ayant baissé de 1974 millions de marks à 632 millions, ce qui représente environ une semaine d'importations. Cette diminution rapide est liée aux précautions des entrepreneurs finlandais qui, anticipant une dévaluation du mark, ont affecté leurs paiements avant l'échéance et retardé le recouvrement de leurs créances.

PAUL PARANT.

Selon M. Bechir Gemayel

LES ASSASSINS DE M. SCHLEYER
SERAIENT DANS UN CAMP
PALESTINIEN

New-York (A.F.P.). — M. Bechir Gemayel a affirmé le 26 novembre, à New-York, que les auteurs de l'assassinat du patron des patrons ouest-allemands, Hanns-Martin Schleyer, et les organisateurs du détournement de l'aéroport de Paris-Montparnasse se trouvaient dans le camp palestinien de Sabra, à Beyrouth.

Le chef militaire des Phalanges libanaises (conservateurs) a assuré, lors d'une conférence de presse, que ces extrémistes, au nombre de quatre ou cinq, dont un ou deux Allemands, étaient dans ce camp il y a des semaines, mais que les forces libanaises n'avaient pas les moyens d'aller les arrêter.

MORT DE M. EGHBAL DIRECTEUR DE LA COMPAGNIE NATIONALE IRANIANNE DES PÉTROLES

Le président de la Compagnie nationale iranienne des pétroles, Manouchehr Eghbal, ancien premier ministre, est décédé vendredi matin 25 novembre, à Téhéran, d'une crise cardiaque. — (A.F.P.)

[Né en octobre 1909 à Ehsan, Manouchehr Eghbal a fait ses études à l'université de Téhéran, puis à l'École Supérieure des Sciences et des Lettres de Paris. Spécialiste des maladies infectieuses, il a enseigné à la faculté de médecine de Téhéran de 1940 à 1953, puis de 1953, il a occupé des responsabilités publiques successivement aux ministères de la santé, des postes, de l'éducation nationale, des transports, de l'intérieur. En 1956, il est nommé gouverneur général de la région nord, l'Azerbaïdjan. En 1962, il est nommé ministre de la Santé, puis directeur général de la Compagnie nationale iranienne des pétroles (N.I.O.C.).]

« Un écrivain iranien, Mahmoud Eshmaadadeh Behazine, et son fils, ont été arrêtés, mercredi 23 novembre, à Téhéran, affirme le Centre des écrivains et des artistes d'Iran, dans un communiqué qui a été diffusé à Paris, vendredi, par le Comité pour la défense et la promotion des droits de l'homme en Iran. Le même danger menace désormais tous les membres de ce centre », ajoute le communiqué.

LE PRÉSIDENT DE LA BIRMANIE EST LE PREMIER CHEF D'ÉTAT ÉTRANGER REÇU À PHNOM-PENH

Bangkok (A.F.P.). — Le président de Birmanie, M. Ne Win, est en visite officielle au Cambodge, à l'occasion de la fête de Phnom-Penh samedi 26 novembre sans préciser la date de l'arrivée.

La radio a consacré toute son émission à cet événement. M. Ne Win est le premier chef d'État étranger à visiter le Cambodge depuis l'instauration du régime révolutionnaire.

Partisan résolu de non-alignement, le président Win a essayé d'instaurer dans son pays le socialisme national à l'égard des grandes puissances. Il doit néanmoins lutter contre un mouvement communiste qui passe pour pro-chinois.

Au large des territoires occupés

LES ISRAËLIENS
DÉCOUVRENT DU PÉTROLE
DANS LE GOLFE DE SUEZ

Tel-Aviv (A.F.P.). — Le ministre israélien de l'énergie, M. Moshe, a annoncé le 25 novembre la découverte par une compagnie américaine d'un important gisement de pétrole offshore dans le golfe de Suez, au large des territoires occupés du Sinaï.

Le premier puits produit déjà 2 500 barils par jour d'un pétrole léger commercialisable, et devrait, selon le ministre, produire plus. « Le problème des forages effectués dans le golfe de Suez constitue l'un des éléments du contentieux israélo-égyptien », a ajouté M. Moshe, mais ce n'est certainement pas un élément particulièrement important. Si la paix est conclue, a-t-il précisé, il n'y aura pas de problème. Israël achètera à l'Égypte le pétrole dont il a besoin.

C'est la première fois qu'Israël trouve du pétrole dans les territoires occupés depuis 1967.

« La première descente à ski a été gagnée, ce samedi 26 novembre, par l'Autrichienne Annemarie Moser-Pröll à Zauchensee (Autriche). Elle a devancé les Suissesses Marie-Thérèse Nadig et Bernadette Zurbriggen.

LE BILAN DÉFINITIF DE L'ACCIDENT DU NORD-2501 S'ÉTABLIT À TRENTE-DEUX MORTS

Le bilan définitif de l'accident du Nord-2501 de l'année de l'air qui s'est écroulé pendant la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 novembre sur le territoire de la commune de Frémilley, au nord-ouest de Bédiers (Hérault), s'établit à trente-deux morts dont les quatre membres d'équipage. Il n'y a pas eu de survivants.

Les corps des victimes ont été transférés dans une chapelle ardente dressée dans la caserne Du Guesclin, à Bédiers. Lundi 28 novembre, ils seront transportés à l'aéroport de Nîmes-Garons, où les honneurs militaires leur seront rendus en présence de M. Yvon Bourges, ministre de la défense.

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé, vendredi matin, un télégramme au ministre de la défense lui demandant de transmettre ses condoléances aux familles des victimes.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le Nord-2501 venait de quitter la fréquence radio de Bordeaux et quelques secondes avant, avait signalé qu'il entrerait dans une zone de tempête. L'avion a été probablement pris dans un nuage girant. Dans un tel cas, il peut se transformer progressivement en bloc de glace ; les moteurs perdent de la puissance et l'avion perd de l'altitude. Il ne semble pas qu'il y ait eu de faute de pilotage.

NOUVELLES BRÈVES

● La C.G.T. va saisir le Conseil d'État pour faire annuler les mesures Stoleru sur l'immigration : c'est ce qu'a annoncé, vendredi 25 novembre, M. René Lemer, secrétaire de la C.G.T., à l'occasion d'une conférence nationale organisée à Montreuil (Seine-Saint-Denis), sur les problèmes de la main-d'œuvre algérienne. Selon M. Lemer, un certain nombre de décisions du gouvernement dans ce domaine « tombent sous le coup de la loi de 1972 interdisant toute discrimination raciale ». Le responsable du secteur immigré de la C.G.T. a ajouté que « qu'un travailleur algérien était assassiné chaque semaine », et a mis en cause « la campagne anti-immigrés du patronat français, alimentée par les déclarations de Stoleru ».

● Vers une grève des mineurs. — Les négociations entreprises par l'United Mine Workers (U.M.W.), syndicat des mineurs américains, et les représentants de l'industrie charbonnière pour le renouvellement de la convention collective ont été rompues le 25 novembre. Une grève dans les mines de charbon aux États-Unis apparaît donc inévitable à partir du 8 décembre, date d'échéance de l'actuelle convention collective du travail. Ces soixante-dix mille mineurs sont affiliés à l'U.M.W. et assurent plus de la moitié de la production américaine de charbon. — (A.F.P.)

● La reconstruction de la voie ferrée Nice-Congé. Un accord vient d'être conclu entre la France et l'Italie pour fixer à 185 millions de francs le montant des travaux de remise en état de

la voie ferrée Nice-Congé. Il reste à déterminer la part respective des deux pays dans cette opération. La ligne à remettre en état était hors d'usage depuis la dernière guerre. Elle avait été détruite sur 22 kilomètres en territoire italien et sur 58 kilomètres dans son parcours français.

● M. Paul Luez, le délégué militaire qui a tué un gardien de la paix, M. Hamache Abbou, le 23 novembre, devant le palais de l'Élysée (Le Monde du 24 novembre), a été placé sous mandat de dépôt, le 25 novembre, par M. Claude Bonnet, juge d'instruction, sous l'inculpation d'homicide volontaire. Avant d'être examiné par des experts psychiâtres, il a été conduit au centre médico-psychologique de la Santé. Ce déséquilibre, qui a choqué pour le défenseur M. Le Masou, a pleuré quand le magistrat a refusé de lui accorder la permission d'aller assister aux obsèques de sa victime. Il a répété qu'il voulait assassiner le président de la République, « afin de sauver le monde ».

مكتبة الأصل